



COMMUNE DE MOLENBEEK-SAINT-JEAN
GEMEENTE SINT-JANS-MOLENBEEK

CONSEIL COMMUNAL DU 23 JUIN 2021
GEMEENTERAAD VAN 23 JUNI 2021

REGISTRE
REGISTER

Présents
Aanwezig

Catherine Moureaux, *Présidente du Conseil/Voorzitster van de Raad* ;
Françoise Schepmans, Abdellah Achaoui, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Olivier Mahy, Houria Ouberri, Jamel Azaoum, Georges Van Leeckwyck, Maria Gloria Garcia-Fernandez, *Échevin(e)s/Schepenen* ;
Jamal Ikazban, Michel Eylenbosch, Danielle Evraud, Dirk De Block, Tania Dekens, Leonidas Papadiz, Hassan Ouassari, Carine Liekendaël, Hind Addi, Mohamed Daif, Saliha Raiss, Yassine Akki, Mohamed El Bouazzati, Rachid Mahdaoui, Khalil Boufraquech, Leila AGIC, Mohammed EL BOUZIDI, Luc Vancauwenberge, Laurent Mutambayi, Laetitia KALIMBIRIRO NSIMIRE, Khadija Zamouri, Pascal Paul Duquesne, Rajae Maouane, Théophile Emile Talemans, Didier Fabien Willy Milis, Abdallah Kanfaoui, Emre Sumlu, Rachid Ben Salah, Taoufik Hamzaoui, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;
Gilbert Hildgen, *Secrétaire adjoint/Adjunct secretaris*.

Excusés
Verontschuldigd

Paulette Piquard, Ahmed El Khannouss, Ann Gilles-Goris, Hicham Chakir, Mohamed Amine Akrouh, Joke Vandembemt, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden*.

Ouverture de la séance à 16:00
Opening van de zitting om 16:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

23.06.2021/A/0001 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation citoyenne - Enseignement communal primaire à Molenbeek-Saint-Jean.

Demande d'interpellation citoyenne de parents d'élèves de l'enseignement communal primaire de Molenbeek-Saint-Jean

A l'attention du : Collège des bourgmestre et échevins de Molenbeek-Saint-Jean

Nous sommes des parents préoccupés et inquiets par la qualité de l'enseignement dans notre commune. Nous sommes inquiets pour l'avenir de nos enfants.

Nos jeunes font déjà face à beaucoup de problèmes en particulier dans nos quartiers: chômage, pauvreté, discrimination, racisme,... Et avec la pandémie, les choses ne se sont pas améliorées, au contraire.

En tant que parents et vous en tant que responsables de l'avenir des jeunes habitants Molenbeekois, nous sommes tenus de leur offrir la meilleure instruction et éducation, afin d'obtenir un diplôme pour qu'ils trouvent un boulot décent. Nous ne voulons pas les voir réduits toute leur vie à des jobs de livreur de fast food.

L'impact de la crise sanitaire tant sur les retards en termes d'apprentissage que sur la santé mentale de nos enfants, il nous a semblé indispensable de vous interpellier sur la situation des écoles communales de Molenbeek-Saint-Jean.

Nous voulons mettre la lumière sur deux principaux problèmes au sein de nos écoles:

1- Le retard en apprentissage des enfants:

Déjà avant la crise covid, certains chiffres interpellants relatifs aux enfants qui entrent en humanité font état d'un retard de niveau de plus de deux ans. Depuis le covid, le retard scolaire ne fait que s'accroître. Surtout chez les enfants, dont les parents ne sont pas en mesure de leur venir en aide.

Il nous semble impératif d'offrir à ces enfants un soutien de qualité. Il n'est pas question de laisser les enfants décrocher.

Nous entendons des parents dont les enfants se sentent très mal à l'école. Qui ne savent plus suivre. Qui sont hyper stressés. Une maman nous raconte que sa fille maigrit, perd ses cheveux. Pour certains enfants, l'école est devenue un enfer, et pas un lieu d'épanouissement. Un lieu où les enfants apprennent à avoir confiance en soi.

Nous apprécions les efforts faits par les écoles et les enseignants. Mais les remédiations mises en place sont cependant souvent insuffisantes ou pas assez bien organisées.

Les aides aux devoirs c'est bien mais n'apportent aucune solution aux retards constatés chez certains enfants. Elles ne sont ouvertes qu'aux seuls inscrits en début d'année. Dans certaines écoles, elles ne sont accessibles qu'aux enfants dont les parents travaillent.

Les problèmes psychiques augmentent, et nous craignons que les frustrations liées au retard scolaire y contribuent. Même si l'école ne peut résoudre tous les problèmes, elle peut aider les enfants à combler leur retard.

Témoignages:

1- Samira: maman seule avec 4 enfants, 2 chambres. Elle paye des cours supplémentaires à son 2ème fils car le fils aîné a déjà décroché, et ne veut éviter à tout prix que les autres prennent le même chemin. La solution proposée est souvent les écoles spéciales, même quand les enfants n'avaient pas de problèmes avant le covid

2- Une autre maman: divorcée, travaille. Ses enfants de 6 et 9 ans sont seuls toute la journée pendant tout le confinement dû au Covid. Le soir, la maman revient fatiguée. Ils n'ont pas fait grand-chose pendant toute cette période, le résultat: un grand retard d'apprentissage.

2- Cours de néerlandais

Les enfants ne bénéficient malheureusement pas des cours de néerlandais légalement prévus (3h en 3 et 4ème, 5h en 5 et 6ème).

Nous savons tous qu'à Bruxelles le bilinguisme est important. Pouvoir s'exprimer dans les deux langues nationales augmente les chances des jeunes à trouver du travail.

Dans beaucoup d'écoles, l'enseignement du néerlandais est très insuffisant. Alors que nous sommes à Bruxelles, ville bilingue.

Certaines classes n'ont pas eu de cours de néerlandais quasiment pendant une année entière! Beaucoup de parents paient des cours privés à leurs enfants.

Mais comment résoudre ce problème crucial pour nos enfants?

Pour nous, l'éducation n'est pas seulement un droit humain fondamental. C'est un droit dont la réalisation influe directement sur l'exercice de tous les autres droits.

Pour éviter que la crise éducative ne dégénère en catastrophe pour toute une génération, tous les acteurs concernés doivent agir ensemble au plus vite.

Que comptez-vous faire?

Cordialement,

Le Conseil prend connaissance.

**Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Burgerinterpellatie - Gemeentelijk basisonderwijs in Sint-Jans-Molenbeek.**

De Raad neemt kennis.

Jamel Azaoum quitte la séance / verlaat de zitting.

23.06.2021/A/0002 **Département Services généraux et Démographie
Affaires juridiques - COVID-19 - Confirmation l'ordonnance de police de la
Bourgmestre concernant la tenue virtuelle, jusqu'au 29 août 2021 inclus, des séances**

du Conseil communal, des commissions et des conseils consultatifs communaux, du Conseil de police, du conseil de l'action sociale, du bureau permanent et des comités spéciaux du CPAS de Molenbeek-Saint-Jean.

LE CONSEIL,

Après avoir accepté l'introduction en urgence par un vote en début de séance, ce point n'étant pas inscrit à l'ordre du jour;

Vu la Nouvelle Loi Communale, notamment les articles 134§1er et 135,§2;

Vu les arrêtés ministériels portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du Coronavirus COVID-19;

Vu la circulaire ministérielle du 16 octobre 2020 (CIRC. 2020/13) – mesures organisationnelles dans le cadre de la crise sanitaire – Adaptation des règles de fonctionnement des instances de décision en l'absence d'arrêté de pouvoirs spéciaux organisant ces aménagements ;

Vu l'Ordonnance de Police de la Bourgmestre prise en date du 18 juin 2021 concernant la tenue virtuelle, jusqu'au 29 août 2021 inclus, des séances du Conseil communal, des commissions et des conseils consultatifs communaux, du Conseil de police, du Conseil de l'action sociale, du bureau permanent et des comités spéciaux du CPAS de Molenbeek-Saint-Jean, et qu'il y a lieu de la confirmer ;

DECIDE :

Article unique :

De confirmer l'ordonnance de Police de la Bourgmestre du 18 juin 2021 concernant la tenue virtuelle, jusqu'au 29 août 2021 inclus, des séances du Conseil communal, des commissions et des conseils consultatifs communaux, du Conseil de police, du conseil de l'action sociale, du bureau permanent et des comités spéciaux du CPAS de Molenbeek-Saint-Jean.

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 28 votes positifs, 8 votes négatifs.

Departement Algemene diensten en Demografie

Juridische zaken - COVID-19 - Bevestiging politieverordening van de burgemeester betreffende het houden van virtuele zittingen tot en met 29 augustus 2021 van de Gemeenteraad, de commissies en de adviesraden, de politieraad, de Raad voor maatschappelijk Welzijn, het vast bureau en de bijzondere comités van het OCMW van Sint-Jans-Molenbeek.

DE RAAD,

Na aan het begin van de zitting bij stemming te hebben ingestemd met de invoering van dit punt als spoedgeval, aangezien het niet op de agenda stond;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, in het bijzonder de artikelen 134§1er en 135,§2;

Gelet op de ministeriële besluiten inzake noodmaatregelen om de verspreiding van het Coronavirus COVID-19 te beperken;

Gelet op de Ministeriële Omzendbrief van 16 oktober 2020 (OMZ 2020/13) Organisatorische maatregelen in het kader van de gezondheidscrisis - Aanpassing van de werkingsregels van de besluitvormende organen in afwezigheid van een bijzondere machtenbesluit tot regeling van deze voorzieningen;

Gelet op de politieverordening van de burgemeester van 18 juni 2021 betreffende het houden van virtuele zittingen van de Gemeenteraad, de commissies en de adviesraden, de politieraad, de Raad voor maatschappelijk Welzijn, het vast bureau en de bijzondere comités van het OCMW van Sint-Jans-Molenbeek tot en met 29 augustus 2021 en dat het nodig is deze te bevestigen;

BESLIST :

Enig artikel :

De politieverordening van de burgemeester van 18 juni 2021 te bevestigen betreffende het houden van virtuele zittingen tot en met 29 augustus 2021 van de Gemeenteraad, de commissies en de adviesraden, de politieraad, de Raad voor maatschappelijk Welzijn, het vast bureau en de bijzondere comités van het OCMW van Sint-Jans-Molenbeek.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 28 positieve stemmen, 8 negatieve stemmen.

23.06.2021/A/0003 **Département Services généraux et Démographie**
Affaires juridiques - Confirmation de l'ordonnance de police concernant la retransmission des matchs du Championnat d'Europe de football, qui se déroule du 11 juin 2021 au 11 juillet 2021 inclus.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale, notamment les articles 133, 134 et 135;

Vu l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du Coronavirus COVID-19 ;

Considérant que Championnat d'Europe de football 2020 se déroulera du 11 juin 2021 au 11 juillet 2021 inclus et que les matchs en question seront diffusés sur différentes chaînes de télévision ; que ces derniers pourront être suivis en groupe et dans des lieux accessibles au public tels les restaurants, cafés, buvettes,... ;

Considérant qu'il ressort des informations parvenues à l'autorité que des rassemblements de personnes non autorisés autour d'établissements horeca pourraient spontanément s'organiser; que ces rassemblements non autorisés en voirie publique, s'ils se concrétisent, tant la semaine que le week-end, peuvent générer un trouble de l'ordre public et particulièrement de la tranquillité et de la sécurité publiques (nuisances sonores, perturbations de la mobilité et de la circulation sur les voiries, attroupements hostiles, tumultes excités, dégradations diverses...) ; que ces troubles de la paix publique pourraient générer des nuisances ou des dommages pour les habitants et riverains ;

Considérant que, pour éviter des atteintes à l'ordre et à la paix publics, au détriment, notamment, des riverains et passants, il y a lieu de prendre des mesures adéquates; qu'afin d'assurer cette mission, toutes les mesures policières, tant réglementaires qu'opérationnelles, nécessaires au maintien de la sécurité des biens et des personnes concernés, doivent être prises afin d'atteindre cet objectif et ce, en tenant compte spécifiquement de la menace de trouble à la paix publique;

Vu l'Ordonnance de Police de la Bourgmestre prise en date du 11 juin 2021 concernant la retransmission des matchs du Championnat d'Europe de football qui se déroule du 11 juin 2021 au 11 juillet 2021 inclus, et qu'il y a lieu de la confirmer ;

DECIDE :

Article unique :

De confirmer l'ordonnance de Police de la Bourgmestre du 11 juin 2021 concernant la retransmission des matchs du Championnat d'Europe de football, qui se déroule du 11 juin 2021 au 11 juillet 2021 inclus.

Le Conseil approuve le point.
36 votants : 34 votes positifs, 2 abstentions.

Departement Algemene diensten en Demografie

Juridische Zaken - Bevestiging van de politieverordening betreffende de uitzending van de matches van het Europees kampioenschap voetbal, die plaats heeft van 11 juni 2021 tot en met 11 juli inbegrepen.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, in het bijzonder de artikelen 133, 134 en 135 ;
Gelet op het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 inzake noodmaatregelen om de verspreiding van het Coronavirus COVID-19 te beperken ;

Overwegende dat het Europees Kampioenschap voetbal dit jaar plaatsvindt van 11 juni 2021 tot en met 11 juli 2021 en dat de wedstrijden in kwestie zullen uitgezonden worden op verschillende televisiezenders; dat deze laatste kunnen in groep gevolgd worden, en op plaatsen toegankelijk voor het publiek zoals restaurants, cafés, bars, ...;

Overwegende dat uit informatie toegekomen bij de overheid blijkt dat de niet-toegestane bijeenkomsten van personen rondom een horecazaak spontaan zouden kunnen georganiseerd worden; dat deze niet-toegestane bijeenkomsten op de openbare weg, indien ze concrete vorm krijgen, zowel in de week als in het weekend, een verstoring van de openbare orde en meer bepaald van de openbare veiligheid kunnen veroorzaken (geluidsoverlast, verstoring van de mobiliteit en het verkeer op de wegen, vijandige samenscholingen, geëxciteerd rumoer, verschillende beschadigingen, ...); dat deze verstoringen van de openbare vrede hinder of schade zouden kunnen veroorzaken voor bewoners en omwonenden en het gezondheidsrisico;

Overwegende dat, om inbreuken op de openbare orde en vrede te voorkomen, ten koste van, in het bijzonder, bewoners en voorbijgangers, er moet overgegaan worden tot het nemen van geschikte maatregelen; dat teneinde deze missie te verzekeren, alle politiematregelen, zowel reglementaire als operationele, nodig voor het behoud van de veiligheid van betrokken goederen en personen, dienen genomen te worden teneinde deze doelstelling te bereiken, en dit, door specifiek rekening te houden met de dreiging van verstoring van de openbare vrede;

Gelet op de politieverordening van de burgemeester van 11 juni 2021 betreffende de uitzending van de matches van het Europees kampioenschap voetbal, die plaats heeft van 11 juni 2021 tot en met 11 juli 2021 inbegrepen, en dat het nodig is deze te bevestigen ;

BESLIST :

Enig artikel :

De politieverordening van de burgemeester van 11 juni 2021 te bevestigen betreffende de uitzending van de matches van het Europees kampioenschap voetbal, die plaats heeft van 11 juni 2021 tot en met 11 juli 2021.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 34 positieve stemmen, 2 onthoudingen.

**Finances Budget communal ordinaire 2020 Modifications budgétaires de clôture (99)
de l'exercice 2020.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 15 du Règlement Général de la Comptabilité Communale;
Vu la Nouvelle Loi communale, notamment ses articles 117 et 238 à 263 ;
Considérant que les insuffisances de crédits constatées à l'exercice 2020 ont fait l'objet de rectifications ;
Considérant que ces rectifications prennent valeur au 31.12.2020 et emportent, dès lors, leur intégration au compte budgétaire 2020 dès leur vote par le Conseil communal ;
Considérant que ces rectifications ne peuvent viser que les dépenses ordinaires existantes et engagées régulièrement au cours de l'exercice concerné ;
Vu les tableaux des modifications budgétaires;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 10.06.2021 ;

DECIDE :

Article unique :
De voter les modifications budgétaires de clôture de l'exercice 2020.

Expédition de la présente délibération sera transmise, pour approbation, à l'Autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le point.
36 votants : 25 votes positifs, 2 votes négatifs, 9 abstentions.

Departement Financiën
Financiën - Gemeentelijke gewone begroting 2020 - Begrotingswijziging (99)
betreffende de afsluiting van het dienstjaar 2020.

DE RAAD,

Gezien artikel 15 van het Algemeen Reglement op de Gemeentelijke Comptabiliteit ;
Gezien de Nieuwe Gemeentewet; vooral artikelen 117 en 238 tot 263;
Overwegende dat de krediettekorten vastgesteld in het dienstjaar 2020 het voorwerp uitmaken van terechtzettingen;
Overwegende dat deze terechtzettingen ingaan op 31.12.2019 en derhalve dienen opgenomen te worden in de begrotingsrekening 2020 zodra ze door de Gemeenteraad worden aangenomen;
Overwegende dat deze terechtzettingen slechts betrekking kunnen hebben op gewone verplichte en regelmatig vastgelegde uitgaven tijdens het desbetreffend dienstjaar ;
Gezien de tabellen van de begrotingswijzigingen;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen d.d. 10.06.2021;

BESLUIT :

Enig artikel :
De begrotingswijziging voor de afsluiting van het dienstjaar 2020 te stemmen.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal ter goedkeuring aan de

toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 25 positieve stemmen, 2 negatieve stemmen, 9 onthoudingen.

23.06.2021/A/0005

Receveur Communal

Recette communale - Comptes annuels de l'exercice 2020.

LE CONSEIL,

Vu le titre VI de la nouvelle loi communale et en particulier les articles 96 et 240;

Vu l'Arrêté Royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale (RGCC);

Vu les arrêtés ministériels des 30 octobre 1990 et 23 septembre 1991 accompagnants le RGCC et du 10 janvier 1996 fixant les documents comptables;

Vu les circulaires du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale notamment :

- du 10 septembre 1998 relative à la présentation et au contenu des comptes annuels des communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

- du 9 février 2021 relatives à la clôture des comptes 2020;

Considérant les tableaux de concordance des comptabilités budgétaire et générale qui confirment la cohérence des comptes;

Considérant que ces comptes annuels comprennent :

- le compte budgétaire: service ordinaire et service extraordinaire,

- le bilan et le compte de résultats,

- les annexes : balance des comptes généraux, balance des comptes particuliers, détails des comptes de régularisation et d'attente, ratios, liste des crédits budgétaires et engagements à reporter (formulaire T 3), liste des non valeurs et irrécouvrables, droits et engagements hors bilan, règles d'évaluation et statistiques, Travaux en cours, situation de la dette communale, subsides, fonds de pension, créances à recouvrer, Article 60 § 7, fonds de réserve ordinaire et extraordinaire, provisions pour risques et charges, participations, impact Covid 2020, marché publics ;

Considérant que tous les actes ont été correctement portés aux comptes;

DECIDE:

Article unique:

De certifier que tous les actes relevant de la compétence du Collège des Bourgmestre et Echevins ont été correctement portés aux comptes 2020, y compris le compte budgétaire (service ordinaire et service extraordinaire), le bilan et le compte de résultats et les annexes (balance des comptes généraux, balance des comptes particuliers, détails des comptes de régularisation et d'attente, ratios, liste des crédits budgétaires et engagements à reporter (formulaire T 3), liste des non valeurs et irrécouvrables, droits et engagements hors bilan, règles d'évaluation et statistiques, Travaux en cours, situation de la dette communale, subsides, fonds de pension, créances à recouvrer, Article 60 § 7, fonds de réserve ordinaire et extraordinaire, provisions pour risques et charges, participations, impact Covid 2020, marchés publics et de notifier l'arrêt définitif des comptes de l'exercice 2020 à Madame le Receveur communal.

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 25 votes positifs, 2 votes négatifs, 9 abstentions.

Gemeenteontvanger

Gemeenteontvangerij - Jaarrekeningen van het dienstjaar 2020.

DE RAAD,

Gelet op de titel VI van de nieuwe gemeentewet en in het bijzonder artikelen 96 en 240;
Gelet op het Koninklijk Besluit van 2 augustus 1990 met betrekking tot het algemeen reglement van de gemeentelijke boekhouding;

Gelet op de ministeriële besluiten van 30 oktober 1990 en 23 september 1991 bij het algemeen reglement van de gemeentelijke boekhouding en van 10 januari 1996 tot vaststelling van boekhoudkundige documenten;

Gelet op de omzendbrieven van het Ministerie het Brussels-Hoofdstedelijk Gewest, namelijk:

- van 10 september 1998 met betrekking tot de presentatie en de inhoud van de jaarrekeningen van de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

- van 9 februari 2021 betreffende de afsluiting van de jaarrekeningen van 2020;

Overwegende de concordantietabellen van de begrotings- en algemene boekhoudingen die de coherentie van de rekeningen bevestigen;

Overwegende dat deze jaarrekeningen het volgende omvatten:

- de begrotingsrekening: gewone dienst en buitengewone dienst,

- de balans en de resultatenrekening,

- de bijlagen: balans van de algemene rekeningen, balans van de bijzondere rekeningen, detail van de overlopende en wachtrekeningen, ratio's, lijst van de begrotingskredieten en nog over te dragen vastleggingen (formulier T3), lijst van de onwaarden en oninvorderbare rechten, rechten en vastleggingen buiten balans, waarderingsregels en statistieken, werken in uitvoering, situatie van de gemeenteschuld, subsidies, pensioenfondsen, nog te innen vastgestelde rechten, artikel 60 § 7, gewoon en buitengewoon reservefonds, voorzieningen voor risico's en kosten, deelnemingen, impact Covid 2020, overheidsopdrachten;

Overwegende dat alle akten op correcte wijze in rekening werden gebracht;

BESLIST:

Enig artikel:

Te bevestigen dat alle akten waarvoor het College van Burgemeester en Schepenen bevoegd is op correcte wijze in rekening 2020 werden gebracht, met inbegrip van de begrotingsrekening (gewone dienst en buitengewone dienst), de balans en de resultatenrekening en de bijlagen (balans van de algemene rekeningen, balans van de bijzondere rekeningen, detail van de overlopende en wachtrekeningen, ratio's, lijst van de begrotingskredieten en nog over te dragen vastleggingen (formulier T3), lijst van de onwaarden en oninvorderbare rechten, rechten en vastleggingen buiten balans, waarderingsregels en statistieken, werken in uitvoering, situatie van de gemeenteschuld, subsidies, pensioenfondsen, nog te innen vastgestelde rechten, artikel 60 § 7, gewoon en buitengewoon reservefonds, voorzieningen voor risico's en kosten, deelnemingen, impact Covid 2020, overheidsopdrachten, en de definitieve afsluiting van de rekeningen van het dienstjaar 2020 aan Mevrouw de Gemeenteontvanger mee te delen.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 25 positieve stemmen, 2 negatieve stemmen, 9 onthoudingen.

Département Finances

Finances - Budget communal ordinaire 2021 - Modification budgétaire n°02/2021.

LE CONSEIL,

Vu l'article 15 du Règlement Général de la Comptabilité Communale;
Vu la Nouvelle Loi communale, notamment ses articles 117 et 238 à 263 ;
Considérant que certaines allocations de crédits du budget ordinaire doivent être ajustées;
Vu le tableau des modifications budgétaires;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 10.06.2021 ;

DECIDE :

Article unique :
D'approuver la modification budgétaire ordinaire n°02/2021.

Expédition de la présente délibération sera transmise, pour approbation, à l'Autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le point.
36 votants : 25 votes positifs, 2 votes négatifs, 9 abstentions.

Departement Financiën

Financiën - Gemeentelijke gewone begroting 2021 - Begrotingswijziging nr 02/2021.

DE RAAD,

Gezien artikel 15 van het Algemeen Reglement op de Gemeentelijke Comptabiliteit ;
Gezien de Nieuwe Gemeentewet; vooral artikelen 117 en 238 tot 263;
Overwegende dat sommige kredieten van de gewone begroting 2021 dienen gewijzigd te worden;
Gezien de tabel van de begrotingswijzigingen;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen d.d. 10.06.2021;

BESLUIT :

Enig artikel :
De gewone begrotingswijzigingen nr 02/2021 goed te keuren.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal ter goedkeuring aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.
36 stemmers : 25 positieve stemmen, 2 negatieve stemmen, 9 onthoudingen.

Laurent Mutambayi entre en séance / treedt in zitting.
Amet Gjanaj quitte la séance / verlaat de zitting.

Leonidas Papadiz quitte la séance / verlaat de zitting.
Hassan Ouassari quitte la séance / verlaat de zitting.
Carine Liekendael quitte la séance / verlaat de zitting.
Yassine Akki quitte la séance / verlaat de zitting.
Mohammed EL BOUZIDI quitte la séance / verlaat de zitting.
Didier Fabien Willy Milis quitte la séance / verlaat de zitting.

23.06.2021/A/0007

Département Finances

**Economat - Nouvelle loi communale article 234 par. 3 et 4 - Marchés publics -
Communication des décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale notamment l'article 234 par. 3 et 4 ;
Vu les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins relatives à la passation de marchés par procédure négociée en vertu de l'article 42 par. 1er, 1^oa) de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

EST INFORMÉ DE LA DECISION DU COLLEGE SUIVANTE :

20 mai 2021 – Achat de matériel d'exploitation pour le service de l'Atelier. Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter. – procédure négociée – 43.999,99 EUR TVAC –1370/744/98 - emprunts

ET DECIDE :

Article unique :

D'approuver le mode de financement des dépenses susvisées.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

30 votants : 30 votes positifs.

Departement Financiën

**Economaat - Nieuwe Gemeentewet artikel 234 par. 3 en 4 - Overheidsopdrachten -
Mededeling van de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen.**

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, in het bijzonder artikel 234 par. 3 en 4;
Gelet op de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen betreffende de gunning van opdrachten via onderhandelingsprocedure krachtens artikel 42 par. 1, 1^oa) van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten;

WORDT GEÏNFORMEERD VAN DE VOLGENDE COLLEGE BESLISSING :

20 mei 2021 – Aankoop van exploitatiemateriaal voor de Werkplaats. Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de bedrijven te raadplegen – onderhandelingsprocedure – 43.999,99 euro incl. BTW – 1370/744/98 - leningen

EN BESLIST :

Enig artikel:

De financieringswijze van de bovenvermelde uitgaven goed te keuren.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

23.06.2021/A/0008

Département Finances

**Économat - Location de bus scolaires pour la période du 01/01/2022 au 31/12/2022 -
Approbation des conditions et du mode de passation.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234§1 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 36 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant le cahier des charges N° 2021/1058 relatif au marché "Location de bus scolaires pour la période du 01/01/2022 au 31/12/2022" établi par le service de l'Économat ;

Considérant que ce marché est divisé en lots :

* Lot 1 : Courtes distances, à l'intérieur de Bruxelles-Capitale, estimé à 160.000,00 EUR hors TVA ou 169.600,00 EUR, 6% TVA comprise ;

* Lot 2 : Longues distances, hors de la Région de Bruxelles-Capitale, estimé à 70.000,00 EUR hors TVA ou 74.200,00 EUR, 6% TVA comprise ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à 230.000,00 EUR hors TVA ou 243.800,00 EUR, 6% TVA comprise ;

Considérant que le montant du marché actuel est inférieur suite à la crise sanitaire et que l'estimation pour le marché devant couvrir l'année 2022 correspond aux années précédant cette crise sanitaire;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure ouverte ;

Considérant que cette estimation dépasse les seuils d'application de la publicité européenne ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense sera inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2022, article 7050/124/48 ;

Sur proposition du Collège échevinal du 10 juin 2021 ;

DECIDE:

Article 1 :

D'approuver le cahier des charges N° 2021/1058 et le montant estimé du marché "Location de bus scolaires pour la période du 01/01/2022 au 31/12/2022", établis par le service de l'Économat. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 230.000,00 EUR hors TVA ou 243.800,00 EUR, 6% TVA comprise.

Article 2 :

De passer le marché par la procédure ouverte.

Article 3 :

D'approuver et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national et européen.

Article 4 :

De transmettre cette délibération en double exemplaire à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le point.

30 votants : 26 votes positifs, 4 abstentions.

Departement Financiën

Economaat - Huur van schoolbussen voor de periode van 01/01/2022 tot 31/12/2022 - Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234§1, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 36;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende het bestek nr. 2021/1958 betreffende de opdracht "Huur van schoolbussen voor de periode van 01/01/2022 tot 31/12/2022", opgesteld door de dienst Economaat;

Overwegende dat deze opdracht is opgedeeld in volgende percelen:

* Perceel 1: Korte afstanden, binnen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, raming: 160.000,00 EUR excl. BTW of 169.600,00 EUR incl. 6% BTW;

* Perceel 2: Lange afstanden, buiten het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, raming: 70.000,00 EUR excl. BTW of 74.200,00 EUR incl. 6% BTW;

Overwegende dat de totale uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 230.000,00 EUR excl. btw of 243.800,00 EUR incl. 6% BTW;

Overwegende dat het bedrag van de huidige opdracht lager is ten gevolge van de sanitaire crisis en dat de raming voor de opdracht die het jaar 2022 moet dekken overeenkomt met de jaren vóór deze sanitaire crisis;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de openbare procedure;

Overwegende dat deze raming de limieten van de Europese bekendmaking overschrijdt;

Overwegende dat het krediet voor deze uitgave voorzien zal zijn in de gewone begroting

van het dienstjaar 2022, op artikel 7050/124/48;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 10 juni 2021;

Beslist:

Artikel 1:

Het bestek nr. 2021/1058 en het geraamde bedrag goed te keuren voor de opdracht “Huur van schoolbussen voor de periode van 01/01/2022 tot 31/12/2022”, opgesteld door de dienst Economaat. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. Het geraamde bedrag is 230.000,00 EUR excl. BTW of 243.800,00 EUR incl. 6% BTW.

Artikel 2:

De opdracht via openbare procedure te gunnen.

Artikel 3:

Het standaard publicatieformulier op nationaal en Europees niveau goed te keuren en bekend te maken.

Artikel 4:

Deze beraadslaging in tweevoud met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de toezichhoudende overheid over te maken.

De Raad keurt het punt goed.

30 stemmers : 26 positieve stemmen, 4 onthoudingen.

23.06.2021/A/0009

Département Services généraux et Démographie
Secrétariat communal - I.G.R.E.T.E.C. - Approbation de l'ordre du jour de
l'Assemblée générale ordinaire du 24 juin 2021.

LE CONSEIL,

Considérant l'affiliation de la Commune à l'Intercommunale IGRETEC ;
Considérant le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;
Considérant que la crise sanitaire exceptionnelle liée au COVID-19 que connaît aujourd'hui la Belgique et les mesures, actuelles et à venir, prises pour limiter la propagation du virus dans la population sont de nature à affecter le bon fonctionnement des différents services publics et notamment les pouvoirs locaux ;

Considérant que le Décret du 1^{er} octobre 2020 organisant jusqu'au 31 décembre 2020 la tenue des réunions des organes des intercommunales, des sociétés à participation publique locale significative, des associations de pouvoirs publics visées à l'article 118 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, des sociétés de logement de service public, des ASBL communales ou provinciales, des régies communales ou provinciales autonomes, d'associations de projet ou de tout autre organisme supra-local ayant pris la forme d'une société ou d'une association, modifié par le Décret du 1^{er} avril 2021 qui prolonge les dispositions jusqu'au 30 septembre 2021 ;

Considérant que, conformément à l'article 1^{er} § 1 du Décret du 1^{er} octobre 2020, l'Assemblée générale d'IGRETEC se déroulera sans présence physique ;

Considérant que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur tous les points de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise ;

Considérant qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil tous les points de

l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'IGRETEC ;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver le point 1 de l'ordre du jour relatif aux affiliations/administrateurs;

Article 2 :

D'approuver les points 2 et 3 de l'ordre du jour, à savoir : Comptes annuels statutaires arrêtés au 31/12/2020 - Comptes annuels consolidés arrêtés au 31/12/2020 - Rapport de gestion du Conseil d'administration - Rapport du Collège des Contrôleurs aux Comptes ; Approbation des comptes annuels statutaires arrêtés au 31/12/2020 ;

Article 3 :

D'approuver le point 4 de l'ordre du jour, à savoir : Approbation du rapport du Conseil d'administration au sens de l'article L6421-1 du CDLD ;

Article 4 :

D'approuver le point 5 de l'ordre du jour, à savoir : Décharge à donner aux membres du Conseil d'administration pour l'exercice de leur mandat au cours de l'exercice 2020 ;

Article 5 :

D'approuver le point 6 de l'ordre du jour, à savoir : Décharge à donner aux membres du Collège des Contrôleurs aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au cours de l'exercice 2020 ;

Article 6 :

De **n'être pas physiquement représenté** à l'Assemblée générale et de transmettre sa délibération sans délai à IGRETEC, laquelle en tient compte pour ce qui est de l'expression des votes mais également pour ce qui est du calcul des différents quorums de présence et de vote, conformément au Décret du 1^{er} octobre 2020 modifié par le Décret du 1^{er} avril 2021 prolongeant les dispositions jusqu'au 30 septembre 2021.

Article 7 :

De charger le Collège de veiller à l'exécution de la présente délibération.

Copie de la présente délibération sera transmise à l'Intercommunale IGRETEC, Boulevard Mayence 1/1 à 6000 CHARLEROI (sandrine.leseur@igretec.com).

Le Conseil approuve le point.

30 votants : 25 votes positifs, 5 abstentions.

Departement Algemene diensten en Demografie

Gemeentelijk secretariaat - I.G.R.E.T.E.C. - Goedkeuring van de dagorder van de Gewone Algemene Vergadering van 24 juni 2021.

DE RAAD,

Gezien de aansluiting van de gemeente bij de Intercommunale IGRETEC;

Gezien de code voor lokale democratie en decentralisatie;

Overwegende dat de uitzonderlijke sanitaire crisis in verband met COVID-19 die België momenteel doormaakt en de huidige en toekomstige maatregelen die zijn genomen om de verspreiding van het virus onder de bevolking te beperken, van invloed kunnen zijn op de goede werking van de verschillende overheidsdiensten en met name van de plaatselijke overheden;

Overwegende dat het decreet van 1 oktober 2020 houdende de organisatie tot 31 december 2020 van de vergaderingen van de organen van intercommunales, vennootschappen met een belangrijke lokale publieksparticipatie, verenigingen van openbare besturen bedoeld in artikel 118 van de wet van 8 juli 1976 betreffende de organisatie van openbare centra voor maatschappelijk optreden de openbare huisvestingsmaatschappijen, de gemeentelijke of provinciale VZW's, de gemeentelijke of provinciale autonome entiteiten, de projectverenigingen of elke andere bovenlokale entiteit die de vorm heeft aangenomen van een vennootschap of een vereniging, zoals gewijzigd bij het decreet van 1 april 2021 dat de bepalingen verlengt tot 30 september 2021;

Overwegende dat, overeenkomstig artikel 1, § 1 van het decreet van 1 oktober 2020, de Algemene Vergadering van het IGRETEC zal worden gehouden zonder fysieke aanwezigheid;

Overwegende dat de Raad derhalve een besluit moet nemen over alle agendapunten waarvoor hij over de vereiste documentatie beschikt;

Overwegende dat het derhalve dienstig is alle agendapunten van de Algemene Vergadering van IGRETEC ter stemming aan de raad voor te leggen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Goedkeuring van punt 1 van de agenda betreffende lidmaatschappen/bestuurders; lidmaatschappen/bestuurders

Artikel 2 :

Goedkeuring van de agendapunten 2 en 3, te weten: Statutaire jaarrekening per 31/12/2020 - Geconsolideerde jaarrekening per 31/12/2020 - Beheersverslag van de Raad van Bestuur - Verslag van het College van Commissarissen; Goedkeuring van de statutaire jaarrekening per 31/12/2020 ;

Artikel 3 :

Goedkeuring van punt 4 van de agenda, te weten: Goedkeuring van het verslag van de Raad van Bestuur in de zin van artikel L6421-1 van de CDLD ;

Artikel 4 :

Goedkeuring van agendapunt 5, te weten: Aan de leden van de Raad van Bestuur te verlenen kwijting voor de uitoefening van hun mandaat gedurende het boekjaar 2020 ;

Artikel 5 :

Goedkeuring van agendapunt 6, te weten: Aan de leden van het accountantscollege te verlenen kwijting voor de uitoefening van hun mandaat gedurende het begrotingsjaar 2020 ;

Artikel 6 :

Zich niet fysiek te laten vertegenwoordigen op de Algemene Vergadering en haar beraadslaging onverwijld over te maken aan het IGRETEC, dat er rekening mee zal houden voor wat betreft de stemuitslag, maar ook voor wat betreft de berekening van de verschillende aanwezigheids- en stemquorums, overeenkomstig het decreet van 1 oktober 2020 gewijzigd door het decreet van 1 april 2021 tot verlenging van de bepalingen tot 30 september 2021.

Artikel 7 :

Het college opdracht te geven zorg te dragen voor de uitvoering van deze beraadslaging.

Een kopie van deze beraadslaging zal worden toegezonden aan de Intercommunale IGRETEC, Mayencelaan 1/1 te 6000 CHARLEROI (sandrine.leseur@igretec.com).

De Raad keurt het punt goed.
30 stemmers : 25 positieve stemmen, 5 onthoudingen.

23.06.2021/A/0010 **Prévention et Vie Sociale**
Prévention - Contrat de sécurité et de société 2020.

LE CONSEIL,

Considérant l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;
Considérant Arrêté royal du 13.12.2020, paru au Moniteur Belge le 16.03.2021, relatif à l'octroi d'une allocation destinée à la mise en œuvre d'une politique locale de sécurité et de prévention pour l'année 2020;
Considérant que les montants attribués à l'administration communal de Molenbeek-Saint-Jean pour 2020 sont :

- de 423.272 Eur pour l'allocation « générale »
- de 60.000 Eur pour l'allocation complémentaire « Radicalisation »

Considérant que les objectifs stratégiques suivants sont ciblés dans ladite convention :

1. Prévention de la criminalité, des nuisances et/ou du sentiment d'insécurité ;
2. Réaction/Répression dans le cadre de la criminalité et des nuisances ;
3. Suivi des auteurs et des victimes de la criminalité et/ou de nuisances ;
4. Mettre en œuvre le travail socio-préventif;
5. Augmenter le sentiment d'insécurité ;
6. Assurer l'analyse, le diagnostic et/ou le monitoring du phénomène dans le cadre de la lutte contre la radicalisation violente ;
7. Assurer la coordination et le suivi des projets de sécurité et/ou socio-préventifs locaux ;

DECIDE :

Article unique :
D'approuver la convention relative au contrat de sécurité et de société 2020.

Le Conseil approuve le point.
30 votants : 26 votes positifs, 4 abstentions.

Preventie en Sociale Leven
Preventie - Veiligheids- en samenlevingscontract 2020.

DE RAAD,

Overwegende artikel 117 van de Nieuwe Gemeente Wet ;
Overwegende het Koninklijk besluit d.d. 13.12.2020, gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad op 16.03.2021, betreffende de toekenning van een toelage in het kader van de implementatie van een lokaal beleid voor veiligheid en preventie voor het jaar 2020;
Overwegende dat de bedragen toegekend aan de gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek voor 2020 bedraagen :

- 423.272 Eur voor de algemene toelage
- 60.000 Eur voor de bijkomende toelage « Radicalisering »

Overwegend dat in de hiervermelde conventie de volgende strategische doelstellingen beoogt worden:

1. Preventie van criminaliteit, overlast en/of het onveiligheidsgevoel ;
2. Reactie/repressie in het kader van criminaliteit en overlast ;
3. Opvolging van de daders en slachtoffers van criminaliteit en/of overlast ;
4. Implementeren van socio-preventief werk ;
5. Het veiligheidsgevoel verhogen ;
6. Zorgen van de analyse, de diagnostic en/of de monitoring van het fenomeen in het kader van de strijd tegen gewelddadige radicalisering ;
7. Coördineren en opvolgen van de lokale veiligheids- en/of socio-preventieve projecten

BESLIST :

Enig artikel :

De conventie over het veiligheids- en samenlevingscontract 2020 goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

30 stemmers : 26 positieve stemmen, 4 onthoudingen.

23.06.2021/A/0011 **Prévention et Vie Sociale**
Prévention - Service d'encadrement des mesures judiciaires alternatives - Convention 2020.

LE CONSEIL,

Considérant la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions spéciales ;
 Considérant l'arrêté royal du 12 août 1994 déterminant les conditions auxquelles les communes/villes peuvent bénéficier d'une aide financière pour le recrutement de personnel civil chargé de l'accompagnement des mesures judiciaires alternatives ; Considérant l'Arrêté Royal du 26 décembre 2015 déterminant les conditions auxquelles les organismes peuvent bénéficier d'une aide financière pour le recrutement de personnel chargé de l'accompagnement de mesures judiciaires ;
 Considérant l'arrêté ministériel du 26 décembre 2015 déterminant les conditions auxquelles les organismes peuvent bénéficier d'une aide financière pour le recrutement de personnel chargé de l'accompagnement de mesures judiciaires ;
 Considérant la convention 2020 communiquée par la fédération Wallonie-Bruxelles mettant un montant de 106.439,99 € annuel à disposition de la commune afin de prévoir la mise au travail de personnel recruté en vue de promouvoir l'application des peines et mesures alternatives ; cette même convention ayant été préalablement validée par le service des affaires juridiques de la commune de Molenbeek-Saint-Jean en date du 11 mai 2021

DECIDE:

Article unique :

D'approuver la convention 2020 relative à l'accompagnement de mesures judiciaires alternatives avec le Ministre de la Justice.

Le Conseil approuve le point.

30 votants : 30 votes positifs.

Preventie en Sociale Leven

Preventie - Omkadering alternatieve straf - dienst gerechtelijke maatregelen - Overeenkomst 2020.

DE RAAD,

Overwegende de wet van 20 maart 1994 inzake de diverse bepalingen ;

Overwegende het Koninklijk Besluit van 12 augustus 1994 tot vaststelling van de voorwaarden waaraan de gemeenten moeten voldoen om een financiële hulp te genieten voor de aanwerving van bijkomend burgerpersoneel ;

Overwegende het Koninklijk Besluit van 26 december 2015 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder organisaties een financiële hulp kunnen genieten voor de aanwerving van personeel belast met de begeleiding van gerechtelijke maatregelen ;

Overwegende het Ministeriele Besluit van 26 december 2015 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder organisaties een financiële hulp kunnen genieten voor de aanwerving van personeel belast met de begeleiding van gerechtelijke maatregelen ;

Overwegende de overeenkomst voor 2020 doorgestuurd door BOD Justitie die een bedrag van 106.439,99 € ter beschikking stellen van de gemeente voor de tewerkstelling van personeel bezig met de toepassing van alternatieve strafrechtelijke maatregelen ; op 11 mei 2021 is dezelfde overeenkomst door de dienst Juridische en Betwiste Zaken van het gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek goedgekeurd

BESLIST:

Enig artikel :

De overeenkomst 2020 inzake de begeleiding van alternatieve strafrechtelijke maatregelen met Minister van Justitie goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

23.06.2021/A/0012

Prévention et Vie Sociale

Prévention - Plan Stratégique de sécurité et de Prévention 2020-2021.

LE CONSEIL,

Considérant l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

Considérant l'Arrêté ministériel du 4 janvier 2021, publié au Moniteur Belge le 19.02.2021, portant modification de l'arrêté ministériel du 5 décembre 2019 déterminant les modalités d'introduction, de suivi, d'évaluation et déterminant les modalités d'octroi, d'utilisation et de contrôle de l'allocation financière relatives aux plans stratégiques de

sécurité et de prévention 2020 ;

Considérant la lettre du Service Public Fédéral Intérieur du 27 05 2021 (réf : V/VPB/P21O886863/2021/SLIV) qui demande de renvoyer 2 exemplaires signés de la convention Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention 2020-2021 ;

Considérant que montant attribué à l'administration communal de Molenbeek-Saint-Jean est de 592.354,64 Eur ;

Considérant que les phénomènes suivants sont ciblés dans ladite convention :

- Le dispositif de coordination ;
- Les cambriolages ;
- Les vols et dans les véhicules ;
- Les violences intrafamiliales ;
- Les nuisances sociales ;
- Les incivilités sanctionnées administrativement ;
- La radicalisation à portée violente ;
- La violence en milieu scolaire ;
- Les nuisances publiques liées à l'usage de la drogue ;

DECIDE :

Article 1^{er} :

D'approuver la proposition de Plan stratégique pour la période 2020-2021

Article 2 :

De transmettre la convention signée au Service Public Fédéral Intérieur.

Le Conseil approuve le point.

30 votants : 30 votes positifs.

Preventie en Sociale Leven

Preventie - Strategisch veiligheids- en preventieplan 2020-2021.

DE RAAD,

Overwegende artikel 117 van de Nieuwe Gemeente Wet ;

Overwegende het Ministerieel besluit d.d. 4 januari 2021, gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad op 19.02.2021, tot wijziging van het ministerieel besluit van 5 december 2019 tot bepaling van de indienings-, opvolgings- en evaluatievoorwaarden en tot bepaling van de toekennings-, aanwendings- en controlevoorwaarden van de financiële toelage van de strategische veiligheids- en preventieplannen 2020 ;

Overwegende de brief van de Federale Overheids Dienst Binnenlandse Zaken d.d. 27.05.2021 (réf : V/VPB/P21O886863/2021/SLIV) die ons vraagt om twee ondertekende exemplaren van de conventie veiligheids en preventieplan 2020-2021 terug te sturen ;

Overwegende dat het bedrag toegekend aan de gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek 592.354,64 Eur bedraagt ;

Overwegend dat in de hiervermelde conventie de volgende fenomenen beoogt worden:

- Dispositif coördinatie
- Inbraak

- Diefstal van en in auto's
- Intrafamiliaal geweld
- Administratieve bestrafte inbreuken op de burgerlijke wellevendheid
- Sociale overlast
- Geweld in de schoolomgeving
- Gewelddadige radicalisering
- Druggerelateerde maatschappelijke overlast

BESLUIT :

Artikel 1 :

Het voorstel van het strategisch plan voor 2020-2021 goed te keuren.

Artikel 2 :

De ondertekende conventie in te dienen bij het Ministerie van Binnenlandse zaken.

De Raad keurt het punt goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

23.06.2021/A/0013

Prévention et Vie Sociale

Prévention - Convention avec Perspective Brussels - Octroi d'une allocation complémentaire dans le cadre de la lutte contre le décrochage scolaire 2021-2022.

LE CONSEIL,

Considérant l'article 117 de la Nouvelle Loi communale ;

Considérant que depuis 2019, l'Organisme d'intérêt public Perspective Brussels est compétent pour la prévention du décrochage scolaire ;

Considérant que le volet décrochage scolaire des Plans locaux de Prévention et de Proximité (PLPP) a été confié à Perspective Brussels depuis le 1er janvier 2020 ;

Considérant l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 octobre 2020 alloue à la commune un montant complémentaire de 78.947 euros pour renforcer sa politique de prévention en matière de décrochage scolaire ;

Considérant que la période d'éligibilité du subsidie couvre la période du 1er septembre 2020 au 30 juin 2022 ;

Considérant que le subsidie alloué permettra de renforcer les équipes de terrain actives dans la lutte contre le décrochage scolaire ;

Considérant la convention jointe en annexe ;

DECIDE:

Article unique :

D'approuver la convention avec Perspective Brussels en matière de renforcement de la lutte contre le décrochage scolaire.

Le Conseil approuve le point.

30 votants : 30 votes positifs.

Preventie en Sociale Leven

Preventie - Overeenkomst met Perspective Brussel - Toekenning van een bijkomende toelage in het kader van de strijd tegen schoolverzuim 2021-2022.

DE RAAD,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Overwegend dat de Instelling van Openbaar nut Perspective Brussels sinds 2019 bevoegd is voor de preventie van het schoolverzuim ;

Overwegend dat de projecten betreffende het schoolverzuim van de Lokale Preventie- en Nabijheidsplannen sinds 1 januari 2020 aan Perspective Brussels worden toevertrouwd;

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 22 oktober 2020 kent de gemeente een bijkomend bedrag van 78.947 euro toe om haar preventiebeleid inzake schoolverzuim te versterken;

Overwegende dat de toelage wordt toegekend voor de periode van 1 september 2020 tot en met 30 juni 2022 ;

Overwegend dat de toegekende subsidie zal de huidige teams bezig met de strijd tegen schoolverzuim te versterken ;

Gelet op de overeenkomst in bijlage ;

BESLIST:

Enig artikel:

Goedkeuren van de overeenkomst met Perspective Brussels over de versterking van de strijd tegen voortijdig schoolverlaten

De Raad keurt het punt goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

23.06.2021/A/0014 **Prévention et Vie Sociale**
Prévention - Convention avec Perspective Brussels 2021 en matière de lutte contre le décrochage scolaire.

LE CONSEIL,

Considérant l'article 117 de la Nouvelle Loi communale ;

Considérant que depuis 2019, l'Organisme d'intérêt public Perspective Brussels est compétent pour la prévention du décrochage scolaire ;

Considérant que le volet décrochage scolaire des Plans locaux de Prévention et de Proximité (PLPP) a été confié à Perspective Brussels depuis le 1er janvier 2020 ;

Considérant l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 décembre 2020 alloue à la commune un montant de 498.209 euros pour maintenir et continuer les projets en matière de lutte contre le décrochage scolaire ;

Considérant que la période d'éligibilité du subside couvre la période du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2021 ;

Considérant que le subside alloué permettra le financement de 13 postes et de 6 projets ;

Considérant la convention jointe en annexe ;

DECIDE:

Article unique :

D'approuver la convention avec Perspective Brussels en matière de la lutte contre le décrochage scolaire.

Le Conseil approuve le point.

30 votants : 30 votes positifs.

Preventie en Sociale Leven

Preventie - Overeenkomst met Perspective Brussel 2021 betreffende de strijd tegen schoolverzuim.

DE RAAD,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Overwegend dat de Instelling van Openbaar nut Perspective Brussels sinds 2019 bevoegd is voor de preventie van het schoolverzuim ;

Overwegend dat de projecten betreffende het schoolverzuim van de Lokale Preventie- en Nabijheidsplannen sinds 1 januari 2020 aan Perspective Brussels worden toevertrouwd;

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 3 december 2020 dat wijst de gemeente een bedrag van € 498.209 toe om projecten in de strijd tegen schoolverzuim in stand te houden en voort te zetten;

Overwegende dat de toelage wordt toegekend voor de periode van 1 januari 2021 tot en met 31 december 2021 ;

Overwegend dat met de toegekende subsidie 13 banen en 6 projecten kunnen worden gefinancierd;

Gelet op de overeenkomst in bijlage ;

BESLIST :

Enig artikel:

De overeenkomst met Perspective Brussels betreffende de strijd tegen schoolverzuim goed te keuren

De Raad keurt het punt goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

23.06.2021/A/0015

Prévention et Vie Sociale

Prévention - Convention entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et le New Samusocial de Bruxelles.

LE CONSEIL,

Vu les missions du service de Médiation locale de la commune de Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant que le service communal de médiation locale est amené à accompagner

des conflits en lien avec l'espace public ;

Vu la décision prise par le Collège en sa séance du 16 juillet 2020 par laquelle il décide de confier la responsabilité du dispositif mis en place pour les personnes sans abri à Nathalie Philippart, médiatrice au sein du service de médiation locale ;

Vu la mise en place depuis le 25 août 2020 d'une antenne du Nouveau Samusocial exclusivement pour les femmes, avenue Jean Dubrucq, dans l'ancienne Maison de Repos « Sequoia ».

DÉCIDE :

Article unique:

D'approuver la convention de collaboration entre la Commune et le Nouveau Samusocial.

Le Conseil approuve le point.

30 votants : 29 votes positifs, 1 abstention.

Preventie en Sociale Leven

Preventie - Overeenkomst tussen de Gemeente en de New Samusocial van Brussel.

DE RAAD,

Gezien de opdrachten van de Lokale bemiddelingsdienst van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek;

Overwegende dat de gemeentelijke bemiddelingsdienst conflicten in verband met de openbare ruimte moet begeleiden;

Gezien het besluit dat het college in zijn vergadering van 16 juli 2020 heeft genomen om de verantwoordelijkheid voor de voor daklozen opgezette voorziening toe te vertrouwen aan Nathalie Philippart, bemiddelaarster binnen de lokale bemiddelingsdienst; Overwegende dat sinds 25 augustus 2020 een antenne voor de " Nouveau Samusocial " ist opgericht, uitsluitend voor vrouwen bedoeld, en gelegen aan de Jean Dubrucq laan in het vroegere rusthuis Sequoia;

BESLUIT :

Enig artikel :

De samenwerkingsovereenkomst tussen de Gemeente en de " Nouveau Samusocial " goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

30 stemmers : 29 positieve stemmen, 1 onthouding.

23.06.2021/A/0016

Prévention et Vie Sociale

Médiation locale - Convention de partenariat entre la Commune et l'Institut Roger Guilbert concernant une formation courte en médiation.

LE CONSEIL,

Considérant les missions du service de Médiation locale de la commune de Molenbeek-

Saint-Jean ;

Considérant qu'il convient, sur le territoire communal, de promouvoir les missions dudit service et son approche spécifique de la communication interpersonnelle et de la gestion des conflits;

Considérant que certaines techniques méthodologiques du processus de médiation pourraient être utiles à des intervenants ayant une fonction autre que celle de médiateur mais ayant, dans leurs tâches, le lien et/ou la concertation avec des tiers, que ces derniers soient d'autres professionnels ou des citoyens ;

Considérant que l'Institut Roger Guilbert propose une formation courte en médiation à destination du personnel communal, local et paracommunal;

Considérant que par l'organisation de cette formation, la commune participe à la diffusion de la culture de la médiation et à la connaissance de la médiation comme processus œuvrant à la paix sociale ;

Considérant la pertinence de favoriser cette promotion en l'année marquant les 20 ans d'existence du service de médiation locale ;

Considérant que la mise en place de cette formation n'entraîne aucun coût financier pour la commune ;

Considérant qu'un comité académique paritaire composé de membres des deux partenaires accompagnera la conception, la réalisation et l'évaluation de ladite formation ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DECIDE :

Article unique:

D'approuver la convention de partenariat entre l'Institut Roger Guilbert et la Commune de Molenbeek quant à la mise en place d'une formation courte en médiation.

Le Conseil approuve le point.

30 votants : 30 votes positifs.

Preventie en Sociale Leven

Plaatselijke bemiddeling - Partnerschapsovereenkomst tussen de gemeente en het Roger Guilbert Instituut betreffende een korte opleiding bemiddeling.

DE RAAD,

Gezien de opdrachten van de lokale ombudsdienst van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek; Overwegende dat het raadzaam is om op het grondgebied van de gemeente de opdrachten van bovengenoemde dienst en zijn specifieke aanpak van intermenselijke communicatie en conflictbeheersing te bevorderen;

Overwegende dat bepaalde methodologische technieken van het bemiddelingsproces van nut kunnen zijn voor personen die een andere functie hebben dan die van bemiddelaar, maar die in het kader van hun taken contacten onderhouden met en/of overleg plegen met derden, ongeacht of het gaat om andere beroepsbeoefenaars dan wel om burgers;

Overwegend dat het Roger Guilbert Instituut een korte opleiding in bemiddeling aanbiedt voor gemeentepersoneel, plaatselijke functionarissen en paracommunale medewerkers;

Overwegende dat de gemeente, door deze opleiding te organiseren, deelneemt aan de verspreiding van de cultuur van bemiddeling en van de kennis van bemiddeling als een proces dat werkt aan sociale vrede;

Gezien de relevantie van het aanmoedigen van deze promotie in het jaar waarin het 20-jarig bestaan van de plaatselijke ombudsdienst wordt gevierd

Overwegende dat het opzetten van deze opleiding geen financiële kosten voor de gemeente met zich meebrengt

Ervan uitgaande dat een gezamenlijk academisch comité, bestaande uit leden van beide partners, de opzet, uitvoering en evaluatie van de genoemde opleiding zal begeleiden;

Op voorstel van het college van burgemeesters en schepenen,

BESLUIT :

Enig artikel:

Goedkeuring van de partnerschapsovereenkomst tussen het Roger Guilbert Instituut en de gemeente Molenbeek betreffende de uitvoering van een korte opleiding bemiddeling.

De Raad keurt het punt goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

23.06.2021/A/0017

Département des Ressources Humaines

GRH - Statut pécuniaire - Intervention dans les frais de lunettes.

LE CONSEIL,

Vu l'AR. du 27 août 1993 (MB du 07 septembre 1993) relatif au travail sur les équipements à écran de visualisation ;

Vu l'article 7 § 2 de l'AR stipulant que si, pour les travailleurs qui utilisent de façon habituelle et pendant une partie non négligeable de leur temps de travail normal un équipement à écran de visualisation, un dispositif de correction normal ne permet pas l'exécution du travail sur écran, le travailleur doit bénéficier d'un dispositif de correction spécial exclusivement en rapport avec le travail concerné ;

Considérant que ce dispositif spécial est à la charge financière de l'employeur ;

Considérant que ces lunettes font la mise au point sur +/- 60cm, la distance à laquelle se trouve l'écran d'ordinateur (à titre de comparaison, les lunettes de lecteur font la mise au point sur 30cm) et dès lors, elles sont spécifiquement destinées au travail et doivent donc être remboursées ;

Vu l'avis du médecin de travail ci-annexé ;

Considérant qu'il y a lieu de fixer la procédure et les limites de l'intervention de l'administration communale dans cette charge financière ;

Sur proposition du collège échevinal du 14/03/2019;

Vu le protocole d'accord du comité de négociation du 31/05/2021;

DECIDE :

de fixer le règlement d'intervention dans les frais de lunettes, comme suit :

Article 1 – agents concernés

L'intervention dans le prix des lunettes n'est autorisée que pour les travailleurs qui utilisent de façon habituelle et pendant une partie non négligeable de leur temps de travail (min 4h) un équipement à écran de visualisation (la DF sera prise comme référence)

Article 2 – verres non-visés par le règlement

Ne sont pas remboursés par l'employeur les verres dont le travailleur a besoin dans la vie

courante :

Il s'agit donc de verres de correction pour :

myopie avec ou sans astigmatisme, avec ou sans presbytie ;

hypermétropie avec ou sans astigmatisme, avec ou sans presbytie ;

astigmatisme seul, avec ou sans presbytie ;

presbytie seule (verres de lecture monofocaux) ;

Ces verres pouvant selon le cas être monofocaux, bifocaux, trifocaux ou progressifs.

Lorsqu'un travailleur devient presbyte (phénomène de vieillissement qui atteint tout le monde, tôt ou tard), celui-ci a besoin de verres de lecture. Un travailleur sur écran devenu presbyte depuis peu de temps porte en général des demi-lunes de manière à regarder au travers de ses verres pour lire et de manière à regarder au-dessus de ses verres pour lire son écran.

Lorsque la presbytie s'accroît, le travailleur a besoin d'une correction pour lire son écran, cette correction n'étant pas la même que celle dont il a besoin pour lire. Il a donc en théorie besoin à ce moment de 2 paires de lunettes.

Article 3 – verres remboursés

Sont donc les seuls à être considérés comme dispositif de correction spécial destiné exclusivement au travail exclusivement au travail sur écran, les verres bifocaux et les verres dégressifs dont description ci-dessous :

Les verres dégressifs (également appelés verres de proximité) sont des verres privilégiant la vision de près (= distance de lecture) et la vision intermédiaire (= distance oeil – écran, soit 60 à 80 cm).

Leur prescription est basée sur la vision de près dans le regard vers le bas (dont l'addition doit être au minimum de 2 dioptries) à laquelle on ajoute une dégression (addition négative) dans le regard vers le haut. Cette dégression est de 0,75 à 1,5 dioptrie selon le verre choisi et selon le fabricant.

En résumé, il s'agit de verres dont la partie haute est adaptée à une vision intermédiaire et non à une vision lointaine.

Les verres dégressifs sont donc destinés uniquement au travail sur écran.

Les verres bifocaux ou à double-foyer sont des verres adaptés à une vision intermédiaire dont une petite plage (souvent en forme de demi-lune) dans le bas du verre est adaptée à une vision de près. Ces verres peuvent également être divisés horizontalement en 2 plages, la plage supérieure étant adaptée à la vision intermédiaire et la plage basse étant adaptée à la vision de près.

Ces verres sont également destinés uniquement au travail sur écran.

Article 4 – durée

L'agent n'a droit à un remboursement de l'achat de lunettes qu'une fois tous les 5 ans

En cas de perte ou de cassure des lunettes (sauf en cas d'accident de travail reconnu par l'assureur) entretemps aucun remboursement ne sera opéré

Article 5 – procédure

Le remboursement ne peut avoir lieu que sur base d'une prescription par un ophtalmologue reconnu, l'avis du médecin de travail et à la remise d'une facture certifiée ainsi que la preuve que l'agent a fait toutes les démarches nécessaires auprès de son organisme assureur en vue de remboursement éventuel.

Article 6 – montant

Le montant de l'intervention s'élève à 100 euro max

Le Conseil approuve le point.

30 votants : 29 votes positifs, 1 abstention.

Departement Human Resources

HRM - Geldelijk statuut - Tussenkost in de kosten van brillen.

DE RAAD,

Gelet op het Koninklijk Besluit van 27 augustus 1993 (Belgisch Staatsblad van 7 september 1993) betreffende het werken met beeldschermapparatuur;

Gelet op artikel 7, § 2, van het Koninklijk besluit, dat bepaalt dat indien voor werknemers die gedurende een aanzienlijk deel van hun normale arbeidstijd gebruik maken van apparatuur met een beeldscherm, een normaal correctieapparaat niet volstaat om werkzaamheden op het beeldscherm uit te voeren, de werknemer moet kunnen beschikken over een speciaal correctieapparaat dat uitsluitend betrekking heeft op de betrokken werkzaamheden;

overwegende dat dit speciale apparaat financieel voor rekening van de werkgever is;

overwegende dat deze bril zich richt op +/- 60 cm, de afstand waarop het computerscherm zich bevindt (ter vergelijking: een leesbril richt zich op 30 cm), is hij specifiek bedoeld voor het werk en moet hij dus worden vergoed;

Gelet op het advies van de arbeidsgeneesheer;

Overwegende dat het noodzakelijk is de procedure en de limieten van de tussenkost van het gemeentebestuur in deze financiële last vast te stellen;

Op voorstel van het Schepencollege van 14/03/2019;

Gelet op het protocolakkoord van het onderhandelingscomité van 31/05/2021;

BESLUIT:

de reglementering inzake tussenkost in de kosten van een bril, als volgt vast te stellen:

Artikel 1 - Betrokken personeelsleden.

De tussenkost in de prijs van een bril is alleen toegestaan voor werknemers die gedurende een aanzienlijk deel van hun arbeidstijd (min. 4 uur) gewoonlijk gebruik maken van apparatuur met een beeldscherm (de FB zal als referentie worden genomen)

Artikel 2 - Niet onder de reglementering vallende glazen

De werkgever vergoedt niet de kosten van brilglazen die de werknemer in het dagelijks leven nodig heeft:

Dit zijn dus corrigerende glazen voor :

bijziendheid met of zonder astigmatisme, met of zonder presbyopie ;

hypermetropie met of zonder astigmatisme, met of zonder presbyopie;

alleen astigmatisme, met of zonder presbyopie;

alleen presbyopie (monofocale leesglazen);

Deze glazen kunnen monofocaal, bifocaal, trifocaal of multifocaal zijn, afhankelijk van het geval.

Wanneer een werknemer presbyopisch wordt (een verouderingsverschijnsel dat iedereen treft, vroeg of laat), heeft hij of zij een leesbril nodig. Een beeldschermwerker die onlangs presbyopisch is geworden, draagt gewoonlijk halve maantjes zodat hij door zijn bril kan kijken om te lezen en zodat hij over zijn bril kan kijken om zijn beeldscherm te lezen.

Wanneer presbyopie meer uitgesproken wordt, heeft de werknemer een correctie nodig om zijn beeldscherm te lezen, waarbij deze correctie niet dezelfde is als die welke hij nodig heeft om te lezen. Hij heeft dus theoretisch 2 brillen nodig op dat moment.

Artikel 3 - Vergoede brillenglazen

Alleen bifocale brillenglazen en degressieve brillenglazen, zoals hieronder beschreven, worden daarom beschouwd als speciale correctiemiddelen die uitsluitend bestemd zijn voor het werken op een beeldscherm:

Degressieve brillenglazen (ook wel nabijheidsbrillenglazen genoemd) zijn brillenglazen die

zich richten op dichtbij zien (= leesafstand) en op intermediair zicht (= afstand tussen het oog en het beeldscherm, d.w.z. 60 tot 80 cm).

Hun voorschrift is gebaseerd op het gezichtsvermogen van dichtbij in de neerwaartse oogopslag (waarvan de optelling ten minste 2 dioptrieën moet bedragen), waaraan men een degressie (negatieve optelling) in de opwaartse oogopslag toevoegt. Deze degressie ligt tussen 0,75 en 1,5 dioptrie, afhankelijk van het gekozen brillenglas en de fabrikant.

Kortom, dit zijn brillenglazen waarvan het bovenste gedeelte is aangepast aan het intermediaire zicht en niet aan het zicht in de verte.

Degressieve glazen zijn daarom alleen bedoeld voor het werk op een scherm.

Bifocale of bifocale brillenglazen zijn brillenglazen die geschikt zijn voor intermediair zicht, met een klein (vaak halfmaanvormig) gedeelte aan de onderkant van het brillenglas dat geschikt is voor dichtbij zicht. Deze brillenglazen kunnen ook horizontaal in twee zones worden verdeeld, waarbij de bovenste zone geschikt is voor intermediair zicht en de onderste zone voor dichtbij zicht.

Deze glazen zijn ook alleen bedoeld voor werk op een scherm.

Artikel 4 - Duur

het personeelslid heeft slechts eenmaal in de vijf jaar recht op een vergoeding van de aankoop van een bril

In geval van verlies of breuk van de bril (behalve in geval van een door de verzekeraar erkend arbeidsongeval), wordt in de tussentijd geen terugbetaling gedaan.

Artikel 5 - procedure

de vergoeding vindt uitsluitend plaats op basis van een voorschrift van een erkend oogarts, het advies van de arbeidsgeneesheer en het voorleggen van een gewaarmerkt factuur, vergezeld van het bewijs dat het personeelslid met het oog op een eventuele vergoeding alle nodige stappen bij zijn verzekeraar heeft ondernomen.

Artikel 6 - Bedrag

Het bedrag van de tussenkomst bedraagt maximaal 100 EUR.

De Raad keurt het punt goed.

30 stemmers : 29 positieve stemmen, 1 onthouding.

23.06.2021/A/0018

Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse

Enseignement francophone - Approbation du projet d'établissement de l'école n°2.

LE CONSEIL,

Vu le Décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre ;

Vu le projet éducatif et pédagogique du Pouvoir organisateur de Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant que l'article 67 § 1er du Décret du 24 juillet 1997 précité dispose que :

« *Le projet d'établissement définit l'ensemble des choix pédagogiques et des actions concrètes particulières que l'équipe éducative de l'établissement entend mettre en œuvre en collaboration avec l'ensemble des acteurs et partenaires visés à l'article 69, § 2, pour réaliser les projets éducatif et pédagogique du pouvoir organisateur.*

Le projet d'établissement est élaboré en tenant compte :

1° des élèves inscrits dans l'établissement, de leurs caractéristiques tant culturelles que sociales, de leurs besoins et de leurs ressources dans les processus d'acquisition des

compétences et savoirs;

2° des aspirations des élèves et de leurs parents en matière de projet de vie professionnelle et de poursuite des études;

3° de l'environnement social, culturel et économique de l'école;

4° de l'environnement naturel, du quartier, de la ville, du village dans lesquels l'école est implantée.

Lorsqu'il s'agit d'un établissement d'enseignement ordinaire, le projet d'établissement fixe les choix pédagogiques et les actions prioritaires mises en œuvre pour favoriser l'intégration des élèves à besoins spécifiques, après consultation préalable du comité de concertation de base pour les établissements d'enseignement organisés par la Communauté française, de la Commission paritaire locale pour les établissements d'enseignement officiel subventionné par la Communauté française ou des instances de concertation locale ou à défaut des délégations syndicales pour les établissements d'enseignement libre subventionné par la Communauté française.

Le projet d'établissement est un outil pour atteindre les objectifs généraux et les objectifs particuliers du décret ainsi que les compétences et savoirs requis.

Dans l'enseignement fondamental, le projet d'établissement établit la manière selon laquelle est favorisée la communication entre l'élève, les personnes investies de l'autorité parentale ou qui assument la garde en droit ou en fait du mineur soumis à l'obligation scolaire et le personnel enseignant, auxiliaire d'éducation, psychologique, social et paramédical. [...] » ;

Vu la circulaire 7674 du 17 juillet 2020 relative à l'organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire pour l'année scolaire 2020-2021 ;

Considérant que la circulaire précitée dispose que « dans le respect des objectifs du Décret-Missions, chaque pouvoir organisateur définit son projet éducatif et son projet pédagogique. Chaque école élabore quant à elle son projet d'établissement » ;

Considérant que ce nouveau projet est l'aboutissement d'une démarche participative impliquant les différents intervenants de l'école ;

Considérant que le nouveau projet d'établissement a été approuvé par le Conseil de Participation de l'école n° 2 en sa séance du 10 mai 2021.

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver le nouveau projet d'établissement de l'Ecole fondamentale francophone n°2 – *Emeraude* –, approuvé en Conseil de Participation de l'école, en sa séance du 10 mai 2021 ;

Article 2 :

De joindre un exemplaire de ce projet d'établissement à la présente.

Le Conseil approuve le point.

30 votants : 30 votes positifs.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd
Franstalig onderwijs - Goedkeuring van het schoolproject van school n°2.

DE RAAD,

Gelet op het decreet van 24 juli 1997 tot vaststelling van de prioritaire taken van het lager en middelbaar onderwijs en tot organisatie van de structuren om die taken te verwezenlijken

Gelet op het pedagogisch en didactisch project van de organiserende instantie van Sint-Jans-Molenbeek;

Overwegende dat artikel 67, § 1, van het voornoemde decreet van 24 juli 1997 bepaalt dat: "Het schoolproject definieert alle pedagogische keuzes en specifieke concrete acties die het pedagogisch team van de school wil uitvoeren in samenwerking met alle actoren en partners bedoeld in artikel 69, § 2, om de pedagogische en opvoedkundige projecten van de inrichtende macht te verwezenlijken.

Bij het opstellen van het schoolproject wordt rekening gehouden met:

1° de leerlingen die in de school zijn ingeschreven, hun culturele en sociale kenmerken, hun behoeften en hun middelen bij het verwerven van vaardigheden en kennis

2° de aspiraties van de leerlingen en hun ouders met betrekking tot hun beroepsleven en verdere studies

(3) de sociale, culturele en economische omgeving van de school

(4) de natuurlijke omgeving van de wijk, de stad of het dorp waar de school is gevestigd.

Voor een gewone school bepaalt het schoolproject de pedagogische keuzes en de prioritaire acties die worden uitgevoerd om de integratie van leerlingen met specifieke behoeften te bevorderen, na voorafgaande raadpleging van het basisoverlegcomité voor de onderwijsinstellingen georganiseerd door de Franse Gemeenschap, van het plaatselijk paritair comité voor de officiële onderwijsinstellingen gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap of van de plaatselijke overlegorganen of, bij gebrek daaraan, van de syndicale afvaardigingen voor de vrije onderwijsinstellingen gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

Het schoolproject is een instrument voor de verwezenlijking van de algemene en specifieke doelstellingen van het decreet, alsmede van de vereiste vaardigheden en kennis.

In het basisonderwijs bepaalt het schoolproject de wijze waarop de communicatie wordt bevorderd tussen de leerling, de personen die met het ouderlijk gezag zijn belast of die rechtens of feitelijk het gezag over de leerplichtige minderjarige uitoefenen, en het onderwijzend, opvoedkundig, psychologisch, sociaal en paramedisch personeel. [...]" ;

Gelet op Circulaire 7674 van 17 juli 2020 betreffende de organisatie van het gewoon kleuter- en lager onderwijs voor het schooljaar 2020-2021;

Overwegende dat in bovengenoemde circulaire staat dat "met inachtneming van de doelstellingen van het decreet-opdracht, elke organiserende instantie haar pedagogisch project en haar pedagogisch project vaststelt. Overwegende dat in bovengenoemde circulaire staat dat "overeenkomstig de doelstellingen van het decreet-missies, elke organiserende instantie haar pedagogisch project en haar opvoedkundig project vaststelt;

Overwegende dat dit nieuwe project het resultaat is van een participatieve aanpak waarbij de verschillende belanghebbenden van de school betrokken zijn;

Overwegende dat het nieuwe schoolproject door de medezeggenschapsraad van school nr. 2 is goedgekeurd in zijn vergadering van 10 mei 2021.

BESLUIT :

Artikel 1 :

Goedkeuring van het nieuwe schoolproject van de Franstalige Basisschool nr. 2 - Emerald - , goedgekeurd door de Medezeggenschapsraad van de school, in zijn vergadering van 10 mei 2021 ;

Artikel 2 :

Om een kopie van dit schoolproject bij dit document te voegen.

De Raad keurt het punt goed.

23.06.2021/A/0019

Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse

Enseignement francophone - Enseignement maternel et primaire - Déclaration des emplois vacants au 15 avril 2021.

LE CONSEIL,

Vu les articles 10, 11, 24, 30, 33, 35, 38, 39, 41, 127, § 1^{er}, 2^o et § 2, 129, 162, 163, 187, 188 et 190 de la Constitution coordonnée le 17 février 1994 ;

Vu les articles 1^{er}, § 2, 3, 6, § 1^{er}, VIII, 7, 7 *bis*, 17 à 23, 54 à 56, 78, 83, § 3, 84 et 95 de la Loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 ;

Vu les articles 1^{er} à 4, 6 à 8, 32, 33, 38, 39 et 85 de la Loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises ;

Vu les articles 84 à 102, 108 à 116, 143 et 149 de la Nouvelle Loi communale du 24 juin 1988 ;

Vu les articles 2, 3, 6 à 8, 13, 14 et 21 de l'Ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les Communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu les articles 1^{er}, 2 et 5 de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative ;

Vu les articles 1^{er}, 6 et 7 de l'Arrêté ministériel pris le 23 septembre 2016 par le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, portant délégation à certains fonctionnaires de Bruxelles Pouvoirs locaux dans le cadre de la tutelle administrative sur les communes, les intercommunales, les zones de police et les établissements locaux reconnus de gestion du temporel du culte ;

Vu les articles 12 *bis*, §§ 2 et 3, 24, § 2, alinéa 1^{er}, 27 à 30 et 53 de la Loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement ;

Vu les articles 1^{er}, 2, 13 et 15 de la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement, ainsi que les articles 2, 6 et 70 des Lois coordonnées le 18 juillet 1966 sur l'emploi des langues en matière administrative ;

Vu les articles 1^{er}, 4, 24, 24 *bis*, 27 *bis*, 27 *ter*, 30 à 35, 98 et 102 du Décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné ;

Vu les articles 1^{er}, 19, 23, 24, 31, 32, 34 et 187 du Décret du 10 mars 2006 relatif aux statuts des maîtres de religion et professeurs de religion ;

Vu les articles 1^{er}, 8 à 13, 15, 18, et 20 à 21 de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement préscolaire et primaire officiel subventionné, ordinaire et spécialisé ;

Vu la délibération du Conseil communal du 14 mars 1996 qui approuve le Protocole d'accord n° 2 adopté le 17 mai 1995 par la Commission paritaire locale de l'enseignement officiel subventionné, lequel fixe les modalités relatives à la communication annuelle de la liste des emplois vacants, et celles des candidatures à la priorité pour les désignations du personnel temporaire de l'enseignement ;

Vu la délibération du Conseil communal du 14 mars 1996 qui approuve le Protocole d'accord n° 3 du 17 mai 1995 par lequel la Commission paritaire locale de l'enseignement officiel subventionné a déterminé les modalités relatives à la communication annuelle de l'appel à candidatures pour la nomination à titre définitif dans les emplois vacants ;

Vu l'article 1er, b) et g) du Décret du 14 novembre 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française de pouvoirs spéciaux n° 51 du 11 février 2021 permettant de déroger au prescrit de certaines règles statutaires relatives aux personnels de l'enseignement et des centres psycho-médico sociaux dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 ;

Considérant qu'il résulte des articles 1^{er} et 24 du Décret du 6 juin 1994 précité que les membres du personnel temporaire des établissements d'enseignement officiel subventionné qui souhaitent faire usage de leur droit à la priorité doivent, à peine de forclusion pour l'année scolaire concernée, introduire leur candidature avant le 31 mai par lettre recommandée adressée au pouvoir organisateur auprès duquel ils ont acquis une priorité ; que cette priorité est valable pour tous les emplois vacants, ainsi que pour les emplois non-vacants qui donnent lieu à un remplacement pour une période initiale ininterrompue d'au moins quinze semaines ; que la lettre recommandée mentionne la fonction à laquelle se rapporte la candidature ; que l'acte par lequel le candidat fait valoir sa priorité est valable pour l'année scolaire suivante ;

Considérant que l'article 23 du Décret du 10 mars 2006 précité prévoit les mêmes dispositions concernant l'exercice du droit à la priorité des maîtres et professeurs de religion ;

Considérant que pour les opérations statutaires réalisées durant l'année scolaire 2020-2021, l'article 1^{er}, § 3 et 7 de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française de pouvoirs spéciaux n° 51 du 11 février 2021 permettant de déroger au prescrit de certaines règles statutaires relatives aux personnels de l'enseignement et des centres psycho-médico sociaux dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 dispose que par dérogation aux articles 24, § 6, et 27ter, § 2, du Décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné, l'acte de candidature en vue de pouvoir se réclamer de la priorité visée par le Décret précité peut être effectué par voie de courrier électronique ou courrier simple, et qu'un accusé de réception doit être transmis par voie électronique ou par courrier simple à chaque candidat ayant soumis une candidature dans les formes et délais requis ;

Considérant que le Protocole d'accord n° 2 adopté le 17 mai 1995 par la Commission paritaire locale de l'enseignement officiel subventionné prévoit que les candidatures pour l'exercice du droit à la priorité doivent avoir lieu sur base de la liste des emplois déclarés vacants durant l'année scolaire en cours, laquelle est communiquée par le pouvoir organisateur :

- par insertion dans le cahier de communication de chaque établissement d'enseignement, avec obligation pour le personnel de parapher après la prise de connaissance ;
- par affichage de la liste dans la salle des professeurs ;
- par envoi recommandé à tous les enseignants qui n'auront pu être contactés ;

Considérant que l'article 31 du Décret du 6 juin 1994 précité prévoit par ailleurs que chaque année scolaire, dans le courant du mois de mai, le pouvoir organisateur procède à un appel aux candidats à la nomination définitive en vue de pourvoir les emplois vacants au 15 avril qui précède, et qui demeurent vacants le 1^{er} octobre suivant ; qu'à cette fin, le

pouvoir organisateur communique annuellement la liste des emplois vacants aux membres du personnel concernés suivant les modalités fixées par les Commissions paritaires locales ;

Considérant que le Protocole d'accord n° 3 du 17 mai 1995 de la Commission paritaire locale de l'enseignement officiel subventionné dispose que les candidatures à la nomination à titre définitif dans les emplois vacants doivent être introduites avant le 31 mai de l'année en cours, par lettre recommandée adressée à l'Echevin de l'Instruction publique, ou par dépôt contre accusé de réception au Service de l'Instruction publique ;

Considérant que l'Arrêté du Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur du 24 mars 2021, portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19, ont suspendu les leçons et activités dans l'enseignement maternel, primaire et secondaire ;

Considérant l'impact des mesures fédérales sur la fréquentation des écoles avant et après les cours ;

Considérant que les mesures prises par les Autorités fédérales pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 dans la population, non seulement au cours de la période d'interdiction, mais aussi dans les semaines qui la suivront, sont de nature à empêcher toute une série d'activités, à réduire significativement la fréquentation ou l'accès aux établissements scolaires, à retarder l'acheminement des envois postaux ;

Considérant que ces mesures sont donc de nature à empêcher la concrétisation d'obligations conditionnant la mise en œuvre de dispositions statutaires et par conséquent à mettre en danger l'emploi des membres des personnels de l'enseignement ;

Considérant qu'il convient de garantir le principe d'égalité, de préserver la sécurité juridique et qu'il s'impose dès lors de prendre des mesures visant à ce qu'aucun membre du personnel de l'enseignement ne soit entravé ni dans l'exercice de ses droits, ni dans l'accomplissement de ses obligations ;

Considérant qu'il est également opportun d'éviter de contraindre les membres du personnel de se rendre dans les bureaux de poste pour y retirer ou y déposer des envois recommandés lorsque ces envois peuvent être efficacement remplacés sans déplacement, et partant, sans risque de contamination, par des envois par e-mail contre accusé de réception ;

Considérant, dès lors, qu'il convient de déroger pendant la période de suspension des cours et dans les semaines qui la suivront, à certaines des conditions de forme fixées pour la réalisation d'actes statutaires, en limitant strictement ces dérogations aux seuls éléments dont l'accomplissement est susceptible d'être rendu impossible par la mise en œuvre des mesures d'urgence adoptées pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 ;

Considérant qu'à titre exceptionnel, pour l'année scolaire 2020-2021, compte tenu des mesures d'urgence imposées pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19, les envois recommandés prescrits tant pour la diffusion des appels que pour l'introduction des candidatures à la nomination pourront être remplacés par des envois par e-mail, pour autant que le destinataire de l'envoi en accuse réception ;

DECIDE :

Article 1 :

De déclarer vacants au 15 avril 2021, dans l'enseignement fondamental francophone, les emplois subventionnés suivants :

- emplois d'instituteur(-trice) maternel(le) : 104 périodes ;
- emplois d'instituteur(-trice) maternel(le) - immersion (néerlandais) : 26 périodes ;
- emplois d'instituteur(-trice) primaire : 264 périodes ;
- emplois d'instituteur(-trice) primaire - immersion (néerlandais) : 72 périodes
- périodes d'éducation physique : 52 périodes ;
- périodes de psychomotricité : 38 périodes ;
- périodes de maître de seconde langue (néerlandais) : 56 périodes ;
- périodes de maître de morale : 0 période ;
- périodes de maître de religion catholique : 0 période ;
- périodes de maître de religion islamique : 0 période ;
- périodes de maître de religion orthodoxe : 0 période ;
- périodes de maître de religion protestante : 0 période ;
- périodes de maître de religion israélite : 0 période ;
- périodes de philosophie et citoyenneté : 0 période ;
- périodes de surveillant-éducateur : 48 périodes.

Article 2 :

A titre exceptionnel, pour l'année scolaire 2020-2021, compte tenu des mesures d'urgence imposées par les Autorités fédérales en vue de limiter la propagation du coronavirus COVID-19, d'autoriser que les envois recommandés prescrits tant pour la diffusion des appels que pour l'introduction des candidatures à la nomination soient remplacés par des envois par e-mail, pour autant que le destinataire de l'envoi en accuse réception.

Article 3 :

De ratifier la liste des emplois vacants au 15 avril 2021 ainsi que l'appel à candidatures diffusés par le Service de l'Instruction publique pour l'exercice du droit à la priorité du personnel temporaire et pour la nomination à titre définitif dans les emplois vacants au 15 avril 2021.

La présente délibération sera portée à la connaissance du Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale qui a les Pouvoirs locaux dans ses attributions, dans les formes et délais prescrits par l'article 7 de l'Ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les Communes de la Région de Bruxelles-

Capitale.

Le Conseil approuve le point.

30 votants : 30 votes positifs.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd
Franstalig onderwijs - Gemeentelijk basisonderwijs - Verklaring van de vacante betrekkingen op 15 april 2021.

De Raad keurt het punt goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

23.06.2021/A/0020 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**
Enseignement francophone - Enseignement secondaire artistique à horaire réduit -
Déclaration des emplois vacants au 15 avril 2021.

LE CONSEIL,

Vu les articles 10, 11, 24, 30, 33, 35, 38, 39, 41, 127, § 1^{er}, 2^o et § 2, 129, 162, 163, 187, 188 et 190 de la Constitution coordonnée le 17 février 1994 ;

Vu les articles 1^{er}, § 2, 3, 6, § 1^{er}, VIII, 7, 7 *bis*, 17 à 23, 54 à 56, 78, 83, § 3, 84 et 95 de la Loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 ;

Vu les articles 1^{er} à 4, 6 à 8, 32, 33, 38, 39 et 85 de la Loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises ;

Vu les articles 84 à 102, 108 à 116, 143 et 149 de la Nouvelle Loi communale du 24 juin 1988 ;

Vu les articles 2, 3, 6 à 8, 13, 14 et 21 de l'Ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les Communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu les articles 1^{er}, 2 et 5 de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative ;

Vu les articles 1^{er}, 6 et 7 de l'Arrêté ministériel pris le 23 septembre 2016 par le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, portant délégation à certains fonctionnaires de Bruxelles Pouvoirs locaux dans le cadre de la tutelle administrative sur les communes, les intercommunales, les zones de police et les établissements locaux reconnus de gestion du temporel du culte ;

Vu les articles 12 *bis*, §§ 2 et 3, 24, § 2, alinéa 1^{er}, 27 à 30 et 53 de la Loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement ;

Vu les articles 1^{er}, 2, 13 et 15 de la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement, ainsi que les articles 2, 6 et 70 des Lois coordonnées le 18 juillet

1966 sur l'emploi des langues en matière administrative ;

Vu les articles 1^{er}, 4, 24, 24 *bis*, 27 *bis*, 27 *ter*, 30 à 35, 98 et 102 du Décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné ;

Vu les articles 1^{er}, 2, 56 et 129 du Décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française ;

Vu les articles 1^{er}, 8 à 13, 16, 19, et 21 à 22 de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécialisé, secondaire artistique à horaire réduit, et artistique officiels subventionnés ;

Vu la délibération du Conseil communal du 14 mars 1996 qui approuve le Protocole d'accord n° 2 adopté le 17 mai 1995 par la Commission paritaire locale de l'enseignement officiel subventionné, lequel fixe les modalités relatives à la communication annuelle de la liste des emplois vacants, et celles des candidatures à la priorité pour les désignations du personnel temporaire de l'enseignement ;

Vu la délibération du Conseil communal du 14 mars 1996 qui approuve le Protocole d'accord n° 3 du 17 mai 1995 par lequel la Commission paritaire locale de l'enseignement officiel subventionné a déterminé les modalités relatives à la communication annuelle de l'appel à candidatures pour la nomination à titre définitif dans les emplois vacants ;

Vu l'article 1^{er}, b) et g) du Décret du 14 novembre 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française de pouvoirs spéciaux n° 51 du 11 février 2021 permettant de déroger au prescrit de certaines règles statutaires relatives aux personnels de l'enseignement et des centres psycho-médico sociaux dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 ;

Considérant qu'il résulte des articles 1^{er} et 24 du Décret du 6 juin 1994 précité que les membres du personnel temporaire des établissements d'enseignement officiel subventionné qui souhaitent faire usage de leur droit à la priorité doivent, à peine de forclusion pour l'année scolaire concernée, introduire leur candidature avant le 31 mai par lettre recommandée adressée au pouvoir organisateur auprès duquel ils ont acquis une priorité ; que cette priorité est valable pour tous les emplois vacants, ainsi que pour les emplois non-vacants qui donnent lieu à un remplacement pour une période initiale ininterrompue d'au moins quinze semaines ; que la lettre recommandée mentionne la fonction à laquelle se rapporte la candidature ; que l'acte par lequel le candidat fait valoir sa priorité est valable pour l'année scolaire suivante ;

Considérant que pour les opérations statutaires réalisées durant l'année scolaire 2020-2021, l'article 1^{er}, § 3 et 7 de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française de pouvoirs spéciaux n° 51 du 11 février 2021 permettant de déroger au prescrit de certaines règles statutaires relatives aux personnels de l'enseignement et des centres psycho-médico sociaux dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 dispose que par dérogation aux articles 24, § 6, et 27^{ter}, § 2, du Décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné, l'acte de candidature en vue de pouvoir se réclamer de la priorité visée par le Décret précité peut être effectué par voie de courrier électronique ou courrier simple, et qu'un accusé de réception doit être transmis par voie électronique ou par courrier simple à chaque candidat ayant soumis une candidature dans les formes et délais requis ;

Considérant que le Protocole d'accord n° 2 adopté le 17 mai 1995 par la Commission paritaire locale de l'enseignement officiel subventionné prévoit que les candidatures pour l'exercice du droit à la priorité doivent avoir lieu sur base de la liste des emplois déclarés

vacants durant l'année scolaire en cours, laquelle est communiquée par le pouvoir organisateur :

- par insertion dans le cahier de communication de chaque établissement d'enseignement, avec obligation pour le personnel de parapher après la prise de connaissance ;
- par affichage de la liste dans la salle des professeurs ;
- par envoi recommandé à tous les enseignants qui n'auront pu être contactés ;

Considérant que l'article 31 du Décret du 6 juin 1994 précité prévoit par ailleurs que chaque année scolaire, dans le courant du mois de mai, le pouvoir organisateur procède à un appel aux candidats à la nomination définitive en vue de pourvoir les emplois vacants au 15 avril qui précède, et qui demeurent vacants le 1^{er} octobre suivant ; qu'à cette fin, le pouvoir organisateur communique annuellement la liste des emplois vacants aux membres du personnel concernés suivant les modalités fixées par les Commissions paritaires locales ;

Considérant que le Protocole d'accord n° 3 du 17 mai 1995 de la Commission paritaire locale de l'enseignement officiel subventionné dispose que les candidatures à la nomination à titre définitif dans les emplois vacants doivent être introduites avant le 31 mai de l'année en cours, par lettre recommandée adressée à l'Echevin de l'Instruction publique, ou par dépôt contre accusé de réception au Service de l'Instruction publique ;

Considérant que l'Arrêté du Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur du 24 mars 2021, portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 ont suspendu les leçons et activités dans l'enseignement maternel, primaire et secondaire ;

Considérant l'impact des mesures fédérales sur la fréquentation des écoles avant et après les cours ;

Considérant que les mesures prises par les Autorités fédérales pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 dans la population, non seulement au cours de la période d'interdiction, mais aussi dans les semaines qui la suivront, sont de nature à empêcher toute une série d'activités, à réduire significativement la fréquentation ou l'accès aux établissements scolaires, à retarder l'acheminement des envois postaux ;

Considérant que ces mesures sont donc de nature à empêcher la concrétisation d'obligations conditionnant la mise en œuvre de dispositions statutaires et par conséquent à mettre en danger l'emploi des membres des personnels de l'enseignement ;

Considérant qu'il convient de garantir le principe d'égalité, de préserver la sécurité juridique et qu'il s'impose dès lors de prendre des mesures visant à ce qu'aucun membre du personnel de l'enseignement ne soit entravé ni dans l'exercice de ses droits, ni dans l'accomplissement de ses obligations ;

Considérant qu'il est également opportun d'éviter de contraindre les membres du personnel de se rendre dans les bureaux de poste pour y retirer ou y déposer des envois recommandés lorsque ces envois peuvent être efficacement remplacés sans déplacement, et partant, sans risque de contamination, par des envois par e-mail contre accusé de réception ;

Considérant, dès lors, qu'il convient de déroger pendant la période de suspension des cours et dans les semaines qui la suivront, à certaines des conditions de forme fixées pour la réalisation d'actes statutaires, en limitant strictement ces dérogations aux seuls éléments dont l'accomplissement est susceptible d'être rendu impossible par la mise en œuvre des mesures d'urgence adoptées pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 ;

Considérant qu'à titre exceptionnel, pour l'année scolaire 2020-2021, compte tenu des mesures d'urgence imposées pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19, les envois recommandés prescrits tant pour la diffusion des appels que pour l'introduction des candidatures à la nomination pourront être remplacés par des envois par e-mail, pour autant

que le destinataire de l'envoi en accuse réception ;

DECIDE :

Article 1^{er} :

De déclarer vacants au 15 avril 2021, dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit, les emplois subventionnés suivants :

Académie de Musique et des Arts de la Parole :

- 10 périodes hebdomadaires pour l'emploi de professeur de formation instrumentale, spécialité piano ;
- 6 périodes hebdomadaires pour l'emploi de professeur de formation instrumentale, spécialité violoncelle ;
- 7 périodes hebdomadaires pour l'emploi de professeur de professeur de chant ;
- 3 périodes hebdomadaires pour l'emploi de professeur d'ensemble instrumental ;
- 1 période hebdomadaire pour l'emploi de professeur de pratique des rythmes musicaux du monde ;
- 11 périodes de surveillant-éducateur ;

Académie de Dessin et des Arts visuels :

- 12 périodes hebdomadaires pour l'emploi de professeur de formation pluridisciplinaire ;
- 4 périodes hebdomadaires pour l'emploi de professeur d'infographie ;
- 1 période hebdomadaire pour l'emploi de professeur d'histoire de l'art ;
- 7 périodes de surveillant-éducateur.

Article 2 :

A titre exceptionnel, pour l'année scolaire 2020-2021, compte tenu des mesures d'urgence imposées par les Autorités fédérales en vue de limiter la propagation du coronavirus COVID-19, d'autoriser que les envois recommandés prescrits tant pour la diffusion des appels que pour l'introduction des candidatures à la nomination soient remplacés par des envois par e-mail, pour autant que le destinataire de l'envoi en accuse réception.

Article 3 :

De ratifier la liste des emplois vacants au 15 avril 2021 ainsi que l'appel à candidatures diffusés par le Service de l'Instruction publique pour l'exercice du droit à la priorité du personnel temporaire et pour la nomination à titre définitif dans les emplois vacants au 15 avril 2021, conformément aux modalités fixées par les Protocoles d'accord n° 2 et 3 adoptés le 17 mai 1995 par la Commission paritaire locale de l'enseignement officiel subventionné.

La présente délibération sera portée à la connaissance du Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale qui a les Pouvoirs locaux dans ses attributions, dans les formes et délais prescrits par l'article 7 de l'Ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les Communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

30 votants : 30 votes positifs.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd
Franstalig onderwijs - Secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan - Verklaring van de vacante betrekkingen op 15 april 2021.

De Raad keurt het punt goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

23.06.2021/A/0021 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**
Enseignement francophone - Enseignement de promotion sociale - Déclaration des emplois vacants au 15 avril 2021.

LE CONSEIL,

Vu les articles 10, 11, 24, 30, 33, 35, 38, 39, 41, 127, § 1^{er}, 2^o et § 2, 129, 162, 163, 187, 188 et 190 de la Constitution coordonnée le 17 février 1994 ;

Vu les articles 1^{er}, § 2, 3, 6, § 1^{er}, VIII, 7, 7 *bis*, 17 à 23, 54 à 56, 78, 83, § 3, 84 et 95 de la Loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 ;

Vu les articles 1^{er} à 4, 6 à 8, 32, 33, 38, 39 et 85 de la Loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises ;

Vu les articles 84 à 102, 108 à 116, 143 et 149 de la Nouvelle Loi communale du 24 juin 1988 ;

Vu les articles 2, 3, 6 à 8, 13, 14 et 21 de l'Ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les Communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu les articles 1^{er}, 2 et 5 de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative ;

Vu les articles 1^{er}, 6 et 7 de l'Arrêté ministériel pris le 23 septembre 2016 par le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, portant délégation à certains fonctionnaires de Bruxelles Pouvoirs locaux dans le cadre de la tutelle administrative sur les communes, les intercommunales, les zones de police et les établissements locaux reconnus de gestion du temporel du culte ;

Vu les articles 12 *bis*, §§ 2 et 3, 24, § 2, alinéa 1^{er}, 27 à 30 et 53 de la Loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement ;

Vu les articles 1^{er}, 2, 13 et 15 de la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement, ainsi que les articles 2, 6 et 70 des Lois coordonnées le 18 juillet 1966 sur l'emploi des langues en matière administrative ;

Vu les articles 1^{er}, 2, 82, 111 *bis*, 136, 137 et 139 du Décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale ;

Vu les articles 2 et 14 du Décret du 10 avril 1995 fixant des mesures urgentes en matière d'enseignement de promotion sociale ;

Vu les articles 1^{er}, 4, 24, 24 *bis*, 27 *bis*, 27 *ter*, 30 à 35, 98 et 102 du Décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné ;

Vu les articles 1^{er}, 8 à 12, 15, 17, et 19 à 20 de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 septembre 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement de promotion sociale officiel subventionné ;

Vu la délibération du Conseil communal du 14 mars 1996 qui approuve le Protocole d'accord n° 2 adopté le 17 mai 1995 par la Commission paritaire locale de l'enseignement officiel subventionné, lequel fixe les modalités relatives à la communication annuelle de la liste des emplois vacants, et celles des candidatures à la priorité pour les désignations du personnel temporaire de l'enseignement ;

Vu la délibération du Conseil communal du 14 mars 1996 qui approuve le Protocole d'accord n° 3 du 17 mai 1995 par lequel la Commission paritaire locale de l'enseignement officiel subventionné a déterminé les modalités relatives à la communication annuelle de l'appel à candidatures pour la nomination à titre définitif dans les emplois vacants ;

Vu l'article 1er, b) et g) du Décret du 14 novembre 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française de pouvoirs spéciaux n° 51 du 11 février 2021 permettant de déroger au prescrit de certaines règles statutaires relatives aux personnels de l'enseignement et des centres psycho-médico sociaux dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 ;

Considérant qu'il résulte des articles 1^{er} et 24 du Décret du 6 juin 1994 précité que les membres du personnel temporaire des établissements d'enseignement officiel subventionné qui souhaitent faire usage de leur droit à la priorité doivent, à peine de forclusion pour l'année scolaire concernée, introduire leur candidature avant le 31 mai par lettre recommandée adressée au pouvoir organisateur auprès duquel ils ont acquis une priorité ; que cette priorité est valable pour tous les emplois vacants, ainsi que pour les emplois non-vacants qui donnent lieu à un remplacement pour une période initiale ininterrompue d'au moins quinze semaines ; que la lettre recommandée mentionne la fonction à laquelle se rapporte la candidature ; que l'acte par lequel le candidat fait valoir sa priorité est valable pour l'année scolaire suivante ;

Considérant que pour les opérations statutaires réalisées durant l'année scolaire 2020-2021, l'article 1^{er}, § 3 et 7 de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française de pouvoirs spéciaux n° 51 du 11 février 2021 permettant de déroger au prescrit de certaines règles statutaires relatives aux personnels de l'enseignement et des centres psycho-médico sociaux dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 dispose que par dérogation aux articles 24, § 6, et 27ter, § 2, du Décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné, l'acte de candidature en vue de pouvoir se réclamer de la priorité visée par le Décret précité peut être effectué par voie de courrier électronique ou courrier simple, et qu'un accusé de réception doit être transmis par voie électronique ou par courrier simple à chaque candidat ayant soumis une candidature dans les formes et délais requis ;

Considérant que le Protocole d'accord n° 2 adopté le 17 mai 1995 par la Commission paritaire locale de l'enseignement officiel subventionné prévoit que les candidatures pour l'exercice du droit à la priorité doivent avoir lieu sur base de la liste des emplois déclarés vacants durant l'année scolaire en cours, laquelle est communiquée par le pouvoir organisateur :

- par insertion dans le cahier de communication de chaque établissement d'enseignement, avec obligation pour le personnel de parapher après la prise de connaissance ;
- par affichage de la liste dans la salle des professeurs ;

- par envoi recommandé à tous les enseignants qui n'auront pu être contactés ;

Considérant que l'article 31 du Décret du 6 juin 1994 précité prévoit par ailleurs que chaque année scolaire, dans le courant du mois de mai, le pouvoir organisateur procède à un appel aux candidats à la nomination définitive en vue de pourvoir les emplois vacants au 15 avril qui précède, et qui demeurent vacants le 1^{er} octobre suivant ; qu'à cette fin, le pouvoir organisateur communique annuellement la liste des emplois vacants aux membres du personnel concernés suivant les modalités fixées par les Commissions paritaires locales ;

Considérant que le Protocole d'accord n° 3 du 17 mai 1995 de la Commission paritaire locale de l'enseignement officiel subventionné dispose que les candidatures à la nomination à titre définitif dans les emplois vacants doivent être introduites avant le 31 mai de l'année en cours, par lettre recommandée adressée à l'Echevin de l'Instruction publique, ou par dépôt contre accusé de réception au Service de l'Instruction publique ;

Considérant que l'Arrêté du Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur du 24 mars 2021, portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 ont suspendu les leçons et activités dans l'enseignement maternel, primaire et secondaire ;

Considérant l'impact des mesures fédérales sur la fréquentation des écoles avant et après les cours ;

Considérant que les mesures prises par les Autorités fédérales pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 dans la population, non seulement au cours de la période d'interdiction, mais aussi dans les semaines qui la suivront, sont de nature à empêcher toute une série d'activités, à réduire significativement la fréquentation ou l'accès aux établissements scolaires, à retarder l'acheminement des envois postaux ;

Considérant que ces mesures sont donc de nature à empêcher la concrétisation d'obligations conditionnant la mise en œuvre de dispositions statutaires et par conséquent à mettre en danger l'emploi des membres des personnels de l'enseignement ;

Considérant qu'il convient de garantir le principe d'égalité, de préserver la sécurité juridique et qu'il s'impose dès lors de prendre des mesures visant à ce qu'aucun membre du personnel de l'enseignement ne soit entravé ni dans l'exercice de ses droits, ni dans l'accomplissement de ses obligations ;

Considérant qu'il est également opportun d'éviter de contraindre les membres du personnel de se rendre dans les bureaux de poste pour y retirer ou y déposer des envois recommandés lorsque ces envois peuvent être efficacement remplacés sans déplacement, et partant, sans risque de contamination, par des envois par e-mail contre accusé de réception ;

Considérant, dès lors, qu'il convient de déroger pendant la période de suspension des cours et dans les semaines qui la suivront, à certaines des conditions de forme fixées pour la réalisation d'actes statutaires, en limitant strictement ces dérogations aux seuls éléments dont l'accomplissement est susceptible d'être rendu impossible par la mise en œuvre des mesures d'urgence adoptées pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 ;

Considérant qu'à titre exceptionnel, pour l'année scolaire 2020-2021, compte tenu des mesures d'urgence imposées pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19, les envois recommandés prescrits tant pour la diffusion des appels que pour l'introduction des candidatures à la nomination pourront être remplacés par des envois par e-mail, pour autant que le destinataire de l'envoi en accuse réception ;

DECIDE :

Article 1^{er} :

De déclarer vacants au 15 avril 2021, dans l'enseignement de promotion sociale, les emplois subventionnés suivants :

Secondaire inférieur

240 périodes d'anglais (UF1 et UF2) ;
240 périodes de français (UF1 et UF2) ;
240 périodes de français (UFDA et UFDB) ;

Secondaire supérieur

En « *Auxiliaire de l'enfance* » :

120 périodes de Découverte du métier ;
20 périodes de Stage d'observation ;
240 périodes d'Accueil des enfants dans une structure collective : bases méthodologiques ;
80 périodes de déontologie professionnelle ;
400 périodes d'Approfondissement théorique ;
200 périodes d'Accueil des enfants à domicile et en collectivité : approfondissement méthodologique ;
200 périodes d'Accueil des enfants durant leur temps libre : approfondissement méthodologique ;
40 périodes de stage d'insertion ;
40 périodes de stage d'intégration ;
20 périodes de stage en centre de vacances ;
40 périodes d'épreuve intégrée ;

Supérieur court économique

240 périodes d'anglais (UE3, UE4, UE5 et UE6) ;
160 périodes de néerlandais (UE2 et UE3) ;
160 périodes d'Espagnol (UE2 et UE3) ;
40 périodes de stage d'insertion professionnelle ;
20 périodes de stage d'intégration professionnelle en tourisme émetteur ;
20 périodes de stage d'intégration professionnelle en tourisme réceptif ;
20 périodes d'épreuve intégrée ;
100 périodes de techniques de gestion de l'information-niveau 1 ;
90 périodes de techniques de base de la communication digitale ;

Secrétariat

36 heures hebdomadaires de secrétaire-économe

Article 2 :

A titre exceptionnel, pour l'année scolaire 2020-2021, compte tenu des mesures d'urgence imposées par les Autorités fédérales en vue de limiter la propagation du coronavirus COVID-19, d'autoriser que les envois recommandés prescrits tant pour la diffusion des appels que pour l'introduction des candidatures à la nomination soient remplacés par des envois par e-mail, pour autant que le destinataire de l'envoi en accuse réception.

Article 3 :

De ratifier la liste des emplois vacants au 15 avril 2021 ainsi que l'appel à candidatures diffusés par le Service de l'Instruction publique pour l'exercice du droit à la priorité du personnel temporaire et pour la nomination à titre définitif dans les emplois vacants au 15

avril 2021.

La présente délibération sera portée à la connaissance du Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale qui a les Pouvoirs locaux dans ses attributions, dans les formes et délais prescrits par l'article 7 de l'Ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les Communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

30 votants : 30 votes positifs.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd
Franstalig onderwijs - Onderwijs voor sociale promotie - Verklaring van de vacante betrekkingen op 15 april 2021.

De Raad keurt het punt goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

23.06.2021/A/0022

Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse
Enseignement néerlandophone - Adaptation du règlement de travail pour l'Enseignement communal néerlandophone .

LE CONSEIL,

Vu la décision du Conseil communal du 28.08.2013 par laquelle il a approuvé le règlement de travail de l'enseignement communal néerlandophone ;

Vu la loi du 8 avril 1965 portant réglementation du travail, articles 1, 4 et 11 à 15sexies ;

Vu la loi du 18 décembre 2002, modifiant la loi du 8 avril 1965, établissant le règlement du travail ;

Vu le décret du 27 mars 1991 relatif au statut juridique de certains membres du personnel de l'enseignement subventionné et des centres d'orientation des élèves ;

Vu le décret du 25 février 1997 sur l'éducation de base ;

Vu la loi du 2 avril 2004 du Parlement flamand sur la participation scolaire et le Conseil flamand de l'enseignement ;

Vu la loi du 19 décembre 1994 réglant les relations entre les autorités publiques et les syndicats de son personnel ;

Vu les observations complémentaires formulées par les délégués syndicaux lors de la réunion du comité de consultation ;

Vu l'arrêté municipal du 15 juillet 2005, articles 42 et 43 ;

Vu la nouvelle loi communale du 24 juin 1988, article 119 ;

Considérant qu'une bonne organisation scolaire repose sur des accords clairs entre le personnel et la commission scolaire ;

Considérant que toute personne travaillant sous autorité dans l'enseignement communal doit être informée des conditions applicables à sa relation de travail ;

Considérant que les décrets relatifs au statut juridique et à l'enseignement de base offrent une marge de manœuvre suffisante pour conclure des accords concrets sur les droits et obligations du personnel et de la commission scolaire au niveau local et autonome ;

Considérant que le règlement d'emploi existant approuvé par le conseil communal en date du 16.10.2019 devait être mis à jour ;
Considérant la discussion dans l'équipe de l'école et les commentaires de la direction ;
Considérant le protocole d'accord de l'ABOC n°37 du 12.01.2021 ;

DÉCIDE:

Article 1 :

D'abroger le règlement de travail existant approuvé par le conseil municipal en date du 16.10.2019.

Article 2 :

D'approuver le règlement de travail remanié pour les personnes travaillant sous l'autorité de l'école primaire communale néerlandophone rattachée.

Article 3 :

De fournir une copie de cette résolution et du règlement de travail révisé pour notification aux personnes travaillant dans l'enseignement primaire communal néerlandophone.

Article 4 :

De fournir une copie de cette décision pour notification à la Direction du contrôle des lois sociales.

Le Conseil approuve le point.

30 votants : 30 votes positifs.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd
Nederlandstalig onderwijs - Aanpassing arbeidsreglement voor het Nederlandstalig gemeentelijk onderwijs.

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 28.08.2013 waarin hij het arbeidsreglement voor het Nederlandstalig gemeentelijk onderwijs goedkeurde;

Gelet op de wet van 8 april 1965 tot instelling van de arbeidsreglementen, artikelen 1, 4 en 11 tot en met 15sexies;

Gelet op de wet van 18 december 2002 tot wijziging van de wet van 8 april 1965 tot instelling van de arbeidsreglementen;

Gelet op het decreet van 27 maart 1991 betreffende de rechtspositie van sommige personeelsleden van het gesubsidieerd onderwijs et de gesubsidieerde centra voor leerlingenbegeleiding;

Gelet op het decreet basisonderwijs van 25 februari 1997;

Gelet op het decreet van 2 april 2004 betreffende de participatie op school en de Vlaamse Onderwijsraad;

Gelet op de wet van 19 december 1994 tot regeling van de relaties tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel;

Gelet op de bijkomende opmerkingen van de syndicale afgevaardigden tijdens de vergadering van het overlegcomité;

Gelet op het gemeentedecreet van 15 juli 2005, artikel 42 en 43;

Gelet op de nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, artikel 119;

Overwegende dat een goede schoolorganisatie steunt op duidelijke afspraken tussen het personeel en het schoolbestuur;

Overwegende dat alle personen die onder gezag arbeid verrichten in het gemeentelijk

onderwijs, moeten worden geïnformeerd over de voorwaarden die op hun arbeidsverhouding van toepassing zijn;

Overwegende dat het decreet rechtspositie en het decreet basisonderwijs voldoende ruimte laten om lokaal en autonoom concrete afspraken te maken rond rechten en plichten van het personeel en het schoolbestuur;

Overwegende dat het bestaand arbeidsreglement goedgekeurd door de gemeenteraad d.d. 16.10.2019 geactualiseerd diende te worden;

Overwegende de bespreking in het schoolteam en de opmerkingen van de directie;

Gelet op het protocolakkoord van het ABOC nr. 37 van 12 januari 2021;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Het bestaande arbeidsreglement goedgekeurd door de gemeenteraad in datum van 16.10.2019 op te heffen.

Artikel 2 :

Het herwerkte arbeidsreglement voor de personen die onder het gezag arbeid verrichten de het Nederlandstalig gemeentelijk basisonderwijs in bijlage goed te keuren.

Artikel 3 :

Een afschrift van dit besluit en van het herwerkte arbeidsreglement ter kennisgeving te bezorgen aan de personen die onder gezag arbeid verrichten in de Nederlandstalig gemeentelijk basisonderwijs.

Artikel 4 :

Een afschrift van dit besluit ter kennisgeving te bezorgen aan de Directie Toezicht op de Sociale Wetten.

De Raad keurt het punt goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

23.06.2021/A/0023

Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse

Enseignement néerlandophone - Emplois vacants pour les nominations au 01.07.2021.

Le Conseil approuve le point.

30 votants : 30 votes positifs.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd

Nederlandstalig Onderwijs - De vacantverklaring bij de benoeming in wervingsambt op 01.07.2021

DE RAAD,

Gelet op het decreet van 27 maart 1991 betreffende de rechtspositie van sommige personeelsleden van het gesubsidieerd onderwijs en de gesubsidieerde centra voor leerlingenbegeleiding;

Gezien de laatste wijziging op 15/02/2021 van de omzendbrief 13CC/VB/ML waarbij de vacante betrekkingen vóór 15 juni moeten worden meegedeeld aan alle personeelsleden;

Gelet op het artikel 35 van het hierboven vermeld decreet betreffende de voorrangmaatregelen;

BESLUIT :

Enig Artikel :

de volgende betrekkingen vacant te verklaren aan de Nederlandstalige basisscholen op datum van 15 mei 2021:

School WINDROOS :

- 27u vacante betrekking kleuter
- 0u vacante betrekking lager
- 0u vacante betrekking AN (anderstalige nieuwkomers)
- 0u vacante betrekking aanvangsbegeleiding
- 0u vacante betrekking lichamelijke opvoeding
- 0u vacante betrekking katholieke godsdienst
- 12u vacante betrekking islamitische godsdienst
- 2u vacante betrekking protestantse godsdienst
- 0u vacante betrekking orthodoxe godsdienst
- 0u vacante betrekking zedenleer
- 0u vacante betrekking kinderverzorging
- 0u vacante betrekking administratief medewerker
- 3u vacante betrekking ICT-coördinator
- 0u vacante betrekking zorgcoördinator

School REGENBOOG :

- 12 u vacante betrekking kleuter
- 58u vacante betrekking lager
- 0u vacante betrekking AN (anderstalige nieuwkomers)
- 0u vacante betrekking aanvangsbegeleiding
- 0u vacante betrekking lichamelijke opvoeding
- 0u vacante betrekking katholieke godsdienst
- 12u vacante betrekking islamitische godsdienst
- 10u vacante betrekking protestantse godsdienst
- 0u vacante betrekking orthodoxe godsdienst
- 0u vacante betrekking anglicaanse godsdienst
- 10u vacante betrekking zedenleer
- 6u vacante betrekking kinderverzorging
- 36u vacante betrekking administratief medewerker
- 5u vacante betrekking ICT-coördinator
- 0u vacante betrekking zorgcoördinator

School KET & CO :

- 132u vacante betrekking kleuter
- 112u vacante betrekking lager
- 0u vacante betrekking AN (anderstalige nieuwkomers)
- 0u vacante betrekking aanvangsbegeleiding
- 3u vacante betrekking lichamelijke opvoeding
- 0u vacante betrekking katholieke godsdienst
- 0u vacante betrekking islamitische godsdienst
- 4u vacante betrekking protestantse godsdienst
- 0u vacante betrekking orthodoxe godsdienst
- 0u vacante betrekking zedenleer

0u vacante betrekking kinderverzorging
3u vacante betrekking administratief medewerker
0u vacante betrekking ICT-coördinator
10u vacante betrekking zorgcoördinator

School PALOKE :

21u vacante betrekking kleuter
38u vacante betrekking lager
0u vacante betrekking AN (anderstalige nieuwkomers)
0u vacante betrekking aanvangsbegeleiding
20u vacante betrekking lichamelijke opvoeding
6u vacante betrekking katholieke godsdienst
14u vacante betrekking islamitische godsdienst
0u vacante betrekking protestantse godsdienst
0u vacante betrekking orthodoxe godsdienst
10u vacante betrekking zedenleer
0u vacante betrekking kinderverzorging
0u vacante betrekking administratief medewerker
0u vacante betrekking ICT-coördinator
0u vacante betrekking zorgcoördinator

School DE KNIPOOG :

6u vacante betrekking kleuter
137u vacante betrekking lager
0u vacante betrekking AN (anderstalige nieuwkomers)
5u vacante betrekking aanvangsbegeleiding
0u vacante betrekking lichamelijke opvoeding
10u vacante betrekking katholieke godsdienst
10u vacante betrekking islamitische godsdienst
10u vacante betrekking protestantse godsdienst
0u vacante betrekking orthodoxe godsdienst
6u vacante betrekking zedenleer
0u vacante betrekking kinderverzorging
7u vacante betrekking administratief medewerker
0u vacante betrekking ICT-coördinator
13u vacante betrekking zorgcoördinator

De Raad keurt het punt goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

23.06.2021/A/0024

Département Aménagement du Territoire et Gestion Immobilière
Propriétés communales - Nouvelle Loi communale articles 234 § 2 et 3 - Marchés
publics - Communication des décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale notamment l'article 234 § 2 et 3 ;

Vu les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins relative à la passation de

marchés par procédure négociée en vertu de l'article 42 de la Loi du 17.06.2016.

Est informé des décisions du Collège suivantes :

Séance du 22.04.2021 : Service des Propriétés communales – Marché de services - Entretien et réparation des portes de garages - Approbation des conditions et du mode de passation du marché - Marché public de services par procédure négociée sans publication préalable - 82.000,00 EUR TVA comprise - article 9220/125/06 du budget ordinaire de l'exercice 2021 ;

Séance du 27.05.2021 : Service des Propriétés communales - Travaux de peinture dans les divers bâtiments communaux - Approbation des conditions et du mode de passation du marché - Marché public de travaux par procédure négociée sans publication préalable - 130.000 EUR TVA comprise - article 9220/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2021 et sera financé par emprunt;

ET DECIDE :

Article unique :

D'approuver le mode de financement des dépenses susvisées.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale

Le Conseil approuve le point.

30 votants : 30 votes positifs.

Departement Ruimtelijke Ordening en Vastgoedbeheer
Gemeentelijke Eigendommen - Nieuwe Gemeentewet artikel 234 § 2 & 3 -
Overheidsopdrachten - Kennisgeving van de besluiten van het College van
Burgemeester en Schepenen.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, en meer bepaald op artikel 234, § 2 & 3;

Gelet op de besluiten van het College van Burgemeester en Schepenen in verband met de plaatsing van opdrachten met onderhandelingsprocedure krachtens artikel 42 van de wet van 17.06.2016.

Wordt op de hoogte gebracht van volgende besluiten van het College:

Zitting van 22.04.2021: Gemeentelijke Eigendommen Dienst - Opdracht voor diensten - Onderhoud en reparatie van garagedeuren - Goedkeuring van de voorwaarden en de wijze van gunning van de opdracht - Overheidsopdracht voor diensten via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking – 82.000,00 euro inclusief btw - artikel 9220/125/06 van de gewone begroting van dienstjaar 2021;

Zitting van 27.05.2021 : Gemeentelijke Eigendommen Dienst - Schilderwerk in de verschillende gemeenschappelijke gebouwen - Goedkeuring van de voorwaarden en de wijze van gunning van de opdracht - Overheidsopdracht voor werken via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking – 130.000,00 EUR btw inclusief btw - artikel 9220/724/60 van de buitengewone begroting van dienstjaar 2021 en zal worden gefinancierd met opgenomen leningen;

EN BESLIST :

Enig artikel :

De financieringswijze van de bovenvermelde uitgaven goed te keuren.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

23.06.2021/A/0025

Département Infrastructures et Développement urbain

Département Infrastructures et Développement urbain - Contrat de Rénovation

Urbaine « Heyvaert - Poincaré » CRU 5 - Acquisition du bien sis rue de Liverpool 43 - 1080 Molenbeek-Saint-Jean - Révision de l'acquisition.

LE CONSEIL,

Vu sa délibération du 19 février 2020 décidant :

- D'approuver l'acquisition du bien sis Rue Liverpool 43, 1080 Molenbeek-Saint-Jean et 1070 Anderlecht, cadastré 3^{ème} division, section B, n° 944L4/944M4/944N4 et 4^{ème} division, section B, 140D19 et de charger la Division Développement Urbain de négocier l'acquisition du bien pour un montant maximum de 1.500.000,00 EUR correspondant au montant de l'estimation de Bruxelles Fiscalité ;
- D'approuver le mode de financement de la dépense de 1.500.000,00 EUR, à savoir, dans sa totalité par Beliris sous réserve de l'acceptation du dossier ;

Considérant que les négociations d'achat de ce bien se sont trouvées être infructueuses, le propriétaire demandant un montant nettement supérieur à l'estimation réalisée par Bruxelles Fiscalité (3.200.000 EUR pour une estimation à 1.500.000 EUR) ;

Considérant que la Commune peut se contenter d'une partie du bien comprenant un parking extérieur ainsi qu'un bâtiment (partie de la parcelle cadastrée 4^{ème} division, section B n° 140D19 sur Anderlecht et une partie des parcelles cadastrées 3^{ème} division, section B, n° 944M4 et 944L4 sur Molenbeek-Saint-Jean) pour réaliser les opérations prévues dans le cadre du CRU 5 ;

Vu l'estimation en date du 27/04/2021 par Bruxelles-fiscalité pour un montant de 1.170.000,00 EUR, pour cette partie du bien ;

Considérant que les frais de remploi de 16% s'élèvent à 187.200 EUR pour un montant d'acquisition total de 1.357.200 EUR ;

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 9301/712/60 du budget extraordinaire de l'exercice en cours ;

Vu l'initiative 2.11 de l'accord de coopération avec Beliris concernant l'acquisition de biens immobiliers ;

Considérant que l'acquisition du bien est financée pour 1.170.000 EUR par Beliris sous réserve de l'acceptation du dossier (DC 2969/2019) et pour 187.200 EUR par les subsides octroyés dans le cadre du CRU 5 (DC 2139/2018);

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver l'acquisition d'une partie du bien sis rue de Liverpool 43, 1080 Molenbeek-Saint-Jean et 1070 Anderlecht, cadastré 4ème division, section B n° 140D19 (Anderlecht) et 3ème division, section B, n° 944M4 et 944L4 (Molenbeek-Saint-Jean) et de charger la Division technique du Département Infrastructures et Développement Urbain de négocier l'acquisition du bien pour un montant maximum de 1.357.200 EUR correspondant au montant de l'estimation de Bruxelles Fiscalité (1.170.000 EUR) majoré des 16 % de frais de emploi (187.200 EUR) ;

Article 2 :

D'approuver le mode de financement de la dépense de 1.357.200 EUR, à savoir pour 1.170.000 EUR par Beliris sous réserve de l'acceptation du dossier et pour 187.200 EUR par les subsides octroyés dans le cadre du CRU 5.

Le Conseil approuve le point.

30 votants : 29 votes positifs, 1 abstention.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Stadsvernieuwingscontract "Heyvaert - Poincaré" SVC 5- Aankoop van het goed gelegen te Liverpoolstraat 43 - 1080 Sint-Jans-Molenbeek - Herziening van de aankoop.

DE RAAD,

Gelet op de beraadslaging van 19 februari 2020 dat beslist:

- De aankoop goed te keuren van het vastgoed gelegen te Liverpoolstraat 43 – 1080 Sint-Jans-Molenbeek en 1070 Anderlecht - gekadastraerd in afdeling 3, sectie B, 944L4/944M4/944N4 en afdeling 4, sectie B, 140D19 en de Afdeling Stedelijke Ontwikkeling te belasten met de onderhandelingen voor de aankoop van het vastgoed, voor een maximumbedrag van 1.500.000,00 €, wat overeenkomt met het door Brussel Fiscaliteit geraamde bedrag;
- De financieringswijze goed te keuren van deze uitgave van 1.500.000,00€, te weten voor 100% door Beliris onder voorbehoud van aanvaarding van het dossier.

Overwegende dat de onderhandelingen voor de aankoop van dit goed vruchteloos zijn gebleven omdat de eigenaar een aanzienlijk hoger bedrag dan de raming van Brussel Fiscaliteit vraagt (3.200.000 EUR voor een raming van 1.500.000 EUR);

Overwegende dat de Gemeente zich kan beperken tot een deel van het goed bestaande uit een parking en een gebouw (deel van het perceel gekadastraerd in afdeling 4, sectie B, nr 140D19 in Anderlecht en een deel van de percelen gekadastraerd in afdeling 3, sectie B, nr 944L4 en 944M4 in Sint-Jans-Molenbeek) voor de geplande operaties in het kader van het SVC 5 ;

Gezien de raming op 27/04/2021 door Brussel Fiscaliteit op een bedrag van 1.170.000,00 EUR voor dit deel van het goed;

Overwegende dat de wederbeleggingsvergoeding van 16% 187.200 EUR bedraagt, voor een totaal bedrag van 1.357.200 EUR ;

Overwegende dat de nodige kredieten zijn ingeschreven op artikel 9301/712/60 van de buitengewone begroting van het huidige dienstjaar ;

Gezien het initiatief 2.11 van het samenwerkingsakkoord met Beliris betreffende de

aankoop van onroerende goederen;

Overwegende dat de aankoop van het goed voor 1.170.000 EUR door Beliris gefinancierd (VR 2969/2019) wordt onder voorbehoud van aanvaarding van het dossier en voor 187.200 EUR door de subsidies toegekend in het kader van het SVC 5 (VR 2139/2018);

BESLIST :

Artikel 1 :

De aankoop goed te keuren van een deel van het vastgoed gelegen te Liverpoolstraat 43 – 1080 Sint-Jans-Molenbeek en 1070 Anderlecht - gekadastréerd in afdeling 4, sectie B, 140D19 in Anderlecht en een deel van de percelen gekadastréerd in afdeling 3, sectie B, 944L4/944M4 in Sint-Jans-Molenbeek en de Afdeling Stedelijke Ontwikkeling te belasten met de onderhandelingen voor de aankoop van het onroerend goed voor een maximumbedrag van 1.357.200,00 €, wat overeenkomt met het door Brussel Fiscaliteit geraamde bedrag (1.170.000 EUR) verhoogd met de 16% wederbeleggingsvergoeding (187.200 EUR) ;

Artikel 2 :

De financieringswijze goed te keuren van deze uitgave van 1.357.200 EUR, te weten voor 1.170.000 EUR door Beliris onder voorbehoud van aanvaarding van het dossier en voor 187.200 EUR door de subsidies toegekend in het kader van de SVC 5.

De Raad keurt het punt goed.

30 stemmers : 29 positieve stemmen, 1 onthouding.

Rachid Ben Salah entre en séance / treedt in zitting.

23.06.2021/A/0026

Département Infrastructures et Développement urbain

Département Infrastructures et Développement Urbain - Marché de travaux en vue du réaménagement d'espaces publics ainsi que d'un parking en sous-sol, rue Jean-Baptiste Decock à 1080 Molenbeek-Saint-Jean dans le cadre du Contrat de Quartier Durable "Autour du Parc de l'Ouest". Lot 1: Opération 3.3 Mutualisation du parking de quartier Decock. Lot 2 : Opérations 3.2 Axe doux Jean-Baptiste Decock, 3.4 Parc/place Decock et 3.5 Passage doux et potager de quartier Decock - Fixation et approbation des conditions du marché - CDC 21.008.

LE CONSEIL,

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics;

Vu l'arrêté royal du 15 avril 2018 modifiant plusieurs arrêtés royaux en matière de marchés publics et de concessions et adaptant un seuil dans la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;

Vu l'arrête du 24 novembre 2016 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif aux Contrats de quartier durables ;

Vu l'ordonnance du 6 octobre 2016 organique de la revitalisation urbaine (M.B., 18.10.2016) ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 10 novembre 2016 portant exécution de l'ordonnance organique de revitalisation urbaine et adoptant la " zone de revitalisation urbaine ", dite " ZRU 2016 " (M.B., 21.11.2016) ;

Vu le courrier en date du 21 novembre 2017 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale – cabinet du Ministre-Président Rudi Vervoort – notifiant à la commune de Molenbeek-Saint-Jean l'octroi d'un Contrat de Quartier Durable, concernant la sélection des candidats et le subside pour l'élaboration du dossier de base pour un nouveau Contrat de Quartier Durable, à savoir le Contrat de Quartier Durable 'Autour du Parc de l'Ouest';

Considérant qu'un subside régional de 14.125.000 EUR est réservé par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale afin de financer à concurrence de maximum 95% les projets du programme de ce nouveau Contrat de Quartier Durable ;

Considérant qu'un programme de base a été rédigé par un bureau d'étude et qu'il a été approuvé par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale en sa séance du 14 février 2019 et qu'il a été communiqué par courrier à l'Administration communale de Molenbeek-Saint-Jean en date du 22 février 2019 ;

Vu la notification de la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 15 février 2021 par laquelle le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale prend connaissance et approuve la première modification du dossier de base du Contrat de Quartier Durable «Autour du Parc de l'Ouest» ;

Vu la notification de la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 mai 2021 par laquelle le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale prend connaissance et approuve la deuxième modification du dossier de base du Contrat de Quartier Durable «Autour du Parc de l'Ouest» ;

Considérant que le projet vise le réaménagement d'espaces publics ainsi que d'un parking en sous-sol, rue Jean-Baptiste Decock à 1080 Molenbeek-Saint-Jean dans le cadre du Contrat de Quartier Durable "Autour du Parc de l'Ouest". ‘;

Vu le dossier de base dans lequel sont reprises les opérations 3.2, 3.3, 3.4 et 3.5;

Considérant que pour procéder à l'exécution des travaux en vue du réaménagement d'espaces publics ainsi que d'un parking en sous-sol, rue Jean-Baptiste Decock à 1080 Molenbeek-Saint-Jean dans le cadre du Contrat de Quartier Durable "Autour du Parc de l'Ouest", qui est divisé en opérations, il y a lieu de lancer un marché de travaux;

Considérant que les opérations dont question sont les suivantes :

- 3.2. : Axe doux Jean-Baptiste Decock;
- 3.3. : Mutualisation du parking de quartier Decock ;
- 3.4 : Parc/place Decock ;
- 3.5 : Passage doux et potager de quartier Decock

dans le cadre du Contrat de Quartier Durable «Autour du Parc de l'Ouest» et que ces opérations sont situées dans une seule zone;

Considérant que le marché est divisé en lots ;

Considérant que la dépense globale des travaux peut être estimée à 4.397.599,85 EUR HTVA (TVA 21% soit 923.495,97 EUR), soit un total de 5.321.095,82 EUR TVAC, augmentée d'une marge de 5% arrivant à un montant total de 5.587.150,61. EUR relatif au marché de travaux en vue du réaménagement d'espaces publics ainsi que d'un parking en sous-sol, rue Jean-Baptiste Decock à 1080 Molenbeek-Saint-Jean dans le cadre du Contrat de Quartier Durable "Autour du Parc de l'Ouest", pour les deux lots et toutes les opérations (3.2.,3.3.,3.4.,3.5.);

Considérant que les crédits relatifs aux travaux sont prévus pour les opérations 3.2, 3.3, 3.4

et 3.5. à l'article 9301/731/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2021 et qu'ils seront couverts de la façon suivante:

- Lot 1

- par des subsides du Contrat de Quartier Durable 'Autour du Parc de l'Ouest' (DC 515/2019) pour un montant total (tva et marge de 5% comprises) de 183.326,44 EUR;
- par emprunts (tva et marge de 5% comprises) pour un montant total de 2.179.223,45 EUR;

- Lot 2 :

- par des subsides du Contrat de Quartier Durable 'Autour du Parc de l'Ouest' (DC 515/2019) pour un montant total (tva et marge de 5% comprises) de 1.970.448,50 EUR;
 - par des subsides Plan Triennal d'Investissement (PTI) (DC 759/2021) pour un montant total (TVAC) de 484.404,69 EUR;
 - par des subsides Politique de la Ville 2021-2025 (DC 24/2021) pour un montant total (tva et marge de 5 % comprises) de 585.305,60 EUR;
 - par emprunts pour un montant total (tva et marge de 5% comprises) de 184.441,93 EUR;
- Considérant qu'il est nécessaire de définir une clé de répartition pour les pourcentages de subsides par opération afin de pouvoir justifier les dépenses des travaux auprès des différents pouvoirs subsidants, à savoir:

Opération 3.2.	90% PTI - 10% Administration Com par emprunts
Opération 3.3.	/
Opération 3.4.	/
Opération 3.5.	48,37% PDV – 51,63 % Contrat de Q Durable

Prend connaissance des documents du marché, à savoir du cahier des charges et de ses annexes établis à cet effet par le Département Infrastructures et Développement Urbain;

Prend connaissance de l'avis de marché établi à cet effet par le Département Infrastructures et Développement urbain ;

Considérant que conformément à l'article 36 de la loi du 17 juin 2016 et à l'article 11 de l'Arrêté Royal du 18 avril 2017, une procédure ouverte belge est autorisée pour le marché de travaux compte tenu du fait que la dépense globale estimée est inférieure à 5.350.000,00 EUR HTVA ;

Vu l'art. 234, alinéa 1 de la Nouvelle Loi communale ;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver les documents du marché, à savoir le cahier des charges et ses annexes établis par le Département Infrastructures et Développement Urbain relatif au marché de travaux en vue du réaménagement d'espaces publics ainsi que d'un parking en sous-sol, rue Jean-Baptiste Decock à 1080 Molenbeek-Saint-Jean dans le cadre du Contrat de Quartier Durable "Autour du Parc de l'Ouest".

Article 2 :

D'approuver l'avis de marché établi à cet effet par le Département Infrastructures et Développement Urbain.

Article 3 :

De passer le marché de travaux par la procédure ouverte belge conformément à l'article 36 de la loi du 17 juin 2016 et à l'article 11 de l'Arrêté Royal du 18 avril 2017 ;

Article 4 :

D'approuver la dépense estimée à 4.397.599,85 EUR HTVA (TVA 21% soit 923.495,97 EUR), soit un total de 5.321.095,82 EUR TVAC, augmentée d'une marge de 5% arrivant à un montant total de 5.587.150,61 EUR, à savoir

- pour le lot n° 1 pour un montant total de 2.362.549,89 EUR (TVA et marge de 5% comprises);
- pour le lot n° 2 pour un montant total de 3.224.600,72 EUR (TVA et marge de 5% comprises).

Article 5

D'approuver l'application de la clé de répartition des subsides par opération, à savoir :

Opération 3.2.	90% PTI - 10% Administration Communale par emprunts
Opération 3.3.	/
Opération 3.4.	/
Opération 3.5.	48,37% PDV – 51,63 % Contrat de Q Durable

Le Conseil approuve le point.

31 votants : 26 votes positifs, 5 abstentions.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Opdracht voor werken met het oog op de herinrichting van openbare ruimtes alsook een ondergrondse parking, Jean-Baptiste Decockstraat te Sint-Jans-Molenbeek in het kader van het Duurzaam Wijkcontract "Rondom Westpark". Perceel 1 : Operatie 3.3 Mutualisatie buurtparking Decock. Perceel 2 : Operaties 3.2 Zachte as Jean-Baptiste Decock, 3.4 Decockpark/Decockplein en 3.5 Zachte doorsteek en buurtmoestuin Decock- Vaststelling en goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht - BESTEK 21.008.

DE RAAD,

Gezien de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gezien het Koninklijk Besluit plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren van 18 april 2017;

Gezien het Koninklijk Besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

Gezien het Koninklijk Besluit van 15 april 2018 tot wijziging van meerdere koninklijke besluiten op het vlak van overheidsopdrachten en concessies en tot aanpassing van een drempel in de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies;

Gezien het Besluit van 24 november 2016 van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk gewest betreffende de Duurzame Wijkcontracten;

Gezien de Ordonnantie van 6 oktober 2016 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering (B.S., 18.10.2016);

Gezien het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot uitvoering van de ordonnantie houdende organisatie van de stedelijke herwaardering en tot goedkeuring van de "zone voor stedelijke herwaardering", genaamd "ZSH 2016" (B.S., 21.11.2016);

Gezien het schrijven in datum van 21 november 2017 van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest – kabinet van Minister-President Rudi Vervoort – waarbij aan de gemeente Sint-Jans-Molenbeek de toekenning van een Duurzaam Wijkcontract werd gecommuniceerd, betreffende de selectie van kandidaten en de subsidie voor de uitwerking van een basisdossier voor een nieuw Duurzaam Wijkcontract, met name het Duurzaam Wijkcontract 'Rondom Westpark';

Overwegende dat een gewestelijke subsidie van 14.125.000 EUR voorbehouden werd door de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest om ten bedrage van maximum 95% de projecten van het programma van dit nieuwe Duurzaam Wijkcontract te financieren;

Overwegende dat een basisprogramma werd opgesteld door een studiebureau en dat dit werd goedgekeurd door de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in haar zitting van 14 februari 2019 en per schrijven gecommuniceerd werd aan het Gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek in datum van 22 februari 2019;

Gezien de betekening van de beslissing van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 15 februari 2021 waarbij de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest de eerste wijziging van het basisdossier van het Duurzaam Wijkcontract "Rondom Westpark" ter kennis neemt en goedkeurt;

Gezien de betekening van de beslissing van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 4 mei 2021 waarbij de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest de tweede wijziging van het basisdossier van het Duurzaam Wijkcontract "Rondom Westpark" ter kennis neemt en goedkeurt;

Gezien het project de herinrichting van openbare ruimtes alsook een ondergrondse parking, Jean-Baptiste Decockstraat te Sint-Jans-Molenbeek in het kader van het Duurzaam Wijkcontract "Rondom Westpark" beoogt;

Gezien het basisdossier waarin de operaties 3.2, 3.3, 3.4 en 3.5 werden opgenomen;

Overwegende dat om te kunnen overgaan tot de uitvoering van de herinrichting van openbare ruimtes alsook een ondergrondse parking, Jean-Baptiste Decockstraat te Sint-Jans-Molenbeek in het kader van het Duurzaam Wijkcontract "Rondom Westpark" die verdeeld is in operaties, er nood is aan het lanceren van een opdracht voor werken;

Overwegende dat de operaties waarvan sprake de volgende zijn:

- 3.2: Zachte as Jean-Baptiste Decock
- 3.3: Mutualisatie buurtparking Decock
- 3.4: Decockpark/Decockplein
- 3.5. Zachte doorsteek en buurtmoestuin Decock

in het kader van het Duurzaam Wijkcontract «Rondom Westpark» en dat deze operaties in een enkele zone gesitueerd zijn;

Overwegende dat de opdracht in percelen is verdeeld;

Overwegende dat de globale uitgave van de werken geraamd kan worden op een bedrag van 4.397.599,85 EUR btw excl. (btw 21 % met name 923.495,97 EUR), hetzij 5.321.095,82 EUR btw incl., vermeerderd met een marge van 5% komende op een bedrag van 5.587.150,61 EUR voor de opdracht voor werken met het oog op de herinrichting van openbare ruimtes alsook een ondergrondse parking, Jean-Baptiste Decockstraat te Sint-Jans-Molenbeek in het kader van het Duurzaam Wijkcontract "Rondom Westpark", voor beide percelen en voor alle operaties (3.2.,3.3.,3.4.,3.5.);

Overwegende dat de nodige kredieten voorzien zijn voor de operaties 3.2, 3.3, 3.4 en 3.5 op het artikel 9301/731/60 van de buitengewone begroting van dienstjaar 2021 et dat ze op

de volgende wijze zullen gedekt worden:

- Perceel 1

- door subsidies van het Duurzaam Wijkcontract 'Rondom Westpark' (VR 515/2019) voor een totaal bedrag (btw en marge van 5% inbegrepen) van 183.326,44 EUR;
- door leningsgelden voor een totaal bedrag (btw en marge van 5% inbegrepen) van 2.179.223,45 EUR;

- Perceel 2 :

- door subsidies van het Duurzaam Wijkcontract 'Rondom Westpark' (VR 515/2019) voor een totaal bedrag (btw en marge van 5 % inbegrepen) van 1.970.448,50 EUR;
- door subsidies Gemeentelijk driejarig Investeringsprogramma (GDIP) (VR 759/2021) voor een totaal bedrag (btw incl.) van 484.404,69 EUR;
- door subsidies Stadsbeleid 2021-2025 (VR 24/2021) voor een totaal bedrag (btw en marge van 5% inbegrepen) van 585.305,60 EUR;
- door leningsgelden voor een totaal bedrag (btw en marge van 5% inbegrepen) van 184.441,93 EUR;

Overwegende dat het nodig is om een verdeelsleutel betreffende de percentages van de subsidies per operatie te definiëren om de uitgaven van de werken te kunnen staven ten aanzien van de verschillende subsidiërende overheden, met name:

Operatie 3.2	90% GDIP - 10% Gemeentebestuur p
Operatie 3.3	/
Operatie 3.4	/
Operatie 3.5	48,37% Stadsbeleid - 51,63 % Duurz. Wijkcontract

Neemt kennis van de documenten van de opdracht, met name het bestek en de bijlagen, hiertoe opgesteld door het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling;

Neemt kennis van de aankondiging van de opdracht, hiertoe opgesteld door het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling;

Overwegende dat in overeenstemming met artikel 36 van de Wet van 17 juni 2016 en artikel 11 van het Koninklijk Besluit van 18 april 2017 een Belgische openbare procedure toegelaten is voor de opdracht voor werken, gezien de totale geschatte uitgave lager is dan 5.350.000,00 EUR btw excl.;

Gelet op art. 234 alinea 1 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST :

Artikel 1:

De opdrachtdocumenten, met name het bestek en de bijlagen, opgesteld door het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling betreffende de opdracht voor werken met het oog op de herinrichting van openbare ruimtes alsook een ondergrondse parking, Jean-Baptiste Decockstraat te Sint-Jans-Molenbeek in het kader van het Duurzaam Wijkcontract "Rondom Westpark" goed te keuren.

Artikel 2:

De aankondiging van de opdracht, hiertoe opgesteld door het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling goed te keuren.

Artikel 3:

De opdracht via een Belgische openbare procedure te plaatsen overeenkomstig artikel 36 van de Wet van 17 juni 2016 en artikel 11 van het Koninklijk Besluit van 18 april 2017.

Artikel 4 :

De globale uitgave geraamd op een bedrag van 4.397.599,85 EUR btw excl. (btw 21 % met name 923.495,97 EUR), hetzij 5.321.095,82 EUR btw incl., vermeerderd met een marge van 5% komende op een bedrag van 5.587.150,61 EUR goed te keuren, met name:

- Voor perceel nr. 1 : voor een totaal bedrag 2.362.549,89 EUR (btw en marge van 5% inbegrepen)
- Voor perceel nr. 2 : voor een totaal bedrag van 3.224.600,72 EUR (btw en marge van 5% inbegrepen)

Artikel 5:

De toepassing van de verdeelsleutel betreffende de subsidies per operatie goed te keuren, met name:

Operatie 3.2	90% GDIP - 10% Gemeentebestuur
Operatie 3.3	/
Operatie 3.4	/
Operatie 3.5	48,37% Stadsbeleid - 51,63 % Duurz. Wijkcontract

De Raad keurt het punt goed.

31 stemmers : 26 positieve stemmen, 5 onthoudingen.

23.06.2021/A/0027

Département Infrastructures et Développement urbain

Département Infrastructure et Développement Urbain - Approbation de la convention relative à la gestion des hydrants par VIVAQUA sur le territoire communal.

LE CONSEIL,

Considérant qu'un courrier de VIVAQUA relatif à la gestion des hydrants sur le territoire communal a été adressé à l'Administration Communale en date du 17 Juillet 2020 ;

Considérant qu'un courrier de rappel a été adressé en date du 3 Mars 2021 au cabinet de la Bourgmestre ;

Considérant qu'actuellement les prestations sur les hydrants sont assurées par VIVAQUA à ses frais et étaient jusqu'à présent couvertes par le prix de l'eau et donc des abonnés Bruxellois ;

Considérant que depuis le 5 octobre 2018, la loi met à charge des Communes les obligations suivantes :

- disposer de ressources suffisantes en eau d'extinction, conformément aux normes fixées par le Roi en vue de l'extinction d'incendies par les services opérationnels de la sécurité civile et l'organisation d'exercices pour ces services ;
- assurer le contrôle et l'entretien des ressources en eau d'extinction. Elles veillent à ce que les hydrants et les vannes établis sur les réseaux de distribution d'eau soient

en nombre suffisant et soient facilement accessibles et utilisables en tout temps.

Considérant que les prestations sur hydrants devront être prises en charge par les Communes à partir du 1 janvier 2022 ;

Considérant que le conseil d'administration de VIVAQUA marque son accord pour faire supporter les coûts à la commune de Molenbeek Saint-Jean ;

Considérant que le montant estimé pour ces services s'élève à 68.000 EUR HTVA par an soit 82.280 EUR TVAC par an ;

Prend connaissance de la Convention entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et VIVAQUA qui a pour objet de fixer les modalités contractuelles concernant la gestion des hydrants sur le territoire communal ;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver la convention entre la Commune et VIVAQUA concernant les modalités contractuelles concernant la gestion des hydrants sur le territoire communal.

Article 2 :

De prévoir les crédits nécessaires sur le budget ordinaire de 2022.

Le point est reporté.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Departement Infrastructuur en stedelijke ontwikkeling - Goedkeuring van de overeenkomst inzake het beheer van brandkranen door VIVAQUA op het gemeentelijk grondgebied.

DE RAAD,

Overwegende dat een brief van VIVAQUA betreffende het beheer van de brandkranen op het gemeentelijk grondgebied op 17 juli 2020 aan het gemeentebestuur is toegezonden;

Overwegende dat er op 3 maart 2021 een herinneringsbrief naar het kantoor van de burgemeester is gestuurd;

Aangezien de diensten op de brandkranen momenteel door VIVAQUA op eigen kosten worden geleverd en tot nu toe werden gedekt door de waterprijs en dus door de Brusselse abonnees;

Overwegende dat de wet sinds 5 oktober 2018 de volgende verplichtingen oplegt aan de gemeenten;

- over voldoende bluswater te beschikken, overeenkomstig de door de Koning vastgestelde normen voor het blussen van branden door de operationele diensten van de civiele veiligheid en de organisatie van oefeningen voor deze diensten;
- te zorgen voor de controle en het onderhoud van de bluswatervoorraden. Zij zorgen ervoor dat er voldoende brandkranen en kleppen in de waterdistributienetten zijn en dat deze te allen tijde gemakkelijk toegankelijk en bruikbaar zijn;

Overwegende dat de diensten met betrekking tot brandkranen met ingang van 1 januari 2022 door de gemeenten zullen moeten worden overgenomen;

Overwegende dat de raad van bestuur van VIVAQUA ermee instemt de gemeente Sint-Jans-Molenbeek te laten opdraaien voor de kosten;

Aangezien het geraamde bedrag voor deze diensten 68.000 euro exclusief btw per jaar of

82.280 euro inclusief btw per jaar bedraagt;

Neemt nota van de overeenkomst tussen de gemeente Sint-Jans-Molenbeek en VIVAQUA, die tot doel heeft de contractuele bepalingen en voorwaarden betreffende het beheer van de brandkranen op het gemeentelijk grondgebied vast te stellen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Goedkeuring van de overeenkomst tussen de Gemeente en VIVAQUA betreffende de contractuele voorwaarden inzake het beheer van de brandkranen op het gemeentelijk grondgebied.

Artikel 2 :

De nodige kredieten te verstrekken op de gewone begroting van 2022.

Het punt wordt verdaagd.

23.06.2021/A/0028

Département Développement Durable et Espaces Publics

Mobilité - Police de la circulation routière - Règlement général complémentaire - Modifications.

LE CONSEIL,

Vu l'Arrêté Royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière ;

Vu les articles 117, 119 et 135 par. 2.1° de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu le Règlement général complémentaire sur la police de la circulation routière, approuvé par le Conseil communal en sa séance du 24 septembre 2014 et modifié en dernier lieu en séance du Conseil communal du 24 octobre 2018 ;

Considérant les nombreux emplacements pour personnes à mobilité réduite ayant fait l'objet d'une approbation par le service Mobilité et du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Considérant les emplacements pour personnes à mobilité réduite qu'il y a lieu de faire retirer du fait de leur inutilisation ;

Considérant les emplacements de zones de livraisons ayant fait l'objet d'une approbation par le service Mobilité et du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Considérant qu'une borne de rechargement pour véhicules électriques dessert deux emplacements de 6m chacun.

DECIDE :

De modifier le règlement général complémentaire comme suit :

1) Ajout à l'article 21.6.4 (Stationnement interdit, stationnement interdit (mesure générale), stationnement interdit (marché))

1. place de la Duchesse de Brabant, sur la boucle située dans le prolongement des rues de Birmingham et de Manchester, les mardis, de 4h à 17h ;

2) Modification à l'article 21.6. Stationnement interdit, stationnement interdit (mesure générale), stationnement interdit (manoeuvres))

1. rue de Rotterdam, du numéro 74 au numéro 68, sur une distance de 24 mètres, du lundi au samedi, de 7 à 19 heures ;

3) Ajout à l'article 24.2 a) 2 (Stationnement, stationnement payant, pour tous les usagers, emplacements régis par d'autres modalités de paiement)

a) du lundi au samedi

34. rue de Ribaucourt, à hauteur du numéro 5, sur une distance de 6 mètres, de 7h30 à 8h et de 14h à 15h ;

35. rue de Manchester, à hauteur du numéro 46-48, sur une distance de 6 mètres, de 7h30 à 18h ;

36. avenue des Tamaris, à hauteur du numéro 27, sur une distance de 6 mètres, de 6h à 16h ;

37. rue de la Cavatine, à hauteur du numéro 16, sur une distance de 6 mètres, de 10h30 à 19h ;

38. rue de l'Indépendance, à hauteur du numéro 45, sur une distance de 12 mètres, de 10h00 à 18h ;

39. place Van Hoegaerde, à hauteur du numéro 10, sur une distance de 5 mètres, de 13h à 20h.

4) Modification à l'article 24.2 a) 2 (Stationnement, stationnement payant, pour tous les usagers, emplacements régis par d'autres modalités de paiement)

a) du lundi au samedi

24. avenue Jean Dubrucq, deux emplacements en épis à hauteur du numéro 104/106, de 8h à 18h ;

5) Supprimer à l'article 24.2 a) 2 (Stationnement, stationnement payant, pour tous les usagers, emplacements régis par d'autres modalités de paiement)

a) du lundi au samedi

18. rue Picard, sur la berme centrale située entre les rues Vandenboogaerde et de Ribaucourt ;

28. rue Mommaerts, à hauteur du numéro 142, sur une distance de 10 mètres, de 7h à 19h ;

6) Ajout à l'article 24.2 a) 2 (Stationnement, stationnement payant, pour tous les usagers, emplacements régis par d'autres modalités de paiement)

b) du lundi au vendredi

2. quai des Charbonnages, à hauteur du numéro 46, sur une distance de 12 mètres, de 8h à 18h ;

36. Jean Dubrucq, à hauteur du numéro 170, sur une distance de 6 mètres, de 8h à 12h et de 17h à 19h ;

37. rue du Bateau, à hauteur des numéros 2-10, sur une distance de 8 mètres, de 7h à 19h ;

7) Ajout à l'article 24.2 a) 2 (Stationnement, stationnement payant, pour tous les usagers, emplacements régis par d'autres modalités de paiement)

c) autre

6. rue Gabrielle Petit, à hauteur du numéro 6, sur une distance de 6 mètres, du mardi au jeudi, de 6h à 13h ;

7. chaussée de Ninove, à hauteur du numéro 274, sur une distance de 12 mètres, tous les jours, de 9h à 18h.

8) Ajout à l'article 24.2 c) (Stationnement, stationnement payant, aux emplacements réservés à la recharge des véhicules électriques)

1. rue Charles Malis en face du n° 34, sur une distance de 12 mètres ;

2. rue du Facteur en face du n° 17, 2 emplacements en perpendiculaire ;

3. rue Delaunoy en face du n° 63, sur une distance de 12 mètres ;

4. rue Ulens devant le n° 17, sur une distance de 12 mètres ;

5. rue des Bougainvillers en face du n° 153, 2 emplacements en perpendiculaire ;

6. boulevard du Jubilé devant le n° 39, sur une distance de 12 mètres ;

7. boulevard Léopold II devant le n° 63, sur une distance de 12 mètres ;

8. boulevard Mettwie devant le n° 91, sur une distance de 12 mètres ;

9. rue Picard devant le n° 130, 2 emplacements en perpendiculaire.

9) Supprimer à l'article 24.4 a) 2. (Stationnement, stationnement réservé à certaines catégories de véhicules, aux ambulances, sur 7 mètres)

10. à hauteur du n° 108, rue du Korenbeek.

10) Ajout à l'article 24.4 a) 3 (Stationnement, stationnement réservé à certaines catégories de véhicules, aux personnes handicapées, sur 6 mètres)

6. à hauteur du n° 110, rue des Béguines ;

8. à hauteur du n° 260, rue des Béguines ;

14. à hauteur du n° 82, rue de Birmingham ;

41. à hauteur du n° 11, rue De Gunst ;

76. à hauteur du n° 15, rue de Groeninghe ;

80. à hauteur du n° 7, rue Marcel Grüner ;

109. à hauteur du n° 125, boulevard Léopold II ;

110. à hauteur du n° 52, rue de Lessines ;

118. à hauteur du n° 166, boulevard Edmond Machtens ;

140. à hauteur du n° 101, rue de Normandie ;

149. à hauteur du n° 102, rue d'Ostende ;

151. à hauteur du n° 35, rue du Paruck ;

163. à hauteur du n° 3, rue de la Prospérité ;

165. à hauteur du n° 4, rue des Quatre Vents ;

203. à hauteur du n° 25, rue Van Hoegaerde ;

11) Supprimer à l'article 24.4 a) 3 (Stationnement, stationnement réservé à certaines

catégories de véhicules, aux personnes handicapées, sur 6 mètres)

- 74. à hauteur du n° 28, rue de Gosselies ;
- 87. à hauteur du n° 41, rue Houzeau de Lehaie ;
- 134. à hauteur du n° 32, rue Mommaerts ;

12) Supprimer l'article 30 « Zones 30 » et remplacer par « Article 30 : régimes de vitesse

13) Ajouter à l'article 30.1.a) (Régimes de vitesse, Zone 50, zone Dilbeek)

- 1) rue Paloke, de la rue du Madrigal à De Bergen;
- 2) rue Kasterlinden, de De Bergen au Kerselaarstraat;
- 3) rue Moortebeek, de la rue Paloke à la rue Sleutelplas;
- 4) rue Sleutelplas, de la rue Moortebeek à la rue Sonatine.

Le Conseil approuve le point.

31 votants : 30 votes positifs, 1 abstention.

Departement Duurzame Ontwikkeling en Openbare Ruimte
Mobiliteit - Politie op het wegverkeer - Aanvullend algemeen reglement -
Wijzigingen.

DE RAAD,

Gelet op het Koninklijk Besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer;

Gelet op het Ministerieel besluit van 11 oktober 1976 houdende de minimum afmetingen en de bijzondere plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens;

Gelet op de artikels 117, 119 en 135 par. 2. 1° van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het aanvullend algemeen reglement op de politie op het wegverkeer, dat de Gemeenteraad in zijn zitting van 24 september 2014 goedgekeurd heeft en laatst gewijzigd werd tijdens de Gemeenteraad van 24 oktober 2018;

Overwegende de meerdere parkeerplaatsen voor personen met een handicap die onderworpen waren aan een goedkeuring van de dienst Mobiliteit en het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende de meerdere parkeerplaatsen voor personen met een handicap die weggehaald moeten worden door het feit dat ze niet meer gebruikt worden;

Overwegende de leveringszones die onderworpen waren aan een goedkeuring van de dienst Mobiliteit en het College van Burgemeester en Schepenen.

BESLIST :

Het aanvullend algemeen reglement op de politie op het wegverkeer goed te keuren.

1) Toevoeging in artikel 21.6.4 (Parkeren is verboden, parkeren is verboden (algemene bepalingen), parkeren verboden (marktdagen))

1. Hertogin van Brabantplaats, op de lus gelegen in het verlengde van de Birmingham- en de Manchesterstraat, op dinsdag, van 4u tot 17u ;

2) Wijziging in artikel 21.6.6 (Parkeren is verboden, parkeren is verboden (algemene

bepalingen), parkeren verboden (manoeuvres))

1. Rotterdamstraat, vanaf het nummer 74 tot het nummer 68, over een afstand van 24 meter, van maandag tot vrijdag, van 7u tot 19u.;

3) Toevoeging in artikel 24.2 a) 2 (betaald parkeren, voor alle gebruikers, parkeerplaatsen waar andere betalingsmodaliteiten van kracht zijn)

a) van maandag tot zaterdag

34. Ribaucourtstraat, ter hoogte van het nummer 5, over een afstand van 6 meter, van 7u30 tot 8u en van 14u tot 15u;

35. Manchesterstraat, ter hoogte van het nr 46-48, over een afstand van 6 meter, van 7u30 tot 18u;

36. Tamariskenlaan, ter hoogte van het nummer 27, over een afstand van 6 meter, van 6u tot 16u;

37. Cavatinestraat, ter hoogte van het nummer 16, over een afstand van 6 meter, van 10u30 tot 19u00;

28. Onafhankelijkheidsstraat ter hoogte van het nummer 45, over een afstand van 12 meter, van 10u00 tot 18u00;

39. Van Hoegaerdeplaats, ter hoogte van het 10, over een afstand van 5 meter, van 13u tot 20u00.

4) Toevoeging in artikel 24.2 a) 2 (betaald parkeren, voor alle gebruikers, parkeerplaatsen waar andere betalingsmodaliteiten van kracht zijn)

a) van maandag tot zaterdag

24. Jean Dubrucqlaan, twee plaatsen onder een hoek ter hoogte van het nummer 104/106, van 8u tot 18u;

5) Afschaffing in artikel 24.2 a) 2 (betaald parkeren, voor alle gebruikers, parkeerplaatsen waar andere betalingsmodaliteiten van kracht zijn)

6) a) van maandag tot zaterdag

18. Picardstraat, op de centrale berm gelegen tussen de Vandenboogaerdestraat en de Ribaucourtstraat;

28. Mommaertsstraat, ter hoogte van het nummer 142, over een afstand van 10 meter, van 7u tot 19u.

6) Toevoeging in artikel 24.2 a) 2 (betaald parkeren, voor alle gebruikers, parkeerplaatsen waar andere betalingsmodaliteiten van kracht zijn)

b) van maandag tot vrijdag

2. Koolmijnenkaai, vanaf het nummer 46, op een afstand van 12 meter, van 8u tot 18u;

36. Jean Dubrucqlaan, ter hoogte van het nummer 170, over een afstand van 6 meter, van 8u00 tot 12u00 en van 17u00 tot 19u00;

37. Bootstraat, ter hoogte van de nummers 2-10, over een afstand van 8 meter, van 7u

tot 19u.

7) Toevoeging in artikel 24.2 a) 2 (betaald parkeren, voor alle gebruikers, parkeerplaatsen waar andere betalingsmodaliteiten van kracht zijn)

c) andere

6. Gabrielle Petitstraat, ter hoogte van het nummer 6, over een afstand van 6 meter, van dinsdag tot donderdag, van 6u tot 13u;

7. Steenweg op Ninove, ter hoogte van het nummer 274, over een afstand van 12 meter, alle dagen, van 9u tot 18u.

8) Toevoeging in artikel 24.2 c) (Parkeren – Betaald Parkeren, voor parkeerplaatsen gereserveerd aan elektrisch herlaadbare voertuigen)

1. Charles Malisstraat tegenover het nr 34, over een afstand van 12 meter ;

2. Briefdragerstraat tegenover het nr 17, 2 loodrechte plaatsen ;

3. Delaunoystraat tegenover het nr 63, over een afstand van 12 meter ;

4. Ulensstraat voor het nr 17, over een afstand van 12 meter ;

5. Bougainvillea'sstraat tegenover het nr 153, 2 loodrechte plaatsen ;

6. Jubelfeestlaan voor het nr 39, over een afstand van 12 meter ;

7. Leopold II laan voor het nr 63, over een afstand van 12 meter ;

8. Mettwielaan voor het nr 91, over een afstand van 12 meter ;

9. Picardstraat voor het nr 130, 2 loodrechte plaatsen.

9) Afschaffing in artikel 24.2 a) 2 (betaald parkeren, voor alle gebruikers, parkeerplaatsen waar andere betalingsmodaliteiten van kracht zijn)

10. ter hoogte van het nr 108, Korenbeekstraat ;

10) Toevoeging in artikel 24.4 a) 3. (Parkeren – Parkeren voorbehouden voor bepaalde categorieën voertuigen, voor gehandicapte personen, over 6 meter)

6. ter hoogte van het nr 110, Begijnenstraat;

8. ter hoogte van het nr 260, Begijnenstraat;

14. ter hoogte van het nr 82, Birminghamstraat;

41. ter hoogte van het nr 11, De Gunststraat;

76. ter hoogte van het nr 15, Groeninghestraat;

80. ter hoogte van het nr 7, Marcel Grünerstraat;

109. ter hoogte van het nr 125, Leopold II laan;

110. ter hoogte van het nr 52, Lessenstraat;

118. ter hoogte van het nr 166, Edmond Machtenslaan;

140. ter hoogte van het nr 101, Normandiestraat;

149. ter hoogte van het nr 102, Oostendestraat;

151. ter hoogte van het nr 35, Paruckstraat;

163. ter hoogte van het nr 3, Voorspoedstraat;

165. ter hoogte van het nr 4, Vierwindenstraat;

203. ter hoogte van het nr 25, Van Hoegaerdestraat;

11) Afschaffing in artikel 24.4 a) 3. (Parkeren – Parkeren voorbehouden voor bepaalde categorieën voertuigen, voor gehandicapte personen, over 6 meter)

- 74. ter hoogte van het nr 28, Gosseliesstraat;
- 87. ter hoogte van het nr 41, Houzeau de Lehaiestraat;
- 134. ter hoogte van het nr 32, Mommaertsstraat;

12) Afschaffing in artikel 30 “Zones 30” en vervangen door “Artikel 30: Snelheidsregime’s

13) Toevoeging in artikel 30.1.a) (Snelheidsregime’s, Zone 50, zone Dilbeek)

- 1) Palokestraat vanaf de Madrigalstraat tot De Bergen
- 2) Kasterlindenstraat vanaf De Bergen tot de Kerselaarstraat
- 3) Moortebeekstraat vanaf de Palokestraat tot de Sleutelplasstraat
- 4) Sleutelplasstraat vanaf de Moortebeekstraat tot de Sonatinestraat

De Raad keurt het punt goed.

31 stemmers : 30 positieve stemmen, 1 onthouding.

23.06.2021/A/0029

Département Développement Durable et Espaces Publics

Mobilité - Journée sans voiture du 19 septembre 2021 - Règlement d’administration intérieure.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment son article 117 ;

Vu l’accord conclu le 24 février 2021 entre les bourgmestres des dix-neuf communes de l’arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que le 19 septembre 2021 aura lieu la « journée sans voiture »;

Que le conseil communal décide de s’associer également à cet événement ;

Qu’à cette occasion, seules les personnes et les véhicules autorisés pourront circuler sur tout le territoire des dix-neuf communes ;

Qu’il convient dès lors d’assurer la cohérence dans la délivrance des autorisations ;

Qu’à cet égard, une multiplication des démarches pour la personne désirant obtenir une autorisation risque de la dissuader de se conformer au règlement et, partant, de l’inciter à frauder ;

DECIDE :

Article unique :

L’accord conclu 24 février 2021 entre le bourgmestre de la commune de Molenbeek-Saint-Jean et les bourgmestres des dix-huit autres communes de l’arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale est approuvé.

Le Conseil approuve le point.

31 votants : 30 votes positifs, 1 abstention.

Departement Duurzame Ontwikkeling en Openbare Ruimte

Mobiliteit - Zonder auto mobiel in de stad op 19 september 2021 - Intern administratief reglement.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, met name het artikel 117;

Gelet op het akkoord gesloten op 24 februari 2021 tussen de burgemeesters van de negentien gemeenten van het administratieve arrondissement Brussel-Hoofdstad;

Overwegende dat op 19 september 2021 de dag « zonder auto mobiel in de stad » plaatsvindt;

Dat de gemeenteraad beslist om zich bij dit evenement aan te sluiten;

Dat bij deze gelegenheid enkel de personen en de voertuigen die een toelating hebben verkregen, zich mogen verplaatsen over het hele grondgebied van de negentien gemeenten;

Dat dienovereenkomstig coherentie dient verzekerd bij de uitreiking van doorgangsbewijzen;

Dat een uitbreiding van het aantal stappen die men dient te ondernemen om een doorgangsbewijs te verkrijgen, een afradend effect kan hebben om het reglement na te leven en tot fraude kan aanzetten;

BESLUIT :

Enig artikel:

Het akkoord dat op 24 februari 2021 gesloten werd tussen de burgemeester van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek en de burgemeesters van de achttien andere gemeenten van het administratieve arrondissement Brussel-Hoofdstad is goedgekeurd.

De Raad keurt het punt goed.

31 stemmers : 30 positieve stemmen, 1 onthouding.

23.06.2021/A/0030

Département Développement Durable et Espaces Publics

Développement durable - Quartier Bellevue - Ancien bras de la Senne - Approbation du renouvellement de l'autorisation d'occupation à titre précaire.

LE CONSEIL,

Considérant que la Région de Bruxelles-Capitale est propriétaire des parcelles cadastrées division II, section B, n° 495 E 2 et n° 495 G 2 d'une surface totale de 2.069 m² (annexe 2) sur lesquelles elle a conclu une autorisation d'occupation à titre précaire avec la Commune de Molenbeek-Saint-Jean le 25/09/2014 (annexe 4), complétée de deux avenants, dans le cadre d'une inoccupation temporaire de ces parcelles ;

Considérant que ces parcelles constituent un ancien bras de la Senne ;

Considérant que cette autorisation d'occupation à titre précaire – ainsi que ses avenants - était destinée au développement d'un site potager dans le quartier BelleVue ;

Considérant que la gestion et l'exploitation du site ont été confiées à l'A.S.B.L. ATELIER GROOT EILAND ;

Considérant que l'évolution du projet d'agroécologie urbain et des missions confiées à l'ASBL ATELIER GROOT EILAND pour ce projet nécessitent des aménagements non prévus à la convention précaire du 25/09/2014 et ses avenants et nécessitent donc de redéfinir les conditions d'occupation ;

Considérant que les travaux à réaliser consistent en l'installation d'une terrasse à l'arrière du bâtiment Bellevue pour laquelle un permis d'urbanisme a été obtenu ainsi que le

réaménagement d'un espace convivial à vocation de jardin, tel que repris à l'annexe 5 ;
Considérant qu'afin de permettre une meilleure lisibilité de ces conditions d'occupation, les parties ont convenu de résilier de commun accord la convention précaire du 25/09/2014 afin de conclure une nouvelle convention d'occupation à titre précaire qui actualise les obligations entre les parties ;
Considérant la convention d'autorisation d'occupation à titre précaire entre la Région de Bruxelles-Capitale, propriétaire des parcelles, et la Commune, jointe en annexe 3 ;
Considérant la convention de mise à disposition d'un terrain sis sur l'ancien lit de la Petite Senne (BelleVue), entre la Commune et l'ASBL ATELIER GROOT EILAND jointe en annexe 1 (en fr et nl) afin de lui octroyer un droit d'utilisation à titre précaire ;
Considérant que l'ASBL ATELIER GROOT EILAND est partenaire de la Commune dans divers projets environnementaux, en particulier pour des projets ayant trait aux enjeux de l'alimentation durable ;
Considérant que l'utilisation du terrain a pour but de développer des actions et projets en lien avec ces enjeux et que l'ASBL a bénéficié et bénéficie encore au moment de la présente convention de subsides alloués par la Commune dans le cadre de programmes subsidiés régionaux (Alliance Emploi-Environnement, stratégie GoodFood, Contrat de Quartier Durable, projet européen FoodWave) ;
Considérant que la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et l'ASBL ATELIER GROOT EILAND reconnaissent et acceptent expressément le caractère éminemment précaire de l'occupation par les présentes autorisations ;
Considérant que le délai de préavis de 10 mois, inhabituel pour une convention d'occupation à titre précaire, a été spécifiquement négocié et convenu entre les parties (asbl, la Région et la Commune) ;
Considérant que l'ASBL ATELIER GROOT EILAND disposera, de la mise à disposition de la totalité de la parcelle d'une superficie totale de 2069m² (dont environ 1300m² sont consacrés à un espace de maraichage urbain et le reste d'environ 800m² est aménagé en jardin ornemental et de biodiversité, incluant un espace poulailler clôturé et un espace de convivialité) à l'exception de la taille des arbustes et des arbres que sera assurée par la Commune ;
Considérant que la surface non occupée des parcelles sera entretenue de manière à valoriser écologiquement le terrain, que cette valorisation se matérialisera par divers aménagements de plantations (plantations d'intérêt écologique, plantes indigènes, plantes mellifères prés fleuri,...) ;
Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi Communale ;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver la convention d'occupation précaire des parcelles cadastrées division II, section B, n° 495 E 2 et n° 495 G 2 d'une surface totale de 2.069 m² situées sur l'ancien bras de la Senne, entre la Région de Bruxelles-Capitale et la Commune (annexe 3);

Article 2 :

D'approuver la convention d'occupation précaire des parcelles cadastrées division II, section B, n° 495 E 2 et n° 495 G 2 d'une surface totale de 2.069 m² situées sur l'ancien bras de la Senne, entre la Commune et l'ASBL ATELIER GROOT EILAND (annexe 1) ;

Article 3 :

de transmettre le dossier aux autorités de tutelle.

Le Conseil approuve le point.

31 votants : 30 votes positifs, 1 abstention.

Departement Duurzame Ontwikkeling en Openbare Ruimte
Duurzame Ontwikkeling - Wijk Bellevue - Oude zijtak van de Zenne - Goedkeuring
van de vernieuwing van de vergunning voor tijdelijk gebruik.

DE RAAD,

Overwegende dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest eigenaar is van de percelen ingeschreven in afdeling II, afdeling B, nr. 495 E 2 en nr. 495 G 2 met een totale oppervlakte van 2.069 m² (bijlage 2) waarop het op 25/09/2014 met de gemeente Sint-Jans-Molenbeek een vergunning voor tijdelijk gebruik heeft afgesloten (bijlage 4), aangevuld met twee wijzigingen, in het kader van een tijdelijke leegstand van deze percelen;

Overwegende dat deze percelen een voormalige zijtak van de Zenne vormen;

Overwegende dat deze vergunning voor tijdelijk gebruik - evenals de wijzigingen ervan - bestemd was voor de aanleg van een groentetuin in de wijk BelleVue ;

Overwegende dat het beheer en de exploitatie van de site werden toevertrouwd aan de VZW ATELIER GROOT EILAND;

Overwegende dat de evolutie van het project stedelijke agro-ecologie en van de opdrachten die voor dit project aan de VZW ATELIER GROOT EILAND zijn toevertrouwd, ontwikkelingen vereisen die niet zijn voorzien in de tijdelijke overeenkomst van 25/09/2014 en de wijzigingen ervan, en bijgevolg vereisen dat de gebruiksvoorwaarden opnieuw worden bepaald;

Overwegende dat de uit te voeren werkzaamheden bestaan uit de aanleg van een terras aan de achterzijde van het Bellevue-gebouw, waarvoor een bouwvergunning is verkregen, alsmede de herinrichting van een gezellige ruimte voor tuindoeleinden, zoals vermeld in bijlage 5 ;

Overwegende dat partijen, met het oog op een betere leesbaarheid van deze gebruiksvoorwaarden, zijn overeengekomen de tijdelijke overeenkomst van 25/09/2014 in onderling overleg te beëindigen om een nieuwe tijdelijke gebruiksovereenkomst te sluiten waarin de verplichtingen tussen de partijen worden geactualiseerd;

Gezien de overeenkomst voor de vergunning van het tijdelijke gebruik tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, eigenaar van de percelen, en de gemeente, die als bijlage 3 is bijgevoegd;

Overwegende dat de overeenkomst voor de terbeschikkingstelling van een terrein gelegen op de vroegere Zinnekebedding (BelleVue), tussen de Gemeente en de vzw ATELIER GROOT EILAND in bijlage 1 (in fr en nl) om haar een recht van gebruik op tijdelijke basis te verlenen;

Overwegende dat de vzw ATELIER GROOT EILAND partner van de gemeente is bij diverse milieuprojecten, in het bijzonder bij projecten op het gebied van duurzame voeding;

Overwegende dat het gebruik van het terrein gericht is op de ontwikkeling van acties en projecten die verband houden met deze problematiek en dat de vzw subsidies heeft ontvangen die door de gemeente zijn toegekend in het kader van gewestelijke gesubsidieerde programma's (Alliance Emploi-Environnement, GoodFood-strategie, Duurzaam Wijkcontract, Europees project FoodWave) en die op het moment van de huidige overeenkomst nog steeds ontvangt;

Overwegende dat de gemeente Sint-Jans-Molenbeek en de vzw ATELIER GROOT EILAND uitdrukkelijk erkennen en aanvaarden dat het gebruik door de onderhavige vergunningen zeer tijdelijk is;

Overwegende dat de opzegtermijn van 10 maanden, die ongebruikelijk is voor een tijdelijke gebruiksovereenkomst, specifiek is onderhandeld en overeengekomen tussen de

partijen (vzw, het Gewest en de gemeente);

Overwegende dat de vzw ATELIER GROOT EILAND de beschikking zal hebben over het geheel van het terrein met een totale oppervlakte van 2069m² (waarvan ongeveer 1300m² bestemd is voor een stedelijk tuinbouwgedeelte en de rest van ongeveer 800m² ingericht is als sier- en biodiversiteitstuin, met inbegrip van een omheind kippenhok en een gezellig gedeelte), met uitzondering van het snoeien van struiken en bomen dat door de gemeente zal worden uitgevoerd;

Overwegende dat het onderhoud van de niet-gebruikte oppervlakte van de percelen gericht is op het vergroten van de ecologische waarde van het terrein, dat deze vergroting van de ecologische waarde zal worden geconcretiseerd door verschillende beplantingsregelingen (aanplantingen van ecologisch belang, inheemse planten, bloeiende weidegronden met honingdragende planten,...);

Gelet op de artikelen 117 en 232 van de nieuwe gemeentewet;

BESLUIT:

Artikel 1:

Goedkeuring van de overeenkomst voor de vergunning tot tijdelijk gebruik van de percelen ten kadaster gekend als afdeling II, sectie B, n° 495 E 2 en n° 495 G 2 met een totale oppervlakte van 2.069 m² gelegen aan de voormalige arm van de Zenne, tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeente (bijlage 3);

Artikel 2 :

Goedkeuring van de overeenkomst voor de vergunning tot tijdelijk gebruik van de percelen ten kadaster gekend als afdeling II, sectie B, n° 495 E 2 en n° 495 G 2 met een totale oppervlakte van 2.069 m² gelegen aan de voormalige arm van de Zenne, tussen de Gemeente en de vzw ATELIER GROOT EILAND (bijlage 1);

Artikel 3:

Om het dossier aan de toezichthoudende overheid over te dragen.

De Raad keurt het punt goed.

31 stemmers : 30 positieve stemmen, 1 onthouding.

23.06.2021/A/0031

Département des Ressources Humaines

PUIC - Approbation de la convention relative à la sous-traitance dans le cadre des appels par les communes concernant les réservations pour la vaccination.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale ;

Vu l'article 97 de la Nouvelle Loi communale ;

Considérant que l'urgence est motivée par :

- la pandémie de covid-19 depuis 2019-2020 et aboutissant aujourd'hui à une situation vaccinale globalement positive pour les groupes d'âge les plus fragiles de façon générale dans le pays ;
- la situation vaccinale actuellement nettement moins favorable en Région de bruxelles-Capitale, dont le résultat est qu'il ne peut être garanti que le niveau de reproduction puisse localement être maintenu sous le seuil épidémique ;

- le besoin qu'ont à Molenbeek Saint Jean environ 3000 personnes fragiles de recevoir des informations complètes et directes sur les enjeux et modalités de la vaccination sur leur santé et celle de leurs concitoyens, ainsi qu'un accompagnement éventuel pour la prise de rendez-vous ;
- la fin de la phase 1b, pendant laquelle les 3000 personnes susvisées étaient prioritaires par rapport au reste de la population ;
- la volonté importante et massive des personnes non prioritaires à se faire également vacciner au plus vite, pour des raisons légitimes d'une part, mais aussi dans le cadre des prochains départs en vacances ;

Considérant que le taux actuel de vaccination des Molenbeekois de + de 65 ans est inférieur à la moyenne nationale ;

Considérant qu'afin de gérer la crise liée au COVID-19, le dispositif a été élaboré par la Cocom et piloté par les Services du Collège réuni, dont la vaccination constitue une partie essentielle ;

Considérant que dans ce cadre, il est essentiel qu'un maximum de citoyens se fassent vacciner afin de limiter la propagation du virus ;

Considérant que dans le but de simplifier la prise de rendez-vous pour la vaccination, et à l'appui du dispositif existant, les Communes qui le souhaitent, peuvent prendre contact avec leurs citoyens afin de les aider à prendre des rendez-vous pour leur vaccination ;

Considérant que cette convention décrit les modalités selon lesquelles cette initiative peut être exécutée et la manière dont les données des citoyens sont mises à disposition de la commune ;

Considérant que le respect du RGPD est assuré par la Cocom (mise à jour quotidienne de la base de données, suppression périodique définitive des fichiers...);

Considérant que l'avis du Data protection Officer a été sollicité ;

Considérant qu'il ressort de cette consultation que le protocole ne s'appuie sur aucune base légale pour procéder aux traitements de données à caractère personnel ;

Considérant, par ailleurs, que le contrat de sous-traitance demande, à juste titre, au sous-traitant de recueillir le consentement des personnes contactées dès le moment où le call center collecte et/ou utilise le numéro d'identification du registre national pour les aider à prendre un rendez-vous auprès d'un centre de vaccination ;

Considérant qu'il est matériellement impossible de recueillir, au téléphone, par un acte clair, positif et non ambigu le consentement des personnes concernées ;

Considérant dès lors qu'il n'est pas possible pour le sous-traitant de répondre à l'exigence du responsable de traitement ;

Considérant que ces réserves ont été transmises au Responsable du traitement ;

Considérant que la Cocom se propose de donner une formation spécifique par webinaire aux agents appelants qui pourraient prendre rendez-vous pour le citoyen sur la plateforme BRUVAX;

Considérant qu'un renfort provisoire de call-takers sera nécessaire au call-center pour effectuer cette tâche, par des détachements d'agents des différents départements pendant quelques jours ;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver la convention avec les Services du Collège réuni de la Commission communautaire commune telle que reprise en annexe pour faire partie intégrante de la présente délibération.

La présente délibération ne sera pas transmise à l'Autorité de Tutelle conformément aux dispositions de l'Ordonnance du 14 mai 1998 ainsi qu'à celles de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la Tutelle administrative tels qu'en vigueur en ce jour.

Le Conseil approuve le point.

31 votants : 29 votes positifs, 2 abstentions.

Departement Human Resources

PUIC - Goedkeuring van de overeenkomst inzake uitbesteding in het kader van de door de gemeenten ingestelde beroepen betreffende de reserveringen voor vaccinatie.

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet ;

Gelet op artikel 97 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Overwegende dat de noodtoestand is ingegeven door :

- de covid-19-pandemie sinds 2019-2020 en wat vandaag resulteert in een algemene positieve vaccinatiesituatie voor de kwetsbaarste leeftijdsgroepen in het algemeen in het land ;
- de momenteel veel minder gunstige vaccinatiesituatie in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, waardoor niet kan worden gegarandeerd dat het reproductiepeil plaatselijk onder de epidemische drempel kan worden gehouden ;
- de behoefte in Sint-Jans-Molenbeek van ongeveer 3.000 kwetsbare personen aan volledige en directe informatie over de problematiek en de vaccinatiemethoden voor hun gezondheid en die van hun medeburgers, alsmede eventuele hulp bij het maken van een afspraak ;
- het einde van fase 1b, waarin de 3.000 bovengenoemde personen voorrang kregen op de rest van de bevolking ;
- de aanzienlijke en massale wens van niet-prioritaire personen om ook zo spoedig mogelijk te worden gevaccineerd, enerzijds om legitieme redenen, maar anderzijds ook in de context van de aanstaande vakantie-uittochten ;

Aangezien de huidige vaccinatiegraad van de Molenbeekse bevolking boven de 65 jaar lager ligt dan het nationale gemiddelde ;

Om de crisis in verband met COVID-19 te beheersen, werd het mechanisme uitgewerkt door de Cocom en getest door de diensten van het verenigd College, waarvan de vaccinatie een essentieel onderdeel vormt ;

Overwegende dat het in dit verband van essentieel belang is dat een zo groot mogelijk aantal burgers wordt gevaccineerd, teneinde de verspreiding van het virus te beperken ;

Overwegende dat, om het maken van afspraken voor de vaccinatie te vereenvoudigen, en ter ondersteuning van het bestaande systeem, de gemeenten die dat wensen, contact kunnen opnemen met hun burgers om hen te helpen afspraken te maken voor hun vaccinatie;

Overwegende dat deze overeenkomst beschrijft op welke wijze dit initiatief kan worden uitgevoerd en op welke wijze de gegevens van de burgers ter beschikking van de gemeente worden gesteld;

Ervan uitgaande dat de naleving van de RGPD wordt gewaarborgd door de Cocom

(dagelijkse bijwerking van de gegevensbank, periodieke definitieve verwijdering van bestanden...);

Overwegende dat het advies van de functionaris voor gegevensbescherming is ingewonnen;

Overwegende dat het advies van de functionaris voor gegevensbescherming is ingewonnen;

Overwegende dat uit deze raadpleging blijkt dat het protocol geen rechtsgrondslag heeft voor de verwerking van persoonsgegevens ;

Overwegende voorts dat de onderaannemingsovereenkomst de onderaannemer terecht verplicht om de toestemming van de gecontacteerde personen te verkrijgen vanaf het moment waarop het callcenter het identificatienummer van het nationale register verzamelt en/of gebruikt om hen te helpen een afspraak met een vaccinatiecentrum te maken ;

Overwegende dat het materieel onmogelijk is de toestemming van de betrokken personen telefonisch op duidelijke, positieve en ondubbelzinnige wijze te verkrijgen ;

Ervan uitgaande dat de processor niet aan de eisen van de controller kan voldoen ;

Ervan uitgaande dat deze voorbehouden aan de verantwoordelijke voor de verwerking zijn toegezonden ;

Terwijl Cocom voorstelt een specifieke opleiding via webinars te geven aan call agents die op het BRUVAX-platform een afspraak met de burger kunnen maken ;

Ervan uitgaande dat een tijdelijke versterking van call-takers in het call-center nodig zal zijn om deze taak uit te voeren, door detacheringen van agenten van verschillende afdelingen gedurende enkele dagen ;

BESLUIT :

Enig artikel:

Goedkeuring van de overeenkomst met de diensten van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, zoals bijgevoegd in de bijlage, die een integrerend deel uitmaakt van deze beraadslaging.

Deze beraadslaging zal niet worden overgemaakt aan de Trustee-autoriteit overeenkomstig de bepalingen van de ordonnantie van 14 mei 1998 alsook die van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overmaking van de akten van de gemeentelijke overheden met het oog op de uitoefening van het administratief Trustee-schap, zoals van kracht op heden.

De Raad keurt het punt goed.

31 stemmers : 29 positieve stemmen, 2 onthoudingen.

23.06.2021/A/0032

Département Services généraux et Démographie

Action sociale - Outsourcing de personnel médical - Approbation du cahier des charges.

LE CONSEIL,

Vu l'article 234 § 1^{er} de la Nouvelle Loi Communale relatif à la procédure de passation des marchés publics et des contrats de concessions ;

Vu l'article 42 §1^{er}, 1^o de la loi du 17 juin 2016 relative marchés publics ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative marchés publics et l'ensemble de ses arrêtés

d'exécutions, en particulier les articles 88 et 89 §1^{er}- 2^o prévoyant la possibilité de passer un marché public par procédure négociée sans publication préalable (seuil inférieur à 750.000,00 EUR HTVA – services sociaux et autres services spécifiques) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;

Vu la situation de la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19 ;

Vu la nécessité de pouvoir tester et vacciner la population belge au plus vite ;

Vu la nécessité d'augmenter la capacité de tester et de vacciner pour atteindre l'immunité collective au plus vite ;

Vu la nécessité de garder les centres ouverts et opérationnels avec une capacité maximum et du personnel en suffisance pour assurer tous les slots en tout temps ;

Vu l'avis de tutelle du 26 mai 2021 émis par la Région de Bruxelles-Capitale concernant la procédure de passation lancée en date du 08 avril 2021 par le Collège des Bourgmestre et Echevins et ratifiée le 21 avril 2021 par le Conseil Communal ;

Considérant que la COCOM s'est engagée à assurer le financement complet du fonctionnement des centres sur base de l'introduction d'un dossier de subvention ;

Considérant que le fonctionnement du centre de test, désormais agréé, est prolongé jusqu'au 30 juin 2021 et que le centre de vaccination est opérationnel depuis le 15 mars 2021, et pour ce faire doit pouvoir faire appel à plus de personnel infirmier et des médecins ;

Considérant que pour le bon fonctionnement des centres de vaccination et de test, il y a lieu de collaborer avec une société de Outsourcing du personnel médical.

Considérant le cahier des charges ci-joint relatif au marché "Outsourcing de personnel médical" établi le 2 juin 2021 par la Commune de Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 620.000,00 EUR TVAC ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant que le marché public de Service n'est pas divisé en lots ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense sera inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2021, article 140/122-03 et sera financé par les subsides dont l'octroi est confirmé par la Commission Communautaire Commune en application de l'Arrêté n°FacSub/20/264 du Collège de la Commission Communautaire Commune accordant un subventionnement de 1.916.163,86€ à la Commune de Molenbeek-Saint-Jean pour les années 2020-2021 (période du 01/10/2020 au 30/06/2021) et portant le Droit Constaté 644/2021, sous réserve de l'approbation de la modification budgétaire pour le centre de vaccination et par l'INAMI pour le centre de test ;

Considérant que le droit constaté 2133/2020 couvre les dépenses du centre de test jusqu'au 31 mars 2021.

DECIDE :

Article 1er

De renoncer à la procédure lancée le 08 avril 2021 et ratifiée le 21 avril 2021 et de lancer une nouvelle procédure de marché public ;

Article 2

D'approuver le cahier des charges ci-joint du 02 juin 2021 et le montant estimé du marché

“Outsourcing de personnel médical”, établis par la Commune de Molenbeek-Saint-Jean. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 620.000,00 EUR TVAC.

Article 3

De passer le marché par la procédure négociée sans publication préalable.

Article 4

De transmettre cette délibération en double exemplaire à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Article 5

D'engager la dépense au budget ordinaire de l'exercice 2021, article 140/122-03 couverte par un subside en application de l'Arrêté n°FacSub/20/264 du Collège de la Commission Communautaire Commune accordant un subventionnement de 1.916.163,86€ à la Commune de Molenbeek-Saint-Jean pour les années 2020-2021 (période du 01/10/2020 au 30/06/2021) et portant le Droit Constaté 644/2021 et financé par l'INAMI pour le centre de test dont le droit constaté 2133/2020 couvre les dépenses du centre de test jusqu'au 31 mars 2021.

Le Conseil approuve le point.

31 votants : 29 votes positifs, 2 abstentions.

Departement Algemene diensten en Demografie

Sociale Actie - Outsourcing voor medisch personeel - Goedkeuring van het bestek.

DE RAAD,

Gelet op artikel 234, §1 van de nieuwe gemeentewet inzake de procedure volgens dewelke de overheidsopdrachten en de concessieovereenkomsten worden gegund;

Gelet op artikel 42 §1er ,1° van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten ;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten en al haar uitvoeringsbesluiten, met name de artikelen 88 en 89 §1- 2° die voorzien in de mogelijkheid om een overheidsopdracht te gunnen via een onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking (drempel onder 750.000,00 EUR exclusief btw - sociale diensten en andere specifieke diensten);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot vaststelling van de algemene regels voor de uitvoering van overheidsopdrachten en de latere wijzigingen ervan;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies;

Gelet op de situatie van de gezondheidscrisis ten gevolge van de pandemie Covid-19;

Gelet op de noodzaak om de Belgische bevolking zo snel mogelijk te kunnen vaccineren ;

Gelet op het feit dat de test- en vaccinatiecapaciteit moet worden opgevoerd om zo snel mogelijk groepsimmunitet te bereiken ;

Gelet op de noodzaak dat de centra open en operationeel moeten blijven met een maximale capaciteit en voldoende personeel om alle oproepingen op elk moment te dekken ;

Gelet op het beslissing van het toezicht van 26 mei 2021 van de Gewestelijke overheidsdienst Brussel inzake de plaatsingsprocedure ingeleid op 08 april 2021 door het College van Burgemeester en Schepenen en door de gemeente raad op 21 april 2021 geratificeerd.

Overwegende dat de Gemeentelijke Gemeenschapscommissie zich ertoe heeft verbonden de werking van de centra volledig te financieren op basis van de indiening van een subsidieaanvraag;

Overwegende dat de werking van het nu goedgekeurde testcentrum wordt verlengd tot 30 juni 2021 en dat het vaccinatiecentrum sinds 1 maart 2021, operationeel is en daartoe een beroep moet kunnen doen op meer verplegend personeel en artsen;

Overwegende dat, om de goede werking en de financiering van het vaccinatiecentrum te verzekeren het noodzakelijk is om samen te werken met een outsourcingbedrijf voor medisch personeel;

Overwegende het bijgevoegd bestek betreffende het contract "Uitbesteding van medisch personeel" dat op 2 juni 2021 door de gemeente Sint-Jans-Molenbeek is opgesteld;

Overwegende dat het geraamde bedrag van deze opdracht 620.000,00 euro inclusief BTW bedraagt;

Overwegende dat wordt voorgesteld de opdracht te gunnen via een onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat de openbare onderhandsopdracht niet in percelen verdeeld is;

Overwegende dat de kredieten voor deze uitgave zullen opgenomen worden in het gewone budget van het jaar 2021, artikel 140/122-03, en zullen worden gefinancierd met de door de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie bevestigde subsidies in toepassing van besluit n°FacSub/20/264 van Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad toekenning van een subsidie van 1.916.163,86€ aan Gemeentebestuur Sint-Jans-Molenbeek voor 2020-2021 (periode van 01/10/2020 tot 30/06/2021) en met Vastgesteld Recht 644/2021 en onder voorbehoud van goedkeuring van de begrotingswijziging voor vaccinatiecentrum en door de RIZIV voor testcentrum ;

Overwegende dat het vastgelegd recht 2133/2020 de onkosten van het testcentrum dekt tot en met 31 maart 2021;

BESLUIT:

Artikel 1:

Van de procedure van 08 april 2021 geratificeerd op 21 april 2021 af te zien en een nieuwe overheidsopdrachten procedure te starten ;

Artikel 2:

Het bijgevoegd bestek van 02 juni 2021 goed te keuren en het geschatte bedrag van opdracht « uitbesteding van medisch personeel », door gemeentebestuur Sint-Jans-Molenbeek vast te stellen. De voorwaarden zijn opgenomen in het bestek en in de algemene voorschriften voor de uitvoering van overheidsopdrachten. Het geschatte bedrag is 620.000,00 EUR BTW.

Artikel 3 :

Een overheidsopdracht via een onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking te plaatsen.

Artikel 4 :

De beraadslaging in tweevoud toe te zenden aan de toezichhoudende overheid met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht.

Artikel 5 :

De uitgaven op de gewone begroting van begrotingsjaar 2021, artikel 140/122-03 met de door de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie bevestigde subsidies in toepassing van besluit n°FacSub/20/264 van Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad toekenning van een subsidie van 1.916.163,86€ aan Gemeentebestuur Sint-Jans-Molenbeek voor 2020-2021 (periode van 01/10/2020 tot 30/06/2021) en met Vastgesteld Recht 644/2021 en onder voorbehoud van goedkeuring van de

begrotingswijziging te voorzien en door de RIZIV voor testcentrum te financiën. met het vastgelegd recht 2133/2020 de onkosten van het testcentrum dekt tot en met 31 maart 2021.

De Raad keurt het punt goed.

31 stemmers : 29 positieve stemmen, 2 onthoudingen.

23.06.2021/A/0033

Prévention et Vie Sociale

Cultures - Théâtre au Château du Karreveld - Eté 2021 - Bruxellons - Octroi de subsides.

LE CONSEIL,

Vu le règlement relatif à l'octroi de subsides établi par le Conseil communal en séance du 23 avril 2018;

Vu le courrier daté du 31 mars 2021 dans lequel Monsieur Olivier Moerens, Président de l'asbl Bulles Production, située av de Broqueville 167 à 1200 Bruxelles, numéro d'entreprise 0463 940 805, IBAN BE97 1430 7177 4849, demande d'organiser, comme chaque été depuis 23 ans, un festival de théâtre d'été au Château du Karreveld, du 11 juillet 2017 au 30 septembre 2021;

Considérant qu'un subside exceptionnel en raison des restrictions liées à la crise sanitaire est demandé par l'asbl Bulles Production pour la mise sur pied du festival de théâtre d'été 2021 ;

Considérant que les montants suivants sont disponibles :

- 7.000 € à l'article 7620/332/02 du budget ordinaire 2021 dans le but de soutenir Bulles Production par un subside pour le festival Bruxellons 2021 ;

Considérant que de substantielles réductions seront proposées tant aux Molenbeekois qu'aux membres du personnel ;

Considérant le risque important pris par les organisateurs pour malgré la crise Covid 19 monter un festival d'une telle envergure ;

Considérant que de telles manifestations s'inscrivent dans la politique culturelle de la commune ;

DECIDE :

Article unique :

D'octroyer un subside de 7.000 € à l'asbl Bulles Production, située avenue de Broqueville 167 à 1200 Bruxelles, numéro d'entreprise 0463 940 805, IBAN BE97 1430 7177 4849 et d'engager la dépense de 7.000,00 EUR à l'article 7620/332/02 du budget ordinaire de l'exercice 2021.

Le Conseil approuve le point.

31 votants : 30 votes positifs, 1 abstention.

Preventie en Sociale Leven

Culturen - Theater in het Karreveldkasteel - Zomer 2021 - Bruxellons - Toekenning van subsidies.

DE RAAD,

Gelet op de verordening betreffende de toekenning van subsidies, vastgesteld door de gemeenteraad in zijn vergadering van 23 april 2018;

Gezien de brief van 31 maart 2021 waarin de heer Olivier Moerens, voorzitter van de vzw Bulles Production, gevestigd aan de Broquevillelaan 167 te 1200 Brussel, ondernemingsnummer 0463 940 805, IBAN BE97 1430 7177 4849, verzoekt om, zoals elke zomer de voorbije 23 jaar, een zomertheaterfestival te organiseren in het Kasteel van Karreveld, van 11 juli 2017 tot 30 september 2021;

Overwegende dat een uitzonderlijke subsidie wegens de beperkingen in verband met de sanitaire crisis wordt aangevraagd door de vzw Bulles Production voor de organisatie van het zomertheaterfestival 2021;

In aanmerking genomen dat de volgende bedragen beschikbaar zijn: 7.000 € naar artikel 7620/332/02 van de gewone begroting 2021 om Bulles Production te steunen met een subsidie voor het festival Bruxellons 2021 ;

Ervan uitgaande dat zowel de Molenbeekse bevolking als de personeelsleden aanzienlijke kortingen zullen krijgen;

Gezien het grote risico dat de organisatoren hebben genomen om ondanks de crisis van Covid 19 een dergelijk grootschalig festival op te zetten;

Overwegende dat dergelijke evenementen deel uitmaken van het cultuurbeleid van de gemeente;

BESLUIT :

Enig artikel:

Een subsidie van 7.000 euro toe te kennen aan de vzw Bulles Production, gevestigd aan de Broquevillelaan 167 te 1200 Brussel, ondernemingsnummer 0463 940 805, IBAN BE97 1430 7177 4849 en de uitgave van 7.000,00 euro vast te leggen op artikel 7620/332/02 van de gewone begroting voor het begrotingsjaar 2021.

De Raad keurt het punt goed.

31 stemmers : 30 positieve stemmen, 1 onthouding.

23.06.2021/A/0034

Département Services généraux et Démographie

Secrétariat communal - Approbation de la charte de bonne conduite du Conseil communal de Molenbeek-Saint-Jean.

LE CONSEIL,

Après avoir accepté l'introduction en urgence par un vote en début de séance, ce point n'étant pas inscrit à l'ordre du jour;

DECIDE :

Article unique :

Décide d'approuver la charte de bonne conduite du Conseil communal de Molenbeek-Saint-Jean, ci-annexée.

CHARTE DE BONNE CONDUITE **Conseil communal de Molenbeek-Saint-Jean**

En signant cette Charte, moi, mandataire politique, membre du conseil communal de Molenbeek, reconnais que :

- Les conseillers représentent chacun séparément leurs électeurs mais, ensemble, ils incarnent la commune toute entière. Cela implique qu'ils prennent soin de ne pas nuire par leurs actes à l'image de Molenbeek-Saint-Jean.
- Le conseil communal est un espace de droits et de devoirs, ainsi que de respect. L'organisation des débats est régie par le Règlement d'Ordre Intérieur du Conseil. C'est seulement en respectant ce Règlement que les 45 conseillers peuvent débattre de manière utile et claire pour le public.
- Le président de séance est seul chargé de la police de l'assemblée. Il organise les travaux et respecte le droit à la parole de tous les membres de l'assemblée dans le cadre du ROI.

En signant cette Charte, je m'engage de plus à appliquer les règles de courtoisie suivantes :

- Lire et respecter le Règlement d'Ordre Intérieur ;
- Demander la parole ;
- Ne pas monopoliser la parole ;
- Respecter les temps de parole ;
- Ecouter et ne pas interrompre ;
- Prévenir en cas d'absence ;
- Rester maître de soi en toute circonstance;
- Faire preuve de respect à l'égard du président de séance;
- Faire preuve de respect à l'égard des autres membres de l'assemblée ;
- Faire preuve de respect à l'égard du secrétaire communal et des fonctionnaires apportant leur aide, sous quelque forme que ce soit, à la tenue de la séance.

Enfin, en cas de réunion du Conseil par vidéoconférence, je m'engage à :

- Vérifier en amont la qualité de ma connexion ;
- Couper mon micro quand je n'ai pas la parole ;
- M'isoler dans un endroit calme afin de ne pas être interrompu durant le Conseil ;
- Lever la main virtuellement quand je souhaite intervenir ;
- Ne pas interférer avec les demandes de prises de parole des autres membres de l'Assemblée.

Lieu et date :
Nom et prénom du conseiller :

Signature du conseiller.

Le point est retiré de l'ordre du jour.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Goedkeuring van het handvest van goed gedrag van de Gemeenteraad van Sint-Jan Molenbeek.

DE RAAD,

Na aan het begin van de zitting bij stemming te hebben ingestemd met de invoering van dit punt als spoedgeval, aangezien het niet op de agenda stond;

BESLUIT :

Enig artikel:

Goedkeuring van het handvest van goed gedrag van de gemeenteraad van Sint-Jans-Molenbeek.

HANDVEST VAN GOED GEDRAG
Gemeenteraad van Sint-Jans-Molenbeek

Door dit handvest te ondertekenen, erken ik, politiek vertegenwoordiger, lid van de gemeenteraad van Molenbeek, dat :

- De raadsleden vertegenwoordigen elk afzonderlijk hun kiezers, maar samen belichamen zij de hele gemeente. Dit betekent dat zij ervoor moeten waken dat zij met hun acties het imago van Sint-Jans-Molenbeek schaden.
- De gemeenteraad is een plaats van rechten en plichten, maar ook van respect. De organisatie van de debatten is geregeld in het reglement van orde van de Raad. Alleen als deze regels worden nageleefd, kunnen de 45 raadsleden op een voor het publiek nuttige en duidelijke manier debatteren.
- De voorzitter van de vergadering is als enige verantwoordelijk voor de leiding van de vergadering. Hij of zij organiseert de werkzaamheden en eerbiedigt het recht van alle leden van de vergadering om in het kader van het reglement van orde van de Raad het woord te voeren.

Door dit handvest te ondertekenen, verbind ik mij er voorts toe de volgende beleefdheidsregels in acht te nemen:

- Lees en respecteer het Reglement van Orde;
- Om het woord te vragen;
- Niet het woord monopoliseren;
- Respecteer de spreektijd;
- Luister en onderbreek niet;
- Verwittig in geval van afwezigheid;

- Blijf zelfbeheersing houden in alle omstandigheden;
- Toon respect voor de voorzitter van de vergadering;
- Toon respect voor de andere leden van de vergadering;
- Toon respect voor de gemeentesecretaris en voor ambtenaren die op enigerlei wijze behulpzaam zijn bij het houden van de zitting.

Tot slot verbind ik mij ertoe om in geval van een gemeenteraad per videoconferentie :

- Controleer de kwaliteit van mijn verbinding van tevoren:
- Zet mijn microfoon uit als ik niet spreek;
- Isoleer mezelf op een rustige plaats om niet onderbroken te worden tijdens de gemeenteraad;
- Steek mijn hand op als ik wil spreken;
- Bemoeit me niet met verzoeken van andere leden van de zitting om het woord te voeren.

Plaats en datum :

Naam en Voornaam van het raadslid :

Handtekening van het raadslid.

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

23.06.2021/A/0035

Département Services généraux et Démographie

Affaires juridiques - Confirmation l'ordonnance de police portant l'obligation du port du masque dans les lieux à fort niveau d'affluence.

LE CONSEIL,

Après avoir accepté l'introduction en urgence par un vote en début de séance, ce point n'étant pas inscrit à l'ordre du jour;

Vu l'article 135, §2, 5° de la Nouvelle loi communale qui dispose que les communes ont pour mission de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la sécurité, de la sûreté et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics et notamment le soin de prévenir, par les précautions convenables, et celui de faire cesser par la distribution des secours nécessaires, les accidents et fléaux calamiteux, tels que les incendies, les épidémies et les épizooties ;

Vu l'article 134 de la même loi qui, en cas d'urgence, confie cette compétence réglementaire de police au bourgmestre, lorsque le moindre retard pourrait occasionner des dangers ou des dommages pour les habitants ;

Vu l'Arrêté du Ministre-Président du 7 juin 2021 abrogeant l'arrêté du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 mai 2021 arrêtant des mesures complémentaires à celles arrêtées par le ministre de l'Intérieur afin de limiter la propagation du coronavirus COVID 19 – qui abroge le port du masque et interdiction d'alcool de 22h à 5h;

Considérant qu'à partir du 9 juin 2021 il revient aux autorités locales de préciser

les lieux publics ou privés à forte fréquentation où le port du masque est obligatoire ;

Vu l'Ordonnance de Police du Bourgmestre f.f. prise en date du 8 juin 2021 portant l'obligation du port du masque dans les lieux à fort niveau d'affluence et qui est applicable jusqu'au 9 juillet 2021 inclus, et qu'il y a lieu de la confirmer ;

DECIDE :

Article unique :

De confirmer l'ordonnance de Police du Bourgmestre f.f. du 8 juin 2021 portant l'obligation du port du masque dans les lieux à fort niveau d'affluence.

Le Conseil approuve le point.

31 votants : 30 votes positifs, 1 abstention.

Departement Algemene diensten en Demografie

Juridische Zaken - Bevestiging van de politieverordening dat het dragen van maskers in drukke gebieden verplicht stelt

DE RAAD,

Na aan het begin van de zitting bij stemming te hebben ingestemd met de invoering van dit punt als spoedgeval, aangezien het niet op de agenda stond;

Gelet op artikel 135 §2, 5° van de nieuwe gemeentewet die bepaalt dat de gemeenten tot taak hebben om, ten behoeve van de inwoners, te voorzien in een goede politie, met name over de veiligheid en de rust op openbare wegen en plaatsen en in openbare gebouwen en dat het hun meer bepaald toekomt om de passende maatregelen te nemen om rampen en plagen, zoals brand, epidemieën en epizoötieën te voorkomen en te doen ophouden door de nodige hulp te verstrekken;

Gelet op artikel 134 van diezelfde wet die, in geval van nood, die regelgevende bevoegdheid van de politie aan de burgemeester toevertrouwt, wanneer de minste vertraging gevaar of schade zou kunnen opleveren voor de bewoners;

Gelet op het Besluit van de Minister-President van 7 juni 2021 tot opheffing van het besluit van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 4 mei 2021 tot bepaling van bijkomende maatregelen naast degene die bepaald zijn door de minister van Binnenlandse Zaken om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken die de mondkemperplicht en alcoholverbod van 22u tot 5u opheft ;

Overwegende dat vanaf 9 juni 2021 het de taak van de lokale autoriteiten is de openbare of private plaatsen te bepalen waar er een grote toeloop is en waar het dragen van een mondkemper verplicht is;

Gelet op de politieverordening van de wnd. burgemeester van 8 juni 2021 dat het dragen van maskers in drukke gebieden verplicht stelt en die van toepassing is tot en met 9 juli 2021, en dat het nodig is deze goed te keuren ;

BESLIST :

Enig artikel :

De politieverordening van de wnd. burgemeester van 8 juni 2021 dat het dragen van maskers in drukke gebieden verplicht stelt wordt goedgekeurd.

De Raad keurt het punt goed.

31 stemmers : 30 positieve stemmen, 1 onthouding.

23.06.2021/A/0036

Département Infrastructures et Développement urbain

Département Infrastructures et Développement Urbain - Approbation du projet et de l'introduction de la demande de subside dans le cadre de la Politique de la Ville - Axe 1 concernant la réfection d'une partie de la chaussée de l'avenue des Tamaris.

LE CONSEIL,

Après avoir accepté l'introduction en urgence par un vote en début de séance, ce point n'étant pas inscrit à l'ordre du jour;

Vu l'arrêté du 19 janvier 2017 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la Politique de la Ville;

Considérant que l'Axe 1 de la Politique de la Ville concerne l'aménagement du territoire permettant e.a. de subventionner des mesures d'intervention rapide contre les dégradations de l'espace public;

Considérant que le tronçon visé de l'avenue des Tamaris (entre l'avenue du Condor et le Boulevard Louis Mettwie) est fortement endommagé et revêt un caractère dangereux pour les automobilistes, piétons et les différents 2 roues (motos et vélos);

Considérant la présence de l'école n°15 à proximité immédiate qui induit une présence plus importante d'enfants, de piétons et d'utilisateurs à vélo;

Considérant que l'état de la voirie ne permet pas une bonne évacuation des eaux de surface;

Considérant que le taux de subside est porté in casu à 85% avec un plafond de 25.000EUR HTVA par secteur statistique par an;

Considérant que le périmètre concerné se situe sur 2 secteurs statistiques (Condor et Daring), le subside est donc porté à 50.000,00EUR HTVA;

Vu l'estimation des travaux réalisée par le service voiries de la division technique du Département Infrastructures et Développement urbain, qui s'élève à 200.550,00 EUR TVAC ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 24/12/2019 relative à la réfection à l'identique des trottoirs et de l'asphalte ainsi que la plantation d'arbres à 1080 Molenbeek-Saint-Jean d'attribuer le marché de travaux à la firme NUTONS SA, d'engager la dépense totale de 7.622.215,58 EUR TVAC au nom de NUTONS SA à l'article 4210/735/60 du budget extra-ordinaire de l'exercice 2019 (et de financer la dépense par emprunts);

DECIDE:

Article 1:

D'approuver le projet de réfection entière de la structure de la chaussée, c'est-à-dire le renouvellement de la sous-fondation, de la fondation et la pose de 2 couches de revêtement hydrocarboné;

Article 2:

D'approuver l'introduction de la demande de subside dans le cadre de la Politique de la Ville - axe 1 pour 85% avec un plafond de 25.000 EUR HTVA par secteur statistique par

an, le subsidie étant porté in casu à 50.000,00 EUR HTVA;

Article 3:

Dès que le changement du mode de financement de l'engagement du 24/12/2019 sera constaté suite à l'obtention du subsidie, d'y procéder par voie de modification budgétaire, à concurrence de 50.000,00 EUR HTVA;

Une copie de la présente sera transmise aux services suivants : B33 et B40.

Le Conseil approuve le point.

31 votants : 30 votes positifs, 1 abstention.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Goedkeuring van het project en van de indiening van de subsidieaanvraag in het kader van het Stadsbeleid - As 1 betreffende de herstelling van een deel van de rijweg van de Tamariskenlaan.

DE RAAD,

Na aan het begin van de zitting bij stemming te hebben ingestemd met de invoering van dit punt als spoedgeval, aangezien het niet op de agenda stond;

Gelet op het besluit van 19 januari 2017 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende het Stadsbeleid;

Overwegende dat As 1 van het Stadsbeleid betrekking heeft op de ruimtelijke ordening en dat in dit kader snelle interventie maatregelen tegen de achteruitgang van de openbare ruimte gesubsidieerd kunnen worden;

Overwegende dat het betrokken gedeelte van de Tamariskenlaan (tussen de Condorlaan en de Louis Mettwielaan) zwaar beschadigd is en gevaarlijk is voor automobilisten, voetgangers en diverse tweewielers (motorfietsen en fietsen);

Gezien de aanwezigheid van school nr. 15 in de onmiddellijke nabijheid, die tot een grotere aanwezigheid van kinderen, voetgangers en fietsgebruikers leidt;

Gezien het feit dat de toestand van de rijweg geen goede afwatering van het oppervlaktewater mogelijk maakt;

Overwegende dat het subsidiepercentage in casu 85% bedraagt, met een plafond van 25.000€ excl. BTW per statistische sector per jaar;

Overwegende dat de betrokken perimeter in 2 statistische sectoren (Condor en Daring) ligt;

Gezien de raming van de werken, gemaakt door de dienst wegenis van de technische afdeling van het Departement Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling, die 200.550,00 EUR incl. BTW bedraagt;

Gezien de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 24/12/2019 betreffende de herstelling in oorspronkelijke staat van de voetpaden en het asfalt alsook het planten van bomen in 1080 Sint-Jans-Molenbeek waarbij de opdracht voor de werken aan de firma NUTONS SA wordt gegund, de totale uitgave van 7.622.215,58 EUR incl. btw vastgelegd wordt op naam van NUTONS SA op artikel 4210/735/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2019 (en de uitgaven gefinancierd worden door leningsgelden);

BESLUIT:

Artikel 1:

Het project van de volledige herstelling van de bestrating, d.w.z. vernieuwing van de onderlaag, de ondergrond en het aanbrengen van twee lagen koolwaterstofdeklaag goed te

keuren;

Artikel 2 :

De subsidieaanvraag in te dienen in het kader van het Stadsbeleid - As 1 voor 85% met een plafond van 25.000€ excl. BTW per statistische sector per jaar goed te keuren, waarbij in voorkomend geval de subsidie 50.000,00 EUR excl. BTW bedraagt;

Artikel 3 :

Zodra de wijziging van de financieringswijze van de vastlegging van 24/12/2019 vastgesteld zal zijn door het verkrijgen van de subsidie, daartoe over te gaan door middel van een begrotingswijziging voor een bedrag van 50.000,00 EUR excl. BTW;

Een kopie hiervan zal overgemaakt worden aan de volgende diensten: B33 et B40.

De Raad keurt het punt goed.

31 stemmers : 30 positieve stemmen, 1 onthouding.

23.06.2021/A/0037

**Département Aménagement du Territoire et Gestion Immobilière
Département des Infrastructures et du Développement urbain - Contrat de Quartier
Durable Autour de Léopold II - Hall des sports Amal AMJAHID sis 86 quai des
Charbonnages, 1080 Molenbeek-Saint-Jean - Appel à Manifestation d'Intérêt.**

LE CONSEIL,

Après avoir accepté l'introduction en urgence par un vote en début de séance, ce point n'étant pas inscrit à l'ordre du jour;

Vu la délibération du Conseil communal du 26 octobre 2016 décidant entre autres : sur base du rapport d'analyse, de désigner et d'attribuer le marché de travaux CSC 16.006-Charbonnages à la firme In Advance rue de la grenouillette 2E, 1130 HAREN (n° TVA : 0450.538.571) pour un montant de 6.990.393,57 EUR HTVA, soit 8.458.376,22 EUR TVAC ;

Considérant que la réception provisoire dudit chantier a été effectuée le 19 mai 2021 et que les dernières remarques sont en train d'être levées ;

Considérant que le Hall des sports sera prêt à accueillir du public dès le 28 juin 2021 ;

Considérant qu'il conviendrait que la Commune de Molenbeek-Saint-Jean lance un Appel à Manifestation d'Intérêt afin d'informer les habitants de l'ouverture de ce nouveau Hall des sports ;

Considérant qu'il conviendrait que la Commune de Molenbeek-Saint-Jean lance un Appel à Manifestation d'Intérêt afin de constituer une programmation estivale et une programmation annuelle cohérente et équitable entre les différentes associations sportives présentes à Molenbeek-Saint-Jean.

Considérant que cet Appel à Manifestation d'Intérêt répondra aux objectifs suivants :

- • Créer une infrastructure sportive de proximité au sein du quartier ;
- • Implanter l'infrastructure Hall des Sports dans le tissu social et associatif du quartier ;
- • Développer des projets dans une approche de promotion à la santé ;
- • Promouvoir la pratique sportive sous toutes ses formes sans discrimination ;

- • Développer une infrastructure qui présente une mixité dans les sports et dans les publics (jeunes, enfants, familles...)

Considérant que dans la sélection une priorité sera donnée :

- aux entités molenbeekoises ou à celles ayant au minimum 50% d'affiliés molenbeekoïses sur base du listing rentré à la fédération sportive ;
- aux entités qui proposent une tarification sociale et solidaire ;
- aux entités qui pratiquent et promeuvent le sport au féminin ;
- aux entités qui proposent et promeuvent le handisport ;
- aux entités qui profitent de l'accrochage par le sport pour développer des actions de cohésion sociale ou d'éducation ;

Considérant que le tarif horaire applicable aux occupations est de 30 Euro pour les entités molenbeekoïses et de 90 Euro pour les entités non molenbeekoïses;

Considérant que cet appel fera l'objet d'une communication via les réseaux sociaux et le site internet de la Commune et via un affichage public sur l'ensemble du territoire communal ;

Vu les articles 123 et 236 de la Nouvelle Loi communale ;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver l'Appel à Manifestation d'Intérêt pour l'occupation du Hall des sports Amal AMJAHID sis 86 quai des Charbonnages, 1080 Molenbeek-Saint-Jean.

Le Conseil approuve le point.

31 votants : 29 votes positifs, 2 abstentions.

Departement Ruimtelijke Ordening en Vastgoedbeheer

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling - Contract voor duurzame wijken rond Leopold II - Sporthal Amal AMJAHID gelegen aan de Quai des Charbonnages 86, 1080 Sint-Jans-Molenbeek - Oproep tot het indienen van blijken van belangstelling.

DE RAAD,

Na aan het begin van de zitting bij stemming te hebben ingestemd met de invoering van dit punt als spoedgeval, aangezien het niet op de agenda stond;

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 26 oktober 2016 waarbij onder meer werd besloten: op basis van het analyseverslag, de opdracht voor werken CSC 16.006- Kolenmijnen aan te wijzen en te gunnen aan de firma In Advance rue de la grenouillette 2E, 1130 HAREN (BTW nr.: 0450.538.571) voor een bedrag van 6.990.393,57 EUR exclusief BTW, zijnde 8.458.376,22 EUR inclusief BTW ;

Overwegende dat de voorlopige opneming van de genoemde bouwplaats op 19 mei 2021 heeft plaatsgevonden en dat de laatste opmerkingen worden verwijderd;

Overwegende dat de sporthal vanaf 28 juni 2021 klaar zal zijn om het publiek te ontvangen

Overwegende dat het opportuun zou zijn dat de gemeente Sint-Jans-Molenbeek een oproep tot het indienen van blijken van belangstelling doet om de inwoners in

te lichten over de opening van deze nieuwe sporthal

Overwegend dat de gemeente Sint-Jans-Molenbeek een oproep tot het indienen van blijken van belangstelling moet lanceren om een samenhangend en billijk zomer- en jaarprogramma tussen de verschillende in Sint-Jans-Molenbeek aanwezige sportverenigingen tot stand te brengen.

Ervan uitgaande dat deze oproep tot het indienen van blijken van belangstelling aan de volgende doelstellingen zal beantwoorden

Het creëren van een lokale sportinfrastructuur binnen het district;

Het vestigen van de Hall des Sports infrastructuur in het sociale en associatieve weefsel van de wijk;

Projecten ontwikkelen met een gezondheidsbevorderende aanpak;

Bevordering van sportbeoefening in al haar vormen zonder discriminatie;

Een infrastructuur ontwikkelen die een mix van sporten en doelgroepen (jeugd, kinderen, gezinnen...) presenteert

Overwegende dat bij de selectie voorrang zal worden gegeven :

entiteiten uit Molenbeek of entiteiten die op basis van de aan de sportfederatie voorgelegde lijst voor ten minste 50% uit Molenbeekse leden bestaan;

entiteiten die een sociaal en solidair tariefsysteem aanbieden;

entiteiten die vrouwensport beoefenen en bevorderen;

aan entiteiten die handisport voorstellen en bevorderen;

aan entiteiten die van sport gebruik maken om acties op het gebied van sociale samenhang of onderwijs te ontwikkelen;

In aanmerking nemend dat het uurtarief voor de beroepen 30 euro bedraagt voor de Molenbeekse entiteiten en 90 euro voor de niet-Molenbeekse entiteiten;

Ervan uitgaande dat deze oproep zal worden gecommuniceerd via sociale netwerken en de website van de gemeente en via een openbare affichering op het hele gemeentelijke grondgebied;

Gelet op de artikelen 123 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

BESLUIT :

Enig artikel :

Goedkeuring van de oproep tot het indienen van blijken van belangstelling voor de ingebruikneming van de Amal AMJAHID Sporthal, 86 quai des Charbonnages, 1080 Sint-Jans-Molenbeek.

De Raad keurt het punt goed.

31 stemmers : 29 positieve stemmen, 2 onthoudingen.

23.06.2021/A/0038

Prévention et Vie Sociale

Evènements - Convention entre Commune de Molenbeek-Saint-Jean et l'asbl Olympic Urban Festival.

LE CONSEIL,

Après avoir accepté l'introduction en urgence par un vote en début de séance, ce point n'étant pas inscrit à l'ordre du jour;

Considérant que l'asbl Olympic Urban Festival, avenue de Bouchout, 9 à 1020 Bruxelles proposera divers évènements à partir de septembre 2021 et durant l'année 2022 sur notre

Commune ;

DECIDE :

Article unique :
D'approuver la convention jointe.

Le Conseil approuve le point.
31 votants : 30 votes positifs, 1 abstention.

Preventie en Sociale Leven

Evenementen - Overeenkomst tussen de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek en de vzw Olympic Urban Festival.

DE RAAD,

Na aan het begin van de zitting bij stemming te hebben ingestemd met de invoering van dit punt als spoedgeval, aangezien het niet op de agenda stond;
Aangezien de vzw Olympic Urban Festival, Boechoutlaan, 9 te 1020 Brussel vanaf september 2021 en tijdens het jaar 2022 verschillende evenementen zal in onze Gemeente aanbieden;

BESLUIT :

Enig artikel :
De overeenkomst, toegevoegd, goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.
31 stemmers : 30 positieve stemmen, 1 onthouding.

23.06.2021/A/0039

Département Services généraux et Démographie

Affaires Juridiques - Procédure de saisie administrative de véhicule en cas de fait qualifié de « rodéo urbain ».

LE CONSEIL,

Après avoir accepté l'introduction en urgence par un vote en début de séance, ce point n'étant pas inscrit à l'ordre du jour;

Vu les articles 117, 133 alinéa 3, et 135 § 2 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu le Règlement Général de Police de la commune de Molenbeek-Saint-Jean;

Vu l'Arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique, et notamment l'article 50 ;

Vu la Loi du 5 aout 1992 sur la Fonction de police, et particulièrement ses articles 5/1, 5/2, 5/6 et 30;

Considérant que l'expression « *rodéo urbain* » utilisée par la Zone de police Bruxelles - Ouest recouvre les comportements qui tombent sous le coup de l'article 50 de l'Arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique ;

Considérant que l'article 50 de l'Arrêté royal précité dispose que « *sauf autorisation spéciale de l'autorité légalement habilitée, il est interdit de se livrer sur la voie publique à des luttes de vitesse, ainsi qu'à des épreuves sportives, notamment des cours ou concours de vitesse, de régularité ou d'adresse* » ;

Considérant que la Zone de police Bruxelles - Ouest propose aux Communes de son territoire une procédure de saisie administrative de véhicule en cas de faits qualifiés de « *rodéo urbain* », afin de prévenir les périls résultant de la conduite dangereuse et inadaptée des véhicules sur la voie publique ;

Considérant que la documentation relative à la procédure en question est annexée à la présente délibération;

Considérant qu'il y a lieu de confirmer l'adhésion de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean à la procédure en question;

Vu l'urgence;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins prise en sa séance extraordinaire du 23 juin 2021 ;

DECIDE :

Article 1 :

De marquer son adhésion à la procédure de saisie administrative de véhicule en cas de fait qualifié de « *rodéo urbain* », telle que proposée par la Zone de police Bruxelles-Ouest.

Article 2 :

Expédition de la présente délibération sera transmise au secrétariat de la Zone de police Bruxelles - Ouest et au service suivant: B19.

Le Conseil approuve le point.

31 votants : 30 votes positifs, 1 abstention.

Departement Algemene diensten en Demografie

Juridische Zaken - Procedure voor de administratieve inbeslagneming van een voertuig in geval van een daad die als een "stadsrodeo" wordt gekwalificeerd.

DE RAAD,

Na aan het begin van de zitting bij stemming te hebben ingestemd met de invoering van dit punt als spoedgeval, aangezien het niet op de agenda stond;

Gelet op de artikelen 117, 133, alinea 3, en 135, §2, van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het Algemeen politiereglement van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg, inzonderheid op artikel 50;

Gelet op de wet van 5 augustus 1992 betreffende de politieambt, inzonderheid de artikelen 5/1, 5/2, 5/6 en 30;

Overwegende dat de uitdrukking "stadsrodeo" die door de politiezone Brussel-West wordt gebruikt, betrekking heeft op gedragingen die vallen onder het toepassingsgebied van artikel 50 van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg;

Overwegende dat artikel 50 van voornoemd koninklijk besluit bepaalt dat "Behoudens speciale toelating van de wettelijk gemachtigde overheid zijn verboden op de openbare weg, alle snelheids- en sportwedstrijden, inzonderheid snelheids-, regelmatigheids- of behendighedsritten of -wedstrijden.";

Overwegende dat de politiezone Brussel-West de gemeenten van haar grondgebied een procedure voorstelt voor de administratieve inbeslagneming van voertuigen in geval van handelingen die als "stadsrodeo" worden gekwalificeerd, teneinde de gevaren te voorkomen die voortvloeien uit het gevaarlijke en onaangepaste rijden met voertuigen op de openbare weg;

Overwegende dat de documentatie betreffende de procedure in kwestie bij deze beraadslaging is gevoegd;

Overwegende dat het noodzakelijk is de instemming van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek met de procedure in kwestie te bevestigen;

Gezien de urgentie;

Op voorstel van het college van Burgemeester en Schepenen, genomen tijdens zijn buitengewone zitting van 23 juni 2021;

BESLUIT :

Artikel 1 :

De procedure voor de administratieve inbeslagneming van voertuigen in geval van een als "stadsrodeo" gekwalificeerd feit, zoals voorgesteld door de politiezone Brussel-West, te onderschrijven.

Artikel 2 :

Een kopie van deze beraadslaging zal worden toegezonden aan het secretariaat van de politiezone Brussel-West en aan de volgende dienst: B19.

De Raad keurt het punt goed.

31 stemmers : 30 positieve stemmen, 1 onthouding.

Hassan Ouassari entre en séance / treedt in zitting.

Didier Fabien Willy Milis entre en séance / treedt in zitting.

Michel Eylenbosch quitte la séance / verlaat de zitting.

Rachid Mahdaoui quitte la séance / verlaat de zitting.

23.06.2021/A/0040

Département Services généraux et Démographie

Secrétariat communal - Motion déposée par Monsieur Vancauwenberge, Conseiller communal PTB*PVDA, relative à l'encadrement contraignant des loyers en région bruxelloise.

LE CONSEIL,

Considérant qu'à Bruxelles les loyers ont augmenté de plus de 20 %, en plus du coût de la vie, depuis 2004 ;

Considérant que, depuis plusieurs années, la grande majorité des logements créés sont le fait de promoteurs privés - visant à obtenir un maximum de retour sur investissement -, ce qui produit une augmentation des prix de l'immobilier et des loyers ;

Considérant que le loyer moyen d'un appartement à Bruxelles est de 1.100€ hors charges[1] en 2019 ;

Considérant qu'un locataire moyen dépense entre 40 % et 60 % de la part de ses revenus pour son loyer[2] ;

Considérant que des loyers trop chers conduisent au mal-logement (densité trop élevée par logement, insalubrité, ...) et accentuent la pauvreté ;

Considérant que plus de 49 000 familles sont actuellement sur liste d'attente d'un logement social et qu'entre temps, ces familles sont forcées de s'appauvrir sur le marché privé ;
Considérant que la part de logement social et public sur le marché locatif bruxellois est beaucoup trop faible, ce qui ne permet pas de répondre à la demande croissante de logements abordables ;
Considérant qu'une "grille indicative des loyers" - disponible sur le site loyers.brussels - a été élaborée par le gouvernement bruxellois en 2017, et que cette grille indique une fourchette de prix moyens en fonction de critères objectifs du bien locatif ;
Considérant qu'il convient de prendre des mesures non pas indicatives mais bien contraignantes afin de limiter l'explosion des prix du marché privé, afin de faire baisser de nombreux loyers, et afin de rendre plus effectif le droit au logement digne et abordable pour la population ;

DECIDE :

Article 1 :

De demander au Collège qu'il s'engage à ce que l'ensemble de ses logements communaux ne pas dépassent pas le loyer maximum indiqué par la grille des loyers ;

Article 2 :

De demander au gouvernement et au Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale de rendre contraignante la grille disponible sur loyers.brussels pour l'ensemble des logements privés et publics ;

Article 3 :

De transmettre la présente motion au Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale.

[\[1\]](#)CIB Vlaanderen, chiffres 2019

[\[2\]](#)RBDH, "Baromètre du logement", 2017

Le premier amendement déposé par Monsieur Hamzaoui est rejeté par 21 non, 7 oui et 3 abstentions.

Le second amendement déposé par Monsieur Hamzaoui est rejeté par 21 non, 7 oui et 3 abstentions.

Le troisième amendement déposé par Monsieur Hamzaoui est rejeté par 25 non, 3 oui et 3 abstentions.

Le quatrième amendement déposé par Monsieur Hamzaoui est rejeté par 25 non, 3 oui et 3 abstentions.

Le point est rejeté.

31 votants : 4 votes positifs, 21 votes négatifs, 6 abstentions.

Departement Algemene diensten en Demografie

Gemeentelijksecretariaat - Motie ingediend door de heer Vancauwenberge,

Gemeenteraadslid PTB*PVDA, over de bindende regulering van de huurprijzen in het Brussels Gewest.

Het eerste amendement van de heer Hamzaoui wordt verworpen met 21 tegenstemmen, 7 stemmen voor en 3 onthoudingen.

Het tweede amendement van de heer Hamzaoui wordt verworpen met 21 stemmen tegen, 7 stemmen voor en 3 onthoudingen.

Het derde amendement van de heer Hamzaoui wordt verworpen met 25 stemmen tegen, 3 stemmen voor en 3 onthoudingen.

Het vierde amendement van de heer Hamzaoui wordt verworpen met 25 stemmen tegen, 3 stemmen voor en 3 onthoudingen.

Het punt wordt verworpen.

31 stemmers : 4 positieve stemmen, 21 negatieve stemmen, 6 onthoudingen.

23.06.2021/A/0041

Département Services généraux et Démographie

Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur El Bouazzati, Conseiller communal PTB*PVDA, relative à l'état du terrain jouxtant le Daring Club Molenbeek Hockey, derrière le cimetière.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation déposée par Monsieur El Bouazzati, dont le texte suit :

BONJOUR à tous Mme la bourgmestre échevines, échevins, conseilleres,conseillers communaux.

Cela va faire 2 ans que j'avais fais une interpellation à laquelle je cite la réponse dans le pv: "Lors du prochain plan triennal en infrastructures sportives, 2021-2023 une demande de subside sera probablement introduite afin d'aménager une nouvelle structure sportive dans le parc".

Depuis aucun projet a vu le jour.

Y a t'il un projet définitif ?

Quel durée pour la réhabilitation du terrain?

Quel subside et montant est demander dans ce plan triennal?

Il s'agit là d'une urgence pour nos enfants nos adolescents car le terrain vague abandonner et aussi une insalubrité qui s'installe surtout à la veille des vacances scolaires nos enfants et nos habitants molenbeekois mérite une infrastructure décente voir photos en annexe.

Je demande donc que notre conseil communal se rende compte de réhabiliter ce terrain qui nécessite pas un budget énorme pour le bien de nos enfants et leur sécurité.

Merci de votre coopération.

MOHAMED ELBOUZZATI

CONSEILLER COMMUNAL

MOLENBEEK SAINT JEAN

[Tel:0492.91.41.73](tel:0492.91.41.73)

Le Conseil prend connaissance.

Departement Algemene diensten en Demografie

Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door de heer El Bouazzati, gemeenteraadslid PTB*PVDA, over de toestand van het terrein naast de Daring Club Molenbeek Hockey, achter de begraafplaats.

De Raad neemt kennis.

23.06.2021/A/0042 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Hamzaoui, Conseiller communal ECOLO SAMEN, relative au PAD Gare de l'Ouest

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation déposée par Monsieur Hamzaoui, dont le texte suit :

Interpellation relative au PAD de la Gare de l'Ouest :

Madame la Bourgmestre,

Le projet de PAD Gare de l'Ouest a été approuvé en deuxième lecture le 3 juin 2021 par le Gouvernement bruxellois. Un projet qui va permettre d'ouvrir en partie cette zone de 13 hectares autour de la station Beekant et de la gare de l'Ouest. Une belle avancée pour ce site qui deviendra plus perméable, traversant et habité !

Cette interpellation se concentre sur six aspects spécifiques :

1. Le programme logement : ce programme comprend 80% de logements à finalité publique. Comment sera gérée la répartition entre les différents types de logements ? Avez-vous une répartition claire de ce programme ? A combien s'élève le nombre de logement à finalité locative et le nombre de logement à finalité acquisitive ? Quels sont les opérateurs publics pressenti pour édifier le millier de logements envisagé ? Ont-ils (SLRB, Citydev, Fonds du Logement) déjà pu entamer leurs réflexions ?
Afin de garder une maîtrise publique du foncier, il est important de faire participer des acteurs comme le CLTB. C'est un avantage majeur pour garder la main mise sur le foncier public et c'est une occasion en or pour cet opérateur d'enfin participer au développement d'un grand projet comme celui de la gare de l'ouest. Dans ce cadre, nous souhaitons savoir quelles sont les garanties que la commune de Molenbeek peut proposer pour que ce PAD assure cet enjeu de maîtrise du foncier public ?
2. L'affectation bureau : nous constatons qu'une partie de ce programme est consacré à la création de 5000m² d'espaces bureaux. La Commune soutient-elle cette demande pour 5.000 m² de bureaux, considérant l'effondrement de la demande ?
3. Les espaces verts : Le site passera d'une friche fermée de 13 hectares dont 6 de pleine terre à un nouveau quartier ouvert organisé autour de 4 quadrants et traversé par 3 passerelles au-dessus de la L28. Si les infrastructures SNCB et STIB (extension de la station Beekant) mangent du terrain cela ne doit pas être au détriment des espaces verts et ouverts mais plutôt sur les 5000m² de bureaux envisagés autour de la station Beekant.

Quelle sont les dispositions envisagées par notre commune afin d'assurer la continuité du maillage vert, à travers le PAD, pour relier les espaces verts existants (notamment Gazomètre et parc Marie-José) ?

4. Le parc aquatique : vous avez avancé le 11 juin dans la presse un projet de centre aquatique tropical et d'une piscine. Je rappelle qu'au moment où l'idée a été proposée, il s'agissait de récupérer les modules d'Océade qui avaient malheureusement été sacrifié sur l'autel de Neo, créant ainsi une regrettable perte d'équipements destinés aux jeunes. Il est à noter que localement les réactions sont contrastées : vif intérêt chez certains, inquiétude de voir de l'espace pris sur le vert ouvert et public, pour d'autres puisqu'il est question de 4.500 m² surtout que ce type d'infrastructures n'est pas perméable au public.
S'agit-il d'une récupération ou vraiment d'une nouvelle infrastructure ? Avez-vous un accord avec un partenaire privé ? A-t-on une estimation de la consommation annuelle

d'eau (potable) et d'énergie nécessaires pour maintenir le caractère « tropical » été comme hiver ?

Océade était isolé sur le plateau. Ici le terrain pressenti est au pied des logements sociaux : ne faut-il pas craindre des nuisances sonores pour les riverains ? Est-ce qu'il y a eu une étude d'impact avant d'affirmer ce projet ? si oui, pouvons-nous avoir une copie de cette étude ?

5. Au niveau des équipements : le PAD prévoit le développement d'un site de 13 ha situé dans un quartier populaire dont le manque en équipement est conséquent. Il est important que la commune de Molenbeek insiste pour garantir la création de nouvelles écoles, de nouvelles infrastructures sportives, des places pour la petite enfance...
Le socle prévu entre le chemin de fer et les logements peut subvenir à ces besoins. En effet, la hauteur sous plafond de ce socle est un avantage pour créer des équipements sportifs et autres.
Nous insistons vivement sur ce point compte tenu de la carence en équipements dans ce quartier.

Parallèlement, la situation et l'accessibilité justifient un équipement de rayonnement régional, voire international qui permettent de faire de la gare de l'Ouest un lieu de destination et de desserrer le centre-ville. Avez-vous une idée de l'équipement qui sera proposer ?

6. Suggestions supplémentaires :

- 90.000 m², ça reste une assez forte densité. Une attention particulière devra donc être portée aux gabarits. En effet, il est important d'éviter une rupture d'échelle et du coup une fracture visuelle entre l'ancien quartier et le nouveau quartier.
- Le PAD actuel ne propose pas des façades actives. La commune de Molenbeek pourrait-il proposer une modification afin d'imposer des façades actives aux socles du côté de la rue Vandenpereboom ?
- Nous demandons d'assurer les continuités cyclables via les passerelles mises en place mais également à travers le socle côté logement.

HAMZAOUI Taoufik

Le Conseil prend connaissance.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijksecretariaat - Interpellatie ingediend door de heer Hamzaoui,
gemeenteraadslid ECOLO SAMEN, over het PAD Oueststation.

De Raad neemt kennis.

23.06.2021/A/0043 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Hamzaoui, Conseiller

communal ECOLO SAMEN, relative aux expulsions domiciliaires.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation déposée par Monsieur Hamzaoui, dont le texte suit :

Monsieur l'échevin,

Toutes les expulsions domiciliaires sont autorisées depuis le 25 avril 2021 à l'exception de quelques cas justifiés.

Nous sommes deux mois après cette levée et nous constatons sur le terrain un effet de rattrapage des expulsions non effectuées pendant le moratoire. Pouvons-nous avoir une idée du nombre des expulsions effectuées pendant cette période dans notre commune ? les motifs de ces expulsions ? et les alternatives qui ont été mises en places pour éviter une hausse du nombre de sans-abri ?

Par cette interpellation nous continuons à partager notre inquiétude suite à cette situation et nous souhaitons comprendre votre stratégie quant aux mesures prises pour protéger les locataires.

Je vous remercie pour vos réponses.

T. Hamzaoui

Le Conseil prend connaissance.

**Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijksecretariaat - Interpellatie ingediend door de heer Hamzaoui,
gemeenteraadslid ECOLO SAMEN, over ontruiming van woningen.**

De Raad neemt kennis.

23.06.2021/A/0044 **Département Services généraux et Démographie
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Madame Maouane, Conseillère
communale ECOLO SAMEN, relative aux difficultés d'obtenir un rendez-vous
rapidement au service Démographie.**

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation déposée par Madame Maouane, dont le texte suit :

Je souhaiterais interroger le collège sur les nombreux témoignages de nombreux habitants au sujet des retards pour obtenir des documents administratifs ou dans leur renouvellement.

En effet, il y a de nombreuses difficultés à obtenir un rendez-vous pour le renouvellement de documents. Il n'y a parfois pas de rendez vous avant septembre voire octobre.

Ceci pose de nombreuses désagréments pour les molenbeekois. Comment feront les personnes désireuses de voyager?

Merci de vos réponses ,

Rajae Maouane.

Le Conseil prend connaissance.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door mevrouw Maouane, Raadslid
ECOLO SAMEN, over de moeilijkheden om snel een afspraak te krijgen bij de dienst
Demografie.

De Raad neemt kennis.

23.06.2021/A/0045

Département Services généraux et Démographie
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Madame Addi, Conseillère
communale PTB*PVDA, relative à l'accessibilité des services communaux.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation déposée par Madame Addi, dont le texte suit :

Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les Échevin.e.s, conseiller.ères communaux

Dans le contexte de la pandémie de COVID19, beaucoup de service à la population ont dû travailler à guichet fermé. Actuellement, il faut prendre rendez-vous pour le service à la population soit par téléphone soit par mail.

Comme beaucoup, j'ai fait l'expérience d'essayer de joindre le service communal par téléphone et j'y ai perdu plus d'une heure sans réponse au bout du fil. J'ai finalement pu avoir un rendez-vous rapidement après avoir envoyé un mail.

Je tiens à souligner l'effort incroyable du personnel communal qui doit répondre à plus de difficulté et à une charge de travail augmentée, mais je m'inquiète pour une partie de la population en fracture numérique pour qui l'envoi d'un mail n'est pas chose aisée.

Est-ce que la commune a prévu d'ouvrir plus de plage sans rendez-vous? ou de renforcer le personnel administratif afin d'assurer une réponse rapide pour les personnes qui choisissent la voie téléphonique.

Bien à vous,
Hind ADDI, conseillère communale PTB

Le Conseil prend connaissance.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door Mevrouw Addi,
gemeenteraadslid PTB*PVDA, over de toegankelijkheid van de gemeentelijke
diensten.

De Raad neemt kennis.

Département Services généraux et Démographie

Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Sumlu, Conseiller communal ECOLO SAMEN, relative aux canicules devenues récurrentes.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation déposée par Monsieur Sumlu, dont le texte suit :

Madame la bourgmestre,

La commune de Molenbeek a déclaré l'urgence climatique. Avec l'arrivée de l'été, les molenbeekois.e.s craignent de nouvelles canicules devenues récurrentes ces dernières années.

De fait, quelles sont les mesures prises par la commune en matière :

- *D'élagage des arbres : quelle est la pratique ? Est-elle pensée pour préserver l'ombre d'une année à l'autre ?*
- *D'installation de fontaines d'eau potable dans les écoles et bâtiments communaux, ainsi que dans les principaux espaces publics : existe-t-il un plan qui les répertorie ? Est-il prévu des signalétiques pour indiquer où se trouvent ces fontaines ?*
- *De limitation de l'usage de l'eau potable en cas de fortes chaleurs : Existe-t-il des interdictions ? Si oui, comment sont-elles communiquées aux molenbeekois.e.s ?*
- *D'accompagnement pour les personnes isolées face aux canicules : le phénomène d'isolement s'étant accentué avec le Covid, les mesures sont-elles adaptées à la situation ?*
- *De verdurisation des ilots d'habitations : dans les quartiers denses et précarisés, un plan est-il prévu pour planter des arbres afin d'apporter de la fraîcheur ?*

Merci pour vos réponses.

Emre SUMLU

Chef de groupe Ecolo Samen

Le Conseil prend connaissance.

Departement Algemene diensten en Demografie

Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Sumlu, Raadslid ECOLO SAMEN, over de terugkerende hittegolven.

De Raad neemt kennis.

Département Services généraux et Démographie
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Sumlu, Conseiller communal ECOLO SAMEN, relative aux rodéos urbains.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation déposée par Monsieur Sumlu, dont le texte suit :

Bonjour,

Mon deuxième interpellation pour le conseil de juin 2021:

Madame la bourgmestre,

Depuis plusieurs semaines, les molenbekois.e.s sont confronté.e.s à des "rodéos urbains" dans leur quartier. D'abord ils craignent pour leur sécurité à cause de la vitesse excessive pratiquée par ces véhicules dans des zones 30, voire 50. Ensuite, une pollution sonore qui impacte les journées et les nuits de chacun.e.s. Et pour finir, l'appropriation de l'espace public par certains ne devrait pas mettre en péril le bien être de chacun.e.s.

Pourriez-vous nous préciser quelles sont les mesures qui vont être prises pour gérer cette situation?

Au plaisir de vous lire,

Emre SUMLU

Chef de groupe - Conseiller Communal ECOLO SAMEN

Le Conseil prend connaissance.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Sumlu, Raadslid ECOLO SAMEN, betreffende de rodeo's in de straten van de Gemeente.

De Raad neemt kennis.

Levée de la séance à 23:05
Opheffing van de zitting om 23:05

Le Secrétaire adjoint,
De adjunct secretaris,

La Présidente du Conseil,
De Voorzitster van de Raad,

Gilbert Hildgen

Catherine Moureaux